

## L'AFFAIRE DU «FRANCE»

Nouvelle grève  
des marins  
les 27 et 28 septembre

LIBRE PAGE 31

## Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1-F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1 dir.; Tunisie, 100 m.;  
Allemagne, 1 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique,  
5 fr.; Canada, 80 c. ds.; Danemark, 240 kr.;  
Espagne, 16 pes.; France-Suisse, 16 s. f. Sfr.;  
Irlande, 45 p.; Italie, 250 L.; Liban, 125 p.;  
Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 2,40 kr.; Pays-Bas,  
2,75 fl.; Portugal, 200 esc.; Royaume-Uni, 10 sh.;  
Sud-Afrique, 100 c.; Suède, 1,20 kr.; Suisse,  
1,50 fr.; U.S.A., 75 cts.; Yougoslavie, 5 d. ds.

Tarif des abonnements page 22  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4297-23 Paris  
Tél. Paris 70 6572  
Tél. : 770-91-29

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Luxembourg  
médiateur  
de l'Europe

« Je ne suis pas dans le secret des dieux, et les dieux trônent à Paris et à Bonn », répondait récemment le chef du gouvernement luxembourgeois, M. Gaston Thorn, à une question trop précise sur l'avenir de l'Europe. Reçu mardi par M. Giscard d'Estaing, le jeune et dynamique « ministre d'Etat » du grand duché ne s'est pas départi de la prudente modestie que son pays a érigée en politique : le plus petit membre de la Communauté européenne est aussi celui qui se veut le plus discret. Il a trouvé sa vocation, comme aime à dire le patriarche de l'Europe qu'est son ancien chef de gouvernement, M. Joseph Bech, dans « l'art et l'honneur d'obtenir que les Grands retiennent une de nos suggestions murmurées en coulisse ».

Cette réserve n'empêche pas le grand duc de s'en tenir fermement aux principes. Sur le plan de la construction européenne, il a toujours eu une position « supranationale » et souhaite une Europe aussi intégrée que possible. Mais, à la différence des « pays-Bas », dans d'autres domaines, Louis XIV des démocraties avec la France tournent vite à l'algèbre — et même de la Belgique, le Luxembourg a toujours été de « l'opposer à Paris ». A chaque grande crise, loin de se formaliser ces intrusions gaullistes, il a joué les médiateurs. Il a même apporté patiemment quelques « baffes » : en 1970, le rejet expéditif par la France du plan dont il fut chargé le premier ministre luxembourgeois sur l'union économique et monétaire n'a pas réussi à altérer vraiment les excellentes relations « bilatérales » que met en avant aujourd'hui M. Thorn. C'est dans un climat beaucoup plus favorable qu'il évoque le renforcement de l'Europe politique, cherche à atténuer les effets du veto ou à renforcer le contrôle parlementaire dans la Communauté.

Sur le problème majeur de l'inflation, M. Thorn, exposé récemment les thèses françaises et allemandes, se refusait à chercher un « compromis géométrique », mais mettait ses espoirs dans une position tant soit peu commune à un niveau moyen. Il est écouté avec intérêt, car dans un pays de trois cent cinquante mille habitants étroitement dépendant de la conjoncture européenne, il mène une lutte à certains égards exemplaire. Pour que le Luxembourg demeure l'île de prospérité serine qu'il a longtemps été, en fait d'un taux d'inflation qui varie de 15 % si l'évolution des premiers mois se poursuit, M. Thorn est parvenu à réduire de 15 % déjà la consommation de produits pétroliers. Il peut aussi targuer d'un net ralentissement de la hausse des prix et 300 000 votes d'assurance à son pays (44 approbations) garanti en 1974 naturel et en électricité.

Il a donc le prix de l'acier fait au grand-duché la partie 122 Sans prétendre donner à 123 Giscard d'Estaing une leçon 124 mais, le chef du gouver- 78 nement luxembourgeois ne pou- 125 vait d'ailleurs que trouver abso- 126 lument un langage commun avec son hôte. Premier dirigeant libéral, depuis un demi-siècle, à gouverner son pays à la tête d'une coalition avec les socialistes, il s'est, lui aussi, appliqué à « déconstruire » le style de la vie politique, accordant — avant la France — le droit de vote à dix-huit ans et plaçant pour des rencontres européennes sans protocole ni formalisme.

De ce lecteur passionné de l'histoire de la Bourgogne et des grands-ducs d'Occident, ancien étudiant à Montpellier, Paris peut en tout cas attendre des sympathies qui faciliteront de nouvelles médiations au moment où l'Allemagne semble tentée par une certaine raideur dogmatique et où l'Europe, au bord de la faillite, grand besoin d'imagination. Du fait de sa stabilité intérieure et de ses excellentes relations avec tous ses partenaires, le Luxembourg peut jouer à cet égard un rôle précieux.

(Lire nos informations page 36.)

## LA FRANCE DEVANT LE «DÉRÈGLEMENT GLOBAL»

MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand  
s'interrogent sur l'avenir  
du système économique et social

## La gauche socialiste publie son «projet de société»

M. Giscard d'Estaing qui devait, mercredi, revenir à déjeuner à l'Élysée, après le conseil des ministres, les membres du gouvernement s'étaient interrogés, la veille à la Sorbonne, sur le «dérèglement global d'un système économique et social».

La même préoccupation apparaissait tout au long de la conférence de presse que M. Mitterrand a tenue mardi après-midi et au cours de laquelle il a catégoriquement écarté l'éventualité de toute «compromission» avec le pouvoir en place.

Les trois «composantes» de la gauche socialiste (P.S., P.S.U., militants de la C.F.D.T.) ont rendu public, mercredi matin, le projet de société, qui sera discuté les 12 et 13 octobre à l'occasion des assises du socialisme.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, compte tenu de la persistance des hausses des prix, de la «grogne» de nombreuses «catégories socio-professionnelles» qui contestent et protestent à tour de rôle, de l'incertitude créée par les déclarations contradictoires de nos ministres sur les mesures à prendre pour faire face à la crise de l'énergie, la France n'est pas mécontente de ses dirigeants.

C'est du moins ce qui ressort d'un sondage que l'IFOP a réalisé pour France-soir entre le 11 et le 20 septembre, c'est-à-dire après les derniers rebondissements de la crise pétrolière : non seulement MM. Giscard d'Estaing et Chirac sont, l'un et l'autre, «en hausse» par rapport au mois d'août, mais le nombre de ceux qui n'ont pas d'opinion sur leur comportement régresse. Le chef de l'Etat satisfait entièrement ou partiellement 53 % de ses conci-

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 3.)

## LES INTERVENTIONS DE LA C.I.A. DANS LES PAYS ÉTRANGERS

## La «doctrine Colby» ou les pieds dans le plat

Tous les pays ont leurs services de renseignements, aucun ne s'en offusque, mais la Central Intelligence Agency, plus connue sous le nom de C.I.A., née, grâce à la guerre froide, des cendres de l'O.S.S. de la deuxième guerre mondiale et devenue sorte de Pentagone du renseignement et d'intervention larvée, s'est taillée une réputation à part, «Grande muette» par définition, la C.I.A. échappe pratiquement au contrôle du Congrès. Son chef actuel, M. William Colby, vient d'accorder à l'hebdomadaire Time une interview (le Monde du 24 septembre) qui n'en prend que plus de relief.

Il était une fois une République américaine, dont l'un des plus illustres fondateurs, Thomas Jefferson, eût préféré qu'elle n'entre-tînt pas avec l'Europe plus de relations commerciales et maritimes que n'en avait alors la Chine (1). Cet autarcisme idyllique, ce refus d'entrer dans les querelles perverses et corruptrices du Vieux Monde, inspire en grande partie la déclaration de neutralisme universel qu'à l'expiration de son second mandat présidentiel, en 1796, George

Washington offrit à ses compatriotes en guise de testament politique (2). Il imprègne encore la «doctrine de Monroe», proclamée le 2 décembre 1823 par le cinquième président des États-Unis, qui avertit l'Europe de ne pas se mêler des affaires des deux Amériques. Une phrase importante de ce célèbre document mérite d'être citée : «C'est toujours l'authenticité politique des États-Unis que de laisser les parties en présence (en clair : les États sud-américains émancipés de la tutelle hispanique) décider de leur propre sort, dans l'espoir que les autres puissances feront de même».

La manière dont les États-Unis renouèrent jusqu'au-delà du río Grande les héritiers de l'empire espagnol, provoquèrent l'Espagne dans un duel inégal pour l'expulser de Cuba et des Philippines, dépeçèrent la Colombie pour s'adjuger le sol du canal de Panama, appartint déjà à l'histoire ancienne, tout en illustrant la conception nord-américaine de la «non-interférence» (des autres) dans le destin latino-américain. Les «brigands» européens trouvaient toujours d'autres brigands

(1) Lettre au comte Van Hogendorp, datée de Paris, le 13 octobre 1793.

(2) La «Farewell Address» a été prononcée par George Washington le 19 septembre 1796. Sur la genèse et les brouillons de ce texte historique, cf. «To the Farewell Address», par Felix Gilbert, Princeton University Press, 1961.

(Lire la suite page 3.)

## AU JOUR LE JOUR

## UN GRAND MINISTRE

Les Grandes Compagnies, sociétés anonymes pour exploiter les dissensions et rivalités internationales, se recrutent, sans souci de nationalité, parmi les Anglo-Saxons, les Néerlandais, les Français, etc. Le butin de chacune de leurs opérations, versé dans une caisse commune puis partagé entre associés, faisait d'elles de véritables États par-dessus les frontières. Se constituant leurs services propres, elles se procuraient d'immenses fortunes en rasant toutes les classes sociales, n'hésitant pas à mener de sombres machinations contre quiconque paraissait vouloir briser ou même menacer leurs privilèges.

J. ROLLAND DE RENÉVILLE.

## CHASSÉ-CROISÉ

## A LA RADIO-TELEVISION

● MM. Jaugu, Péricard et Vonnin à la radio ;  
● M. Sallabert à T.V. 2.

(Lire pages 13 et 14.)

Le gouvernement demande le droit  
de répartir par décrets  
les produits énergétiques

## Un nouveau régime des prix industriels

Le conseil des ministres de ce mercredi 25 septembre devait examiner un projet de loi habilitant le gouvernement à prendre par décret des mesures de répartition des produits énergétiques et la situation l'exige. La limitation de la température à 20 degrés dans les locaux aura force de loi. Celle des périodes de chauffage du 15 octobre au 15 avril resterait au stade des recommandations. Aucune décision de rationnement du carburant ne devait être arrêtée, mais on parlait d'un abaissement des limitations de vitesse et d'une répression accrue des dépassements de ces limitations.

M. Fourcade devait, de son côté, exposer au conseil le nouveau régime des prix industriels et la production «des pourcentages de hausse maximum» y seront fixés pour chaque profession, avec comme objectif de ramener l'augmentation moyenne des prix des produits manufacturés de 17 % l'an (rythme actuel) à 8 %. Ces pourcentages seront publiés au Bulletin officiel des services des prix, afin que les acheteurs puissent discuter les factures. Les chefs d'entreprise qui ne joueraient pas le jeu seront sanctionnés : les noms de leur firme notamment seront publiés au B.O.S.P. (ce sera le cas de trois d'entre elles dès samedi) ; en revanche les firmes de moins de vingt salariés continueront à bénéficier d'une liberté de prix totale.

Enfin, un arrêté sera publié pour empêcher les industriels de tourner la réglementation en mettant sur le marché de faux nouveaux modèles ou de faux nouveaux produits. L'administration devra être avertie des innovations et aura un mois pour les accepter ou les refuser.

## Pour une économie de guerre

Par ROBERT LATTES (\*)

Avant que de proposer une esquisse de plan, il est nécessaire de rappeler quelques évidences :

1) Il n'y a pas de système économique possible sans énergie.

(\*) Agrégé de l'Université.

L'énergie est l'oxygène de la vie économique. A la limite, on pourrait imaginer un système totalement fermé sur lui-même, vivant par recyclage tous azimuts, pourvu qu'il dispose d'énergie (et accepte un niveau économique global faiblement croissant).

2) La croissance, sans précédent — devenue surcroissance — des pays développés depuis une vingtaine d'années a été due en partie à des matières premières — énergétiques notamment — abondantes et bon marché.

3) La dislocation du système monétaire international, très mauvais coup à terme pour les équilibres économiques et les échanges commerciaux, ne pouvait que poser des problèmes croissants aux pays producteurs de pétrole, puis par effet boomerang aux pays développés consommateurs.

(Lire la suite page 3.)

## A ROME

Paul VI s'apprête  
à ouvrir  
le synode des évêques

Le quatrième synode des évêques catholiques s'ouvrira à Rome le vendredi 27 septembre. Le thème en sera «L'évangélisation du monde contemporain». Après la messe, célébrée par Paul VI dans la chapelle Sixtine, les travaux commenceront l'après-midi par une allocution du pape, puis par la lecture du rapport de Mgr Ladislav Rabin (Pologne), secrétaire général du synode, ainsi que du «pastorale général», rédigé par Mgr Aloisius Lorscheider (Brésil).

Les travaux, auxquels participent plus de deux cents évêques, dureront en principe quatre semaines. Les débats pourraient être animés en raison des divergences de positions entre les participants.

Les difficultés  
de l'évangélisation

Par HENRI FESQUET

Tombée en désuétude avant Vatican II dans l'Eglise romaine, l'expression synode a aujourd'hui plusieurs significations. Elle désigne le plus souvent la réunion sur le plan diocésain ou national d'évêques, de laïcs, de religieux, etc., appelés à se prononcer sur un certain nombre de points d'actualité. Ainsi, les Religieuses d'Allemagne et de Suisse se sont réunies récemment en synode : une assemblée comparable à un lieu d'appréhension aux Pays-Bas sous le nom un peu abusif de concile pastoral. Un vrai concile, en effet, rassemble exclusivement des évêques du monde entier et a un pouvoir législatif souverain, à condition que le pape ratifie ses décisions.

Le synode romain qui s'ouvre le 27 septembre est d'un autre type. Il ne comporte pratiquement que des évêques. D'autre part, il est convoqué et présidé par le pape, qui en choisit le thème en dernier ressort.

(Lire la suite page 11.)

## «LANCELOT» VU PAR...

## Robert Bresson

De longs cheveux presque blancs, un visage dont la douceur est contredite par l'écloir métallique du regard, la silhouette légèrement inclinée d'un homme qui marche contre le vent : Robert Bresson, est, depuis un quart de siècle, le théoricien et l'officier de cet art dont il a maintes fois défini la poésie et qu'il appelle le cinématographe.

Bresson a sa légende. On le dit obsédé, intraitable, méticuleux au point de rendre fous ses collaborateurs, inquiet mais dissimulant ses inquiétudes sous un masque d'orgueil. De quel créateur authentique ne pourrait-on pas dire la même chose ? Il fallait être couronné contre les modes, les influences, les tentatives de la facilité et du succès pour tourner «le journal d'un curé de campagne» et «Au hasard Balthazar», «Pickpocket» et «Procès de Jeanne d'Arc». Il fallait être à part dans ce métier terrible («Cocotte») pour lancer dans l'aventure de «Lancelot».

«Lancelot», il y a vingt ans que Bresson y pensait. Vingt ans qu'il attendait l'occasion de traduire dans son propre langage cette histoire d'amour humain et d'amour mystique, cette quête métaphysique. Mais le projet était toujours refusé. Au printemps dernier, l'œuvre enfin voit le jour. Et c'est alors l'insupportable, la scandaleuse décision de la commission de sélection qui empêche le film de concourir à Cannes. «Lancelot» est cependant projeté, un soir, «hors festival». Et, ce soir-là, ce sont les films «officiels» qui ont soudain l'air de se trouver en quarantaine.

«Le cinéma actuel est un cinéma de tricheurs», dit Bresson. Poète épris d'absolu, l'auteur de «Lancelot» est l'homme qui ne sait pas tricher.

«Lire page 15 les articles de Jean de Baroncelli et d'Yvonne Baby.»

RENÉ-VICTOR  
PILHES  
L'imprécatteur

«Il fait entrer l'entreprise multinationale dans la littérature. Et croyez bien qu'on ne s'ennuie pas à sa lecture !» Jacqueline Piatier

«C'est passionnant... facile à lire comme un James Bond qui aurait trouvé le temps d'apprendre à écrire. Et balzacien de surcroît !» Y. Audouard - Le Canard enchaîné

288 pages 33 F.  
roman/Seuil



## ***M. Mitterrand précise et actualise le plan économique en trois étapes qu'il avait présenté lors de sa campagne présidentielle***

... organiser l'avenir.

VII<sup>e</sup>. Plan et leur confier trois missions essentielles :

a) L'éducation des gaspilleurs, qui sont partout dans la société française : au-delà des gaspilleurs d'énergie, M. Mitterrand cite « les hureux gilets de banque, les séminaires de P.-D.G. à l'étranger, les subventions à fonds perdus à Dassault, les yachts dans les ports, les impôts sur les voitures de luxe... Les plus riches gaspillent. C'est à eux qu'il faut s'en prendre et non pas seulement à la dérisoire consommation du dimanche des travailleurs ».

### aux responsabilités

dance par l'avènement d'un nouveau modèle de civilisation reste un objectif possible à distance ».

An fil de ses propos, puis en réponse aux questions des journalistes, M. Mitterrand a développé telle ou telle partie de ses propositions. S'agissant de la « réforme » du quotient familial, par exemple, il s'est déclaré d'accord avec l'esprit du projet annoncé par M. Fourcade il y a huit jours, à condition que l'abattement soit porté à 150 000 francs, et que ce soit le système du quotient, qui comporte surtout les familles aisées, soit effectivement incité sur les prix.

## ent du fuel industriel tickets d'essence

● **EPARGNE.** — Chaque ménage pourrait disposer, dans les caisses d'épargne, d'un livret C, réformé à 25.000 F sur un an.

● **EMPRUNT.** — Un emprunt d'état serait émis, non plus de 10 milliards de francs comme prévu en avril, mais de 20 milliards de francs, indexé sur le coût de la vie et, lui, démontre l'aveugement et l'originalité, pourrait-on dire, de ce qui est en ce moment en cours. On ne peut pas, en effet, imaginer un emprunt de 20 milliards de francs, indexé sur le coût de la vie, sans que cela ne signifie, en fait, un emprunt de 20 milliards de francs de 1936, ce qui est tout à fait différent. C'est là une erreur de principe, et c'est là, en fait, la véritable cause de la déconfiture de la politique financière de M. Mitherrand, de mobiliser une partie de l'énorme stock d'or détenu par les Français.

● CREDIT. — Le produit de cet emprunt pourrait pour une part être stérilisé, afin d'épargner les liquidités excédentaires et, pour une autre part, être affecté à la Banque de développement industriel, qu'il prévoit de créer et qui présentera son recours à la participation de l'industrie française et à sa reconversion. Il est indispensable, a affirmé M. Mitterrand, et de ne pas laisser aux banques un droit de vis et de mort sur les entreprises en difficultés ou en mal de trésorerie.

● **MONNAIE.** — La rentrée du franc dans le « serpent » communautaire demeure pour M. Mitterrand *une nécessité désirable*, mais les conditions de ce retour ne seront pas réalisées tant qu'il sera synonyme d'hémorragie de devises hors de toute médecine.

● **EMPRUNTS EUROPEENS.** — M. Mitterrand appelle le projet d'assiette des emprunts communautaires lancé par le gouvernement actuel, mais voudrait consacrer le produit de ces emprunts à la mise en œuvre d'une politique régionale.

**banque de développement industriel.** « dont les ressources seront constituées en particulier par l'emprunt de 20 milliards et qui permettra pour assurer à la fois la garantie de l'emploi et la reconversion dans les secteurs touchés (automobile, bâtiment, textile), supprimer les goulets d'étranglement (acier) et restructurer les secteurs d'avenir (machines-outils, papier, meubles,

● Une restructuration de l'industrie française : « A un moment où il convient de réorienter l'investissement vers certains secteurs, on ne peut se contenter de réduire globalement les crédits. Il est urgent de l'orienter sélectivement vers les secteurs d'avenir et la recherche industrielle (...). Les investissements urgents doivent pouvoir être financés par des ressources longues, ce qui n'est possible que s'il est mis fin à la fois au vol de l'épargne et à la politique d'argent cher à court terme ».

CONFIDENTIAL

... ..

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26



# ET SES RÉPERCUSSIONS EN FRANCE

## Une rigueur accrue

Sur la forme comme sur le fond, M. Mitterrand, qui s'est présenté ce vendredi 24 septembre comme le « responsable de l'opposition », a tenu à souligner son esprit de continuité.

La conférence de presse au cours de laquelle il avait, le 8 avril, lancé son programme économique et social présidentiel, avait duré deux heures; celle-ci, par contre, n'a duré que cinquante minutes. Les propositions ont été présentées en dix points, les questions ont été traitées en dix minutes. La conférence a été structurée en dix points, les questions ont été traitées en dix minutes.

Le programme de M. Mitterrand est plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Les faits ont été bien confirmés, les juges mal, les griefs ou les plaintes qu'il lui a suffi de raporter les thèmes de chapitre de son livre pour raviver dans les mémoires les accusations d'impression, d'absence de lucidité ou d'absence de courage politique.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

La situation s'est dégradée les uns derrière les autres, déficit commercial, baisse des bourses, aggravation du chômage, paupérisation paysanne... et la presse parlant plus qu'au printemps.

de challenger présidentiel, en persévérant dans la sévérité de ses choix et la précision de ses propositions. « La clarté et la rigueur sont nécessaires à la crédibilité de toute politique économique », répète-t-il, avec les accents du 18 avril. Les principes que j'ai énoncés il y a cinq mois restent actuels. Mais comme on ne se bat pas sur la Marne comme sur le Rhin, la dégradation de la situation nécessite de renforcer mes propositions, qui seraient sans doute suffisantes à l'époque. »

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

Plus varié et plus vigoureux. Les suggestions qui visent à améliorer la situation économique et sociale sont plus nombreuses et plus précises. Les propositions sont plus concrètes et plus réalisables.

ment placer l'emprunt d'Etat à lancer (dont il double d'ailleurs l'objectif pour éponger les liquidités), indique l'affectation qu'il ferait de l'emprunt européen que les Français pourraient placer en commun auprès des pays de l'Europe.

Enfin, s'agissant de la crise énergétique, M. Mitterrand s'exprime ainsi (en reprenant à M. Giscard d'Estaing de ne pas agir de même) sur les rationnements soupçonnés (le fuel lourd, essentiellement) ou refusés (les déchets d'essence), ainsi que sur le mode de négociation à rechercher avec les pays producteurs de pétrole (contacts directs, sans intervention aucune des compagnies).

Les compléments souhaitables. Sans doute tout n'est-il pas encore clair dans ce contre-plan. Par exemple, on ignore la base des calculs budgétaires conduisant aux plus-values fiscales attendues (15 à 20 milliards en 1974), ainsi que l'évaluation des surplus de dépenses implicites par cette hypothèse et l'affectation détaillée du solde prévu entre ces deux séries de chiffres (5 milliards ou davantage?).

De même, M. Mitterrand ne précise pas comment faire face à l'aggravation des charges sociales (en France et en devises) résultant de la politique d'emprunt tous azimuts qu'il préconise. Le leader socialiste ne tire pas non plus toutes les conséquences — pour les entreprises — de la politique d'indexation de l'épargne qu'il a raison de souligner.

Mais on aurait sans doute mauvaise grâce à se montrer plus exigeant que la « Casse d'Etat » qu'est le chef de l'opposition. M. Mitterrand a promis d'actualiser, tous les trois ou six mois, ses propositions, pour bien montrer à l'opinion qu'une politique autre que celle du chef de l'Etat serait possible, quelle est nécessaire aux catégories sociales majoritaires dans le pays (donc à celui-ci) et que les hommes pour mener cette politique sont prêts à prendre les rênes, quand l'opinion le décidera.

On connaît donc dans quelque temps comment M. Mitterrand combine les « blancs » de son épure.

Son objectif pédagogique et politique ne le conduit d'ailleurs pas à choisir le « tout ou rien ». Refusant le « catastrophisme », M. Mitterrand est prêt à soutenir tel ou tel projet gouvernemental qui lui apparaît juste ou bien orienté : la « réforme » du quotient familial, par exemple, ou l'aide régionale en Europe. Mais il n'entend pas jouer les « crocs de secours » de la majorité.

Entre la gauche et la droite, les affrontements mûrissent, dont le propos de M. Mitterrand a bien montré mardi qu'il tendait à aggraver : les réformes de structures — sont-elles nécessaires et quelle doit être leur ampleur ? et le rôle des citoyens dans l'exercice du pouvoir, à l'intérieur des entreprises comme au sein de l'Etat. Là aussi l'intervention du leader de la gauche a clarifié les choses : au-delà des désaccords conjoncturels, ce sont bien des projets de société opposés qui s'affrontent.

GILBERT MATHIEU.

Benal Beach, 1<sup>er</sup> Palace résidentiel de la Costa del Sol est le seul placement immobilier qui vous permette actuellement de réaliser ensemble ces trois conditions.

1° Trouver un placement immobilier sûr, exempt de tout impôt.

2° Obtenir au moins 60% de crédit à un taux modéré.

3° Toucher des revenus élevés et progressifs sur la totalité du capital en n'ayant versé que 40% du prix (par exemple : 40.000 F sur 100.000 F).

Benal Beach, 1<sup>er</sup> Palace résidentiel de la Costa del Sol est le seul placement immobilier qui vous permette actuellement de réaliser ensemble ces trois conditions.

1° Trouver un placement immobilier sûr, exempt de tout impôt.

2° Obtenir au moins 60% de crédit à un taux modéré.

3° Toucher des revenus élevés et progressifs sur la totalité du capital en n'ayant versé que 40% du prix (par exemple : 40.000 F sur 100.000 F).

Benal Beach, 1<sup>er</sup> Palace résidentiel de la Costa del Sol est le seul placement immobilier qui vous permette actuellement de réaliser ensemble ces trois conditions.

1° Trouver un placement immobilier sûr, exempt de tout impôt.

2° Obtenir au moins 60% de crédit à un taux modéré.

3° Toucher des revenus élevés et progressifs sur la totalité du capital en n'ayant versé que 40% du prix (par exemple : 40.000 F sur 100.000 F).

Benal Beach, 1<sup>er</sup> Palace résidentiel de la Costa del Sol est le seul placement immobilier qui vous permette actuellement de réaliser ensemble ces trois conditions.

1° Trouver un placement immobilier sûr, exempt de tout impôt.

2° Obtenir au moins 60% de crédit à un taux modéré.

3° Toucher des revenus élevés et progressifs sur la totalité du capital en n'ayant versé que 40% du prix (par exemple : 40.000 F sur 100.000 F).

Benal Beach, 1<sup>er</sup> Palace résidentiel de la Costa del Sol est le seul placement immobilier qui vous permette actuellement de réaliser ensemble ces trois conditions.

1° Trouver un placement immobilier sûr, exempt de tout impôt.

2° Obtenir au moins 60% de crédit à un taux modéré.

3° Toucher des revenus élevés et progressifs sur la totalité du capital en n'ayant versé que 40% du prix (par exemple : 40.000 F sur 100.000 F).

Benal Beach, 1<sup>er</sup> Palace résidentiel de la Costa del Sol est le seul placement immobilier qui vous permette actuellement de réaliser ensemble ces trois conditions.

1° Trouver un placement immobilier sûr, exempt de tout impôt.

2° Obtenir au moins 60% de crédit à un taux modéré.

3° Toucher des revenus élevés et progressifs sur la totalité du capital en n'ayant versé que 40% du prix (par exemple : 40.000 F sur 100.000 F).

Benal Beach, 1<sup>er</sup> Palace résidentiel de la Costa del Sol est le seul placement immobilier qui vous permette actuellement de réaliser ensemble ces trois conditions.

1° Trouver un placement immobilier sûr, exempt de tout impôt.

## M. Georges Marchais : non au rationnement, non aux sacrifices pour les Français qui vivent de leur travail

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a exposé mardi 24 septembre à Albertville, au cours d'un meeting de soutien au candidat communiste à l'élection législative partielle dans la deuxième circonscription de Savoie, les mesures que propose son parti pour faire face à la crise économique. Après avoir dénoncé la politique du pouvoir, qui « n'a apporté aucun commencement de solution à tous les grands problèmes qui assaillent les travailleurs et la nation », M. Marchais a dénoncé « l'autoritarisme croissant » du gouvernement et la « formidable campagne d'intimidation » menée par les grands moyens d'information tendant à faire croire que la crise est mondiale et qu'il n'y a d'autre issue que l'austérité. Le secrétaire général du P.C.F. a souligné :

« Il est faux d'affirmer que la crise est mondiale. Il n'y a pas de crise dans les pays où le socialisme s'est instauré. Ces pays ne connaissent ni la flambée des prix qui sévit chez nous, ni le chômage, ni l'insécurité sous toutes ses formes. Ils font face aux secousses aux problèmes de l'énergie. C'est un des faits essentiels que la propagande du pouvoir ne parviendra pas à cacher et que nous nous emploierons à faire toujours mieux connaître. »

« Il est également faux et scandaleux de prétendre que les responsables de l'inflation seraient les travailleurs, les Français dans leur masse (...). »

« Tout le mal vient de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. Et certains d'agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

« Et ceux qui tentent ainsi de mystifier notre peuple, d'exciter les sentiments chauvins, racistes, se livrent à une besogne dangereuse, à une mauvaise action contre la France. »

M. Marchais a expliqué que cette augmentation des « pétroles » du point de vue des consommateurs n'est qu'un effet de la dévaluation décidée par les pays producteurs de pétrole. « Le cartel de la dévaluation », a-t-il dit, « est une agression », de « guerre économique ». Nous le disons de la manière la plus nette : c'est un mensonge. »

le pouvoir, ou bien des mesures nouvelles et efficaces imposées au pouvoir, dans l'intérêt du peuple et du pays. »

Des mesures concrètes. Le secrétaire général du P.C.F. a proposé alors la mise en place des mesures suivantes :

1) Contre l'inflation : « Blocage temporaire des prix à la production des grandes industries : pour les produits alimentaires et ménagers, la pharmacie et les produits industriels de base (ciment, béton, verre, acier, mécanisme agricole et ferroviaire, équipement du bâtiment et des travaux publics, et grands produits chimiques), ainsi que des tarifs publics. »

« Suppression de la T.V.A. pour les produits de première nécessité : réduction pour les produits de grande consommation. »

« Instauration d'une taxe exceptionnelle sur les superprofits tirés de l'inflation par les grandes sociétés bancaires et industrielles. »

« Organisation d'un contrôle strict de la formation des prix pratiqués par les très grandes entreprises. »

« Encadrement et contrôle — organisé par la Banque de France — de l'emploi des crédits accordés aux grandes sociétés. »

« Arrêt de l'émission des capitaux. »

« Mettre un terme au pillage de l'épargne des Français par les grandes sociétés privées. »

« En finir avec l'utilisation abusive et incontrôlée des fonds publics par quelques grandes firmes privées. »

2) Pour rééquilibrer la balance des paiements : « La nationalisation de la Compagnie française des pétroles et de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine. »

« Obtenir une réduction de

5 millions de tonnes de la consommation de fuel lourd en substituant le charbon aux hydrocarbures dans les centrales thermiques dont l'équipement le permet. »

« Le développement rapide des transports en commun. »

« Succéder le développement du secteur public de la machine-outil, de l'équipement industriel de l'énergie et de la marine marchande, et augmenter la production des charbonnages. »

« Donner un nouvel élan à la coopération avec les pays socialistes et les pays en voie de développement. »



## LA CRISE DE L'ÉNERGIE POLITIQUE

A L'ONU

Après les déclarations de MM. Ford et Kissinger.  
Les ministres arabes des affaires étrangères  
préparent une réponse concertée

Selon l'agence irakienne de presse, les ministres arabes des affaires étrangères qui assistent au débat général de l'Assemblée générale des Nations unies devraient se réunir ce mercredi 25 septembre pour étudier les déclarations faites lundi à Detroit par le président Ford et mardi à l'ONU par M. Kissinger.

Jusqu'ici, les réactions arabes officielles aux déclarations de M. Ford et M. Kissinger ont été restées isolées. Après M. Abdel Rahman Salem Al Atiki, ministre koweïtien du pétrole, qui lança mardi matin un appel à la « vigilance » (nos dernières éditions du 25 septembre), M. Ahmed Zaki Yassani, ministre saoudien du pétrole, a préféré prôner la modération. Il a déclaré ne pas être d'accord avec l'interprétation donnée par certains journaux de Beyrouth, qui ont vu dans les discours du président américain « l'équivalent d'une déclaration de guerre ».

## M. CALLAGHAN : il faut associer les revenus des pays pétroliers à la technologie des pays développés.

Parlant après M. Gromyko, le mardi 24 septembre, M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, a dit notamment : « Il n'est pas dans l'intérêt des producteurs ni dans celui des consommateurs que le prix des matières premières et ceux des produits finis continuent à augmenter sans fin. Nous avons besoin d'associer les revenus des pays producteurs de pétrole à la technologie des pays développés... L'augmentation de la production et du commerce mondial qui pourrait résulter de cette association devrait être prioritaire au bénéfice des pays en voie de développement. »

Quand le président Ford, a-t-il encore M. Callaghan, s'est adressé à l'Assemblée le 15 septembre, il nous a mis au défi de nous associer pour forger un nouveau cadre de coopération internationale. Mon gouvernement est heureux de répondre positivement à ce défi.

## UNE CONFRONTATION PÉTROLIÈRE MÈNERAIT AU DÉSASTRE déclare M. Sauvagnargues

New-York. — La participation de la France à des consultations de cinq sur le pétrole à la fin de la semaine, à Camp David, ne marque pas un changement de politique, a déclaré le mardi 24 septembre, M. Sauvagnargues, ministre français des Affaires étrangères, devant l'Assemblée des Nations unies, puis, a-t-il ajouté, M. Jobert, son prédécesseur, avait participé à une telle conférence.

M. Sauvagnargues a expliqué qu'il avait accepté l'invitation de M. Kissinger, qui a pris l'initiative de cette rencontre, uniquement par courtoisie et qu'il n'était au courant d'aucun projet d'action commune des pays importateurs de pétrole. « Ce problème, a-t-il ajouté, ne devrait être résolu par consultation et non par confrontation. » Une confrontation mènerait à un désastre pour tout le monde, a ajouté M. Sauvagnargues.

En privé, on déclare dans les milieux français qu'il serait peu réaliste de croire que les pays importateurs de pétrole ne devraient pas se consulter de temps à autre, mais une telle consultation, ajoute-t-on, ne signifie pas qu'un accord soit conclu pour une action commune.

## LE KOWEÏT CONSIGNE LA VIGILANCE AUX ÉTATS PRODUCTEURS

« L'existence d'un front des États consommateurs pour pousser les États producteurs à demeurer vigilants et à prévoir différentes éventualités pour la défense de leurs intérêts car on ne les serait menacés du fait d'un tel groupement », a déclaré le 23 septembre M. Abdel Rahman Salem Al Atiki, ministre koweïtien du pétrole, en commentant les déclarations du président Ford, « à ces où des mesures politiques seraient prises à l'encontre des pays producteurs, a-t-il précisé, ce qui serait assésé par le partage entre eux leurs réserves de pétrole, ce qui aura de graves conséquences pour les pays consommateurs. »

« Nous ne pouvons qu'être réservés à l'égard de l'initiative américaine », a conclu le ministre.

● RECTIFICATIF. — Par suite d'un retard dans la transmission à notre journal des corrections apportées par M. Sauvagnargues à la version initiale de son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, un passage du texte publié dans le Monde du 25 septembre n'est pas conforme aux paroles effectivement prononcées par le ministre des Affaires étrangères. Il fallait lire : « Elle (la France) est prête à contribuer à la recherche d'un règlement fondé exclusivement sur les intérêts authentiques des peuples de la région et acceptable pour toutes les parties en cause, parmi lesquelles nous n'avons garde d'oublier Israël » (et non « le peuple d'Israël »).

lance » (nos dernières éditions du 25 septembre), M. Ahmed Zaki Yassani, ministre saoudien du pétrole, a préféré prôner la modération. Il a déclaré ne pas être d'accord avec l'interprétation donnée par certains journaux de Beyrouth, qui ont vu dans les discours du président américain « l'équivalent d'une déclaration de guerre ».

M. Yassani a assuré que l'idée d'une intervention militaire américaine contre les producteurs de pétrole lui paraissait dénuée de fondement. Il a précisé qu'il son avis « une opération militaire entraînerait une baisse radicale de la production, ce qui aboutirait à une dépression mondiale et menacerait la civilisation. Aucune personne en possession de ses facultés mentales ne saurait l'envisager ».

A Abou-Dhabi, l'émir Cheikh Zayed Ben Sultan a déclaré que les pays producteurs de pétrole seraient disposés à réduire le prix du pétrole si les pays industrialisés en faisaient autant avec les produits alimentaires et industriels qu'ils exportent vers les pays arabes.

A Washington, M. Ronald Nissen, porte-parole de la Maison Blanche, a cherché à apaiser les esprits en commentant les discours prononcés, « francs et pratiques », ne contenant pas de menace de représailles contre les pays producteurs de pétrole qui ne cherchaient pas à réduire leurs prix. Le Washington Star estime cependant que les États-Unis pourraient proposer, lors de la réunion, de Camp David, mardi, que les pays consommateurs refusent d'acheter le pétrole au-delà d'un certain prix, et relèvent, les prix de certaines fournitures, notamment les armes.

La presse américaine dans son ensemble soutient pleinement l'initiative du président et du secrétaire d'État. — (A.F.P., U.P.I.)

## DÉFENSE

## COMME EN TÉMOIGNE SA DERNIÈRE CAMPAGNE DE TIRS NUCLÉAIRES A MURUROA

## La France met au point une troisième génération d'armes stratégiques

Trois des sept ou huit expériences nucléaires de la France cette année au Pacifique — selon que l'on compte ou non l'essai de sécurité d'une arme qui a été volontairement arrêté avant le déclenchement de l'explosion — ont été consacrées à la mise au point d'un système d'armes thermonucléaires à têtes multiples. Une semaine après la fin de ce qui pourrait être la dernière série de tirs aériens en Polynésie, l'impression qui prévaut est que le Commissariat à l'énergie atomique et les armées ont désormais l'assurance de pouvoir disposer, à terme, d'une troisième génération d'armes stratégiques.

Sans l'affaire des otages de La Haye, qui l'a contraint à demeurer à Paris, il apparaît aujourd'hui que M. Jobert, le 17 septembre, à l'Assemblée des Nations unies, a déclaré que l'arsenal de Charbourg, les cérémonies de lancement du quatrième missile de la troisième génération, l'indomptable, pour y annoncer la décision du gouvernement de concevoir cette troisième génération d'armes stratégiques. C'est en définitive, le délégué ministériel pour l'armement qui a assuré que la France avait réalisé des progrès importants dans la mise au point de missiles à têtes dures et multiples. « Nous sommes sûrs de les faire », a expliqué M. Jean-Louis Delpech, sûr de leur qualité et sûr du nombre minimum de têtes par vecteur, mais pas encore de leur nombre maximum.

On peut considérer, en effet, que l'année 1973 a vu la fin de la livraison de la première génération d'armes stratégiques, avec la mise à la disposition de la marine nationale de la trentième deuxième tête MR-41 pour les sous-marins lance-missiles, une bombe « dopée » de l'ordre de 450 kilotonnes (1). Ainsi, les trois « composantes » de la force de dissuasion dite de première génération (bombardiers Mirage IV, missiles sol-sol du plateau d'Albion et sous-marins lance-missiles) sont, depuis la fin de l'année, opérationnelles en totalité.

D'autre part, le Commissariat à l'énergie atomique a maintenant la certitude de pouvoir livrer, dès janvier 1976, à l'armée de l'air, les premières charges thermonucléaires de série, qui constitueront la deuxième génération de l'armement nucléaire stratégique. Il s'agit d'une bombe thermonucléaire d'une puissance d'un million de tonnes (un million

de tonnes de T.N.T.) qui, à partir de septembre 1976, équipera d'abord les missiles M-20 embarqués sur l'indomptable. Ce missile, d'une portée de 3 000 kilomètres, dispose d'équipements qui améliorent le durcissement, c'est-à-dire la protection contre les systèmes adverses anti-missiles. Les autres sous-marins (au total, la France a prévu dix posséder six) (2) recevront, à partir de 1977, des charges thermonucléaires et des missiles M-20, au cours de leurs opérations de grand carénage.

A la fin de la décennie, ce sera le tour des missiles enfouis en Haute-Provence, pour le compte de l'armée de l'air, de commencer à recevoir des charges thermonucléaires et des capacités accrues de pénétration des réseaux adverses de défense. Trois unités de missiles seront ainsi constituées sur le plateau d'Albion : au total, vingt-sept missiles balistiques d'un nouveau modèle, le S-3.

## A l'exemple des États-Unis et de l'Union soviétique

La troisième génération d'armes stratégiques consiste en la mise au point de têtes thermonucléaires à la fois dures et multiples. Les études de minimisation entreprises en 1973 par le C.R.A. et la dernière campagne de tirs ont permis aux techniciens de porter leurs efforts, en priorité, sur la conception de charges nucléaires à hautes performances, suffisamment compactes pour être emportées en nombre important par un même missile, et d'un niveau très élevé de durcissement.

Déjà, les États-Unis et l'Union soviétique bénéficient d'une assez large avance technologique en ce domaine. Trois nouveaux modèles de porteurs de têtes thermonucléaires, le Minuteman, le Peacekeeper et le SS-9, sont en cours de développement, devraient recevoir de quatre à huit charges nucléaires, chacun, d'une puissance intérieure à 2 mégatonnes selon certains versions. Les charges multiples américaines ont des puissances comprises entre 40 et 200 kilotonnes, pour la plupart. Ces différences de conception s'expliquent, probablement, par le degré supérieur de précision des missiles américains. En fixant au 31 mars 1978 l'entrée en vigueur de leurs accords sur la limitation à 150 kilotonnes de la puissance effective des essais souterrains, les États-Unis et l'Union soviétique se donnent un délai supplémentaire pour expérimenter de nouvelles configurations, d'armes nucléaires.

Réunis à Cagnes-sur-mer

## Les parlementaires U.D.R. vont débattre de la qualité de la vie

Les journées d'études parlementaires de l'U.D.R. se tiennent jeudi 26 et vendredi 27 septembre à Cagnes-sur-Mer, sous la présidence de M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale. Les séances de jeudi seront consacrées à un débat sur les relations entre le groupe parlementaire et le mouvement gaulliste. M. Sarrailh, secrétaire général de l'U.D.R., bien que n'étant plus parlementaire, participera à cette réunion. Les discussions de la journée de vendredi porteront sur les problèmes relatifs à « la qualité de la vie ».

M. Jacques Chirac prendra la parole au cours de cette réunion. M. Sarrailh, secrétaire général de l'U.D.R., a prononcé le discours final.

La question de l'organisation de l'U.D.R. qui est toujours au centre des préoccupations des dirigeants du mouvement, est également évoquée dans le numéro de septembre 1974 de la revue L'Appel, que dirige M. Olivier Germain. M. Sarrailh, ancien délégué général de l'Institut Charles-de-Gaulle.

Un sondage intitulé « Enquête interne au mouvement » effectué en juillet et août derniers — et dont les instances de l'U.D.R. ont déjà fait état, indique, selon de multiples sources, que les personnes interrogées, 74 % d'entre elles, ont répondu :

● « L'Espoir », revue de l'Institut Charles-de-Gaulle, que dirige M. Michel Cassagne, publie dans son numéro 7 diverses études, notamment de M. Léon Noël sur le R.P.F. et du R.P. Bruckberger, qui traite de la question : « De Gaulle était-il chrétien ? »

● L'Appel, 5, rue de Solferino, 75007 Paris.

● Le Front du progrès, mouvement de la gauche gaulliste, que dirige M. Jacques Dauvergne, organise le samedi 12 octobre, à la Maison de l'Amérique latine à Paris, une journée d'étude à laquelle participera M. Michel Jobert et Jean Charbonnel, anciens ministres.

## Surmonter le découragement

L'Appel commente ainsi ces résultats : « Le découragement des responsables et des militants de l'U.D.R. ne pourra être surmonté que si le mouvement accepte sur lui-même une importante opération chirurgicale qui fasse de lui un rassemblement fidèle au gaullisme, proposant de profondes réformes sociales et éducatives par des hommes nouveaux. Le pouvoir sera tout pour éliminer cette tendance. Nous appelons les militants et les responsables à réagir. »

L'Appel, 5, rue de Lille, 75007 Paris.

● L'ouverture de la troisième session ordinaire du conseil le 24 septembre, M. Louis Mermaz, député socialiste de l'Aisne, devait proposer à l'Assemblée que ses membres puissent désormais siéger « en se regroupant selon leur adhésion politique à chacun des quatre groupes constitués, reconnus et acceptés par tous ». Si tel eût été le cas, cette proposition par les communistes, il se heurte à l'opposition du reste du conseil. Ainsi M. Pierre Dumas, maire de Chambéry, ancien député U.D.R. de Savoie, dit valoir que « le caractère du conseil régional, en raison d'être et de ce qui peut lui donner une audience, c'est qu'il soit une institution originale exprimant seulement des réactions géographiques et locales ».

LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES

## RHONE-ALPES : un conseil qui ne veut pas « faire de politique »

De notre correspondant régional

Lyon. — Depuis la mise en place de l'institution, en janvier 1974, les membres du conseil régional Rhône-Alpes siègent en séances publiques dans une disposition qui place ensemble et par ordre alphabétique les représentants de chacun des huit départements de la région. Ainsi allait-on de l'Ain à la Haute-Savoie, le conseiller U.D.R. cotoyait le communiste ou le socialiste, le radical de gauche voisinait avec le républicain indépendant. Cette situation avait été ainsi maintenue, bien qu'à l'origine, quatre groupes eussent été constitués : celui des communistes, avec huit membres, celui des socialistes, radicaux de gauche et apparentés avec vingt-quatre adhérents, celui du Groupe régional d'action pour le progrès (G.R.A.P.) réunissant trente-trois conseillers, qu'avait beaucoup contribué à rassembler M. Michel Durand, à l'époque où il n'était pas encore ministre et auquel il avait donné un caractère réformateur, et enfin le Rassemblement régional qui, refusant toute étiquette, comptait cependant tous les élus U.D.R. et républicains indépendants.

À l'ouverture de la troisième session ordinaire du conseil le 24 septembre, M. Louis Mermaz, député socialiste de l'Aisne, devait proposer à l'Assemblée que ses membres puissent désormais siéger « en se regroupant selon leur adhésion politique à chacun des quatre groupes constitués, reconnus et acceptés par tous ». Si tel eût été le cas, cette proposition par les communistes, il se heurte à l'opposition du reste du conseil. Ainsi M. Pierre Dumas, maire de Chambéry, ancien député U.D.R. de Savoie, dit valoir que « le caractère du conseil régional, en raison d'être et de ce qui peut lui donner une audience, c'est qu'il soit une institution originale exprimant seulement des réactions géographiques et locales ».

M. Jacques Hochard (Centre démocratique), conseiller général de la Savoie, invoque, pour sa part, le fait que si le conseil régional « est composé pour moitié de parlementaires, c'est-à-dire d'hommes qui peuvent avoir fait des choix politiques, l'autre moitié de ses membres est constituée d'élus locaux qu'il serait fâcheux d'affaiblir d'une étiquette dont ils n'ont pas besoin ». Argument que repart à sa manière M. Lucien Neuwirth, député U.D.R. de la Loire, quant à M. Jean Brocard, député républicain indépendant.

## M. STIRN A LA RÉUNION

M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, est arrivé lundi 23 septembre à la Réunion où il devait demeurer en visite officielle jusqu'à jeudi. « Je prends d'ores et déjà acte de la tenue des cérémonies d'accueil, l'engagement de venir avant six mois pour que chacun puisse vérifier les progrès accomplis », a-t-il déclaré.

La C.G.T. réunionnaise, dont le secrétaire général est M. Bruny Fayet, avait organisé à l'occasion de ce voyage des rassemblements pour protester contre la situation économique de l'île, qui est mauvaise, en raison notamment du fait que le « chômage » et de l'inflation.

Un mot d'ordre de grève a été diffusé dans l'île.

Le C.G.T.R., qui est favorable à l'autonomie, a dénoncé, notamment, « le chômage éternel », la hausse des prix des denrées de première nécessité, la ruine des petites exploitations agricoles, artisanales et commerciales, l'accélération de l'exode rural et le développement de la faim.

● Le mouvement Génération sociale et Écologie, issu des jeunes républicains indépendants, réunis, son premier congrès, samedi 28 septembre, à la Maison de la mutualité, à Paris. La séance du matin se déroulera à huis clos, celle de l'après-midi sera publique.

MM. Michel Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur ; Jean-Pierre Solson, secrétaire d'État aux universités, et Roger Chénard, secrétaire général des républicains indépendants, y participeront.

● Le Mouvement démocratique socialiste de France, dont le président est M. Max Lejeune, député de la Somme, ancien ministre socialiste, réunira son congrès à Issy-les-Moulineaux les 9 et 10 novembre. À cette occasion, pourrait être annoncée la fusion de ce mouvement avec celle quinquante M. Léon Bouthiaux, ancien député S.F.I.O. : Présence socialiste. Les adhérents de Présence socialiste, sont convoqués en congrès le 9 novembre.

● Un comité pour le soutien de l'action de M. Michel Jobert vient de se créer à Troyes à l'initiative de M. Bernard Vincent (20 rue Jules-Faidier, 10120 Saint-André-les-Vergers).

## LANGUEDOC-ROUSSILLON M. TAILHADES SUCCEDE A FRANCIS VALS COMME PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

Réuni à Montpellier, le mardi 24 septembre, en présence de M. Marcel Hissac, préfet de région, le conseil régional du Languedoc-Roussillon a élu son président pour remplacer Francis Vals, P.S., décédé le 27 juin 1974. A l'unanimité des suffrages, soit cinquante-trois voix, moins un bulletin blanc, c'est M. Edgar Tailhades, P.S., sénateur du Gard, qui a été élu.

M. François Delmas, indépendant, maire de Montpellier, a expliqué ainsi son vote et celui de ses amis : « Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que M. Tailhades est le candidat de la gauche unie et du programme commun. »

Les conseillers régionaux ont décidé de remettre à une séance ultérieure l'élection du vice-président qui remplacerait M. Tailhades. En 1972 à Nîmes (Hérault), avocat du barreau de Nîmes, ville dont il fut maire de 1947 à 1963, M. Tailhades est sénateur du Gard depuis 1948.

## Lors des élections sénatoriales

## M. PISANI S'EST ENGAGÉ A SOUTENIR LE PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

M. Edgar Pisani, ancien ministre, qui a retrouvé un siège au Sénat en se faisant élire dimanche 22 septembre dans la Haute-Marne, avait bénéficié de son mandat, lors du second tour, des quatre candidats — des partis signataires — du programme commun (un radical de gauche, un socialiste et deux communistes). Auparavant, M. Pisani avait signé un document, qui a été rendu public mardi 24 septembre, et dans lequel l'ancien ministre du général de Gaulle précisait : « Je tiens à confirmer l'engagement que j'ai pris de soutenir le programme commun de gouvernement de la gauche. »

« Je tiens à m'engager à rencontrer régulièrement et à me demander sur mon invitation le comité de liaison haut-marais des trois partis de gauche (P.S., P.C.F., radicaux de gauche) pour le consulter et lui rendre compte de mon mandat. »

M. Pisani, qui avait voté pour M. Jacques Chaban-Delmas au premier tour de l'élection présidentielle, s'était prononcé lors du second tour en faveur de M. Mitterrand.

● Le Mouvement d'action et de réflexion pour les réformes socialistes (M.A.R.S.), qui a tenu une assemblée générale à Besançon, dimanche 22 septembre, a élu à sa présidence M. Paul-André Falco, membre du bureau du parti radical de 1958 à 1967, ancien collaborateur de M. Pierre Mendès France. Le M.A.R.S., qui avait pris naissance au sein du parti radical, et qui a rejoint les radicaux de gauche avant l'élection présidentielle, se déclare convaincu « de l'intérêt qu'il y aurait pour la gauche de définir un nouveau programme commun issu d'un dialogue incluant comme partenaire à part entière, aux côtés des composantes communiste et socialiste, la gauche démocratique et radicale, une fois le programme de celle-ci arrêté ».

● M.A.R.S., 43, rue de Sèvres, 75006 Paris.

الجمهورية العربية السورية



POLITIQUE

AVANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

MOSELLE : M. Messmer n'a jamais eu autant d'adversaires

De notre envoyé spécial

Sarrebourg. — M. Pierre Messmer, sans cesse élu, depuis 1968, dès le premier tour de scrutin et avec plus de 70 % des suffrages exprimés, député de la Moselle, sera-t-il battu lors du ballottage le 29 septembre ? C'est à cet objectif que se livre la campagne électorale. L'ambition des six adversaires que le maire de Sarrebourg trouve pour la première fois en si grand nombre sur sa route. On peut sommairement les classer en trois catégories bien distinctes : les concurrents, les opposants et les adversaires. Les concurrents, les opposants et les adversaires, tant leurs mobiles, leurs attitudes et leurs méthodes diffèrent dans une campagne électorale qui n'a, jusqu'à présent, ni passionné les foules ni mobilisé les masses de cette partie méridionale du département qui se qualifie de « Moselle verte ».

M. Aloyse Warhouver, qui se donne comme étiquette celle de « candidat social de la nouvelle majorité », aurait bien pu figurer au côté de M. Messmer : il a été en 1971 élu sur sa liste aux élections municipales, il est son croquis adhérent à la mairie, et après avoir battu à Sarrebourg même, lors des dernières élections cantonales, M. Maurice Jarrige, propre suppléant de M. Messmer, il avait imaginé de devenir le remplaçant éventuel de l'ancien premier ministre pour la présente élection législative, et il avait même annoncé, M. Messmer ne l'a pas entendu ainsi. Outre qu'il jugeait inconvenant de remplacer M. Jarrige par celui qui venait de le battre au conseil général, il a estimé que, étant devenu maire de Sarrebourg depuis 1971, il était préférable pour le dosage géo-politique, que son suppléant représentât l'autre arondissement de la circonscription, celui de Châteauneuf-Salins. Il a donc choisi M. René Hussen, contre-maire à Vigne-Ruhmann, maire de Dieuze, réputé gaulliste de gauche, et qui devait pourtant figurer sur la liste sénatoriale conduite par M. Paul Driant, président du conseil général, natif sortant républicain indépendant, battu le 22 septembre.

Ces mutations ont sans doute suffisamment intrigué les électeurs pour que M. Messmer s'en explique à chacune de ses réunions et dans chacune des deux

semaines de campagne. Mais, dans chacune des deux semaines de campagne, il a systématiquement répondu à son adversaire. Bien que n'ayant pas l'investiture nationale des républicains indépendants, alors qu'il a été un actif supporter de la candidature de M. Giscard d'Estaing en mai dernier, il affirme maintenant qu'il a « majorité nouvelle » et qu'il est « le candidat de la majorité ». Issu du terrain, il est ancien adjoint au précédent maire, parlant le dialecte, dynamique, actif, dévoué, ce professeur de G.E.S. de quarante-quatre ans, dit-il, « montre aux Sarrebourgeois que la succession de M. Pierre Messmer pourra être assurée par l'un des leurs ». L'offensive contre M. Messmer est beaucoup plus vive de la part d'un autre concurrent, M. Oscar Gérard, conseiller général et maire de Phalsbourg. Dans sa profession de foi bilingue, il proclame qu'il « construit en vie politique comme il a construit de ses mains sa maison : avec ardeur, enthousiasme et ténacité ». S'il a adhéré à l'U.D.R. en 1968 « pour aider M. Messmer », il précise qu'il en est vite parti, car il ne « pouvait pas nettoyer les écuries ». Il se

situe maintenant plutôt du côté des centristes et des réformateurs, mais « toujours dans la majorité présidentielle ». Vif et passionné, il dénonce avec véhémence et troncature « la mafia des intérêts d'argent du secteur qui s'oppose à l'implantation d'industries nouvelles pour conserver une main-d'œuvre à bon marché », employant ainsi — mais le sait-il ? — les mêmes termes que les candidats de gauche. Selon lui, la Moselle-Sud sera bientôt « une réserve d'indiens que les colons viendront tuer », et il s'en prend à « l'immobilisme » de M. Messmer, qui s'est occupé de sa ville « n'aurait rien fait pour la circonscription. Pire même : le premier ministre aurait empêché une entreprise de s'installer à Phalsbourg pour l'envoyer dans le nord du département, déjà surindustrialisé. Il est vrai que M. Gérard peut donner sa ville en exemple : tout seul, il a pu y créer près de cinq cents emplois nouveaux, y faire venir trois ou quatre grosses entreprises, et cela malgré « la mafia des gaullistes alimentaires amis du candidat U.D.R. ». Pour lui donc, aucun doute : « Le premier tour, c'est fini ! le ballottage est assuré », la Moselle-Sud, ça démarre.

Mais s'il « travaille » surtout les entreprises, et notamment Basseville, où sont groupés quelque deux mille cinq cents ouvriers, le candidat socialiste est aussi concurrent sur ce terrain par M. Messmer, qui a remis aux salariés de l'usine de chaussures — de Sarrebourg — par moins de quatre cent dix-huit médailles de travail, il y a quelques jours. Ce M. Boltmann et la déléguée C.G.T. ont refusé de recevoir cette distinction des mains du conseiller général.

M. Thollon-Pommerol s'adresse donc non seulement aux ouvriers mais aussi aux paysans et aux petits éparpillés, et il reproche à M. Messmer d'avoir « sacrifié la gauche des propositions dont il sait que « le gouvernement de droite, qu'il soutient, ne les appliquera pas ». Dénonçant les menaces qui pèsent sur l'emploi, « les familles qui risquent d'être délogées », le candidat cite le cas unique du vingt-cinq salariés de l'entreprise de serrurerie Serco, de Sarrebourg, menacés de chômage. De loin, l'ancien premier ministre lui répond que ceux-ci seront certainement reclassés, puisque dans la région d'autres entreprises manquent de personnel.

Deux ex-maires, enfin, représentant les deux extrêmes du panorama politique, viennent compléter le lot des adversaires de M. Pierre Messmer. M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a présenté

Des opposants très « politiques »

Cet enthousiasme vengeur n'ébranle évidemment pas le calme bien connu de M. Pierre Messmer. Avant enfin le jour de s'occuper de ses administrés, il reçoit beaucoup dans sa mairie principale et modernisée, se déplace aussi dans toute la circonscription, tient chaque soir une réunion après avoir rencontré dans l'après-midi plusieurs conseils municipaux, prend des notes, promet d'intervenir, donne des recettes pour le remembrement, pour l'électrification ou pour les subventions. De la « grande politique », humilisée quelques principes généraux, il est bien peu question et personne n'évoque l'attitude du candidat lors de la campagne présidentielle, de même que le nom de M. Giscard d'Estaing n'est pratiquement jamais

prononcé. Mais quand ses interlocuteurs se plaignent de la hausse des prix, M. Messmer laisse entendre qu'il faudrait supprimer la T.V. sur les produits de première nécessité, et quand les éparpillés se lamentent, il reconnaît que l'épargne devrait être incitée.

Quant aux prix des produits agricoles, il assure sans ambages que le gouvernement devrait d'abord agir sur le coût des matières premières, engrais, machinisme, fielle. Mais ses adversaires et certains agriculteurs reprochent à M. Messmer de ne pas être venu à la manifestation paysanne du 15 septembre à Sarrebourg, où tous les autres candidats étaient présents. Son suppléant, qui le représentait, y fut en conséquence abondamment sifflé.

Les deux opposants font, eux, une campagne beaucoup plus politique.

M. Francis Vigueron, qui a reçu le renfort de M. René Fiquet, membre du secrétariat du parti communiste, s'en prend, sur des thèmes classiques avec les arguments habituels et selon une dialectique bien rodée, aux monopoles et à leurs représentants, dont il trouve dans cette région des exemples précis. Membre du secrétariat fédéral de la Moselle du parti communiste, adjoint au maire de Talange, dans le nord du département, M. Vigueron est toutefois un peu considéré ici comme un parachuté.

C'est aussi le cas du candidat du parti socialiste, M. Vincent Thollon-Pommerol, cadre de la fédération de Paris, économiste à l'INSEE, compense ce handicap par la fougue de sa jeunesse. Il a trente et un ans — et par la conviction qu'il met à défendre « le programme de François Mitterrand », auquel il se retire avec plus de prédilection qu'au programme commun de la gauche. Sa méconnaissance des problèmes locaux est compensée par la présence à ses côtés, comme suppléant, de M. Jean-Marie Eckmann, délégué C.F.D.T. aux usines Bata.

LES DEUX PRÉCÉDENTS SCRUTINS

En 1968, le premier tour avait donné les résultats suivants : Inscr., 54 115 ; suffr. expr., 43 611. MM. Messmer, U.D.R.-U.D.-V., 31 595 ; Heckmann, F.D.M., 8 525 ; Weiss, Fd., 1 598 ; Ladurelle, P.C., 1 584.

En 1973, premier tour : Inscr., 55 892 ; suffr. expr., 46 218. MM. Messmer, U.R.F.-U.D.R., 33 539 ; Fiquet, réf.-cent. dém., 6 568 ; Garrel, U.G.S.D.-P.S., 1 523 ; Domergue, P.C., 2 584.

COTE-D'OR : l'U.D.R. lance un appel à l'union

De notre correspondant

Dijon. — Le comité départemental de l'U.D.R., réuni à Dijon le 21 septembre en présence de MM. Robert Poulade, maire de Dijon, et Henry Berger, député de la Côte-d'Or, a exprimé le souhait que, dans des circonstances qui exigent de la part des Français le maximum de volonté, de courage civique et d'esprit de rassemblement, une large union se fasse dans l'ensemble du pays.

« Cette union, ajoute le comité, doit se manifester en particulier lors des prochaines élections législatives partielles, et notamment dans la circonscription de Beaune, où l'unité de la majorité

doit s'affirmer de la façon la plus nette, sans ressentiment et sans exclusivisme. Le comité regrette que, dans certaines circonscriptions, des candidats de division aient jeté le doute sur l'unité de la majorité présidentielle, qui est d'une nécessité absolue pour assurer sa cohésion et son élargissement dans l'avenir ». Il constate en revanche qu'en Côte-d'Or « la majorité se présente rassemblée pour l'élection partielle du 29 septembre ».

Cet appel à l'unité de la majorité s'explique notamment par le souci d'éviter que M. Jean-Philippe Lecat, ancien député U.D.R. de la troisième circonscription, qui se présente sous l'étiquette Union de la nouvelle majorité, ne perde des voix en raison de son refus de choisir, avant le premier tour des élections présidentielles, entre MM. Giscard d'Estaing et Chaban-Delmas. On notera que l'absence, dans cette circonscription, du candidat centriste des années passées, doit être interprétée comme un acte de neutralité plus que de soutien à M. Lecat.

PIANOS ORGUES CLAVECINS  
Rue de la République 15 - 300 modèles express  
**piano center**  
242.26.30

**Rendez-vous de chasse 74 Rez-de-chaussée Tunmer.**

La seule chose que vous ne trouverez pas chez Tunmer, ce sont les fusils. Par contre, tous les vêtements sont là, les vrais chasseurs le savent bien : des gilets aux vestes légères, des lodens aux vestes doublées, pantalons, chapeaux, bref, tout ce qui se fait de mieux... sans être vraiment plus cher.

En plus, les spécialistes Tunmer vous conseilleront, vous guideront. Que ce soit pour la chasse, le golf, le tennis, l'équitation, le ski, etc.

Eux aussi pratiquent ces sports. Et entre sportifs, un service ne se refuse pas.

Un service qui, chez Tunmer, ne coûte pas plus cher.

**Tunmer. Ce n'est pas plus cher.**

5, Place St-Augustin - 75008 PARIS - Parking Bergson gratuit.

**TIMBRES POSTE ACHAT URGENT**

Collection de haute importance  
neuf et oblitérés - Laites, feuilles,  
accumulation de stock, archives,  
vieux correspondances, lettres  
d'entreprise, archives-estampes,  
etc.

PIERRE  
100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953



## ASIE

## Vietnam du Sud

## L'opposition et la réforme de M. Thieu

## Quand les deux camps s'observent...

Washington, suivant de peu Saigon, vient de verser 4 millions de dollars afin de redresser la situation financière difficile de la Commission internationale de contrôle. D'autre part, le commandement sud-vietnamien annonce que huit cents postes de militaires sur un total de trois mille cinq cents ont été « volontairement abandonnés » dans le Delta cette année afin de « réduire le nombre des objectifs vulnérables et trop exposés » aux attaques des troupes révolutionnaires. L'opposition légale prépare de nouvelles manifestations. Mais, pour le moment, les deux camps s'observent.

De notre correspondant

Saigon. — Deux semaines après sa reprise, l'agitation politique connaît une sorte d'accalmie à Saigon. Le mouvement de lutte contre la corruption lancé le 8 septembre par des religieux catholiques de droite paraît marquer un peu le pas, et son principal animateur, le Père Tran Huu Thanh, nous a dit lui-même mardi 24 septembre, vouloir éviter « toute violence inutile ».

Jusqu'à présent, le régime a renoncé à la manière forte pour juguler une opposition encore hésitante et divisée. Vendredi l'acte d'accusation numéro un « (le Monde du 22-23 septembre), trois quotidiens ont été saisis. Ils ont néanmoins pu se vendre sous le manteau. Une police pourtant omnipotente n'a jamais tenté de disperser les conférences de presse et les réunions tenues à Saigon par des religieux et des politiciens antigouvernementaux.

Le maire de Hué, qui avait réprimé la manifestation catholique du 8 septembre, et cinq autres chefs de province ont été limogés. Tout n'est pas fait, le régime semble vouloir laisser à d'autres le soin de le défendre contre les accusations de corruption dont il est ouvertement l'objet. Le semaine dernière, deux prêtres connus sont venus lui porter à la télévision leur caution. Il s'agit des Pères Hoan Quinh, l'un des chefs catholiques originaires du Nord, et Tran Can Thang, directeur des affaires sociales de l'Église.

Les animateurs de l'opposition n'ont pas pour autant renoncé à leur lutte. Le Père Tran Huu Thanh indique qu'il compte publier « prochainement » ce qu'il appelle le « supplément » à l'acte d'accusation du 8 septembre. De son côté, le général Minh entend « associer » les luttes pour la liberté de la presse, la suppression de la corruption et le rétablissement

de la paix. C'est du moins ce qu'il nous a déclaré samedi.

Dans les rangs de l'opposition, on semble aussi miser à plus long terme sur un éventuel désaccord entre le président Thieu et son premier ministre, le général Kiem. Il en faudrait peut-être davantage pour réduire l'alliance vieille de six ans entre ces anciens compagnons d'armes. Pour l'instant, le président Thieu semble conserver l'appui de l'armée et, surtout, des généraux qui la commandent.

D'autres manifestations sont prévues dans les jours qui viennent. Des religieux catholiques entendent en particulier réunir en fin de semaine un séminaire sur la corruption dans une église de banlieue de Saigon. L'agitation devient donc et la semaine dernière, on se demande ici si le président Thieu ne va pas se résoudre à intervenir personnellement, par exemple en prononçant une allocution télévisée.

S'il se montre trop menaçant, il risque de relancer l'opposition. Mais s'il fait preuve de souplesse, son autorité déjà atteinte peut en souffrir encore davantage. C'est peut-être pourquoi la crise qui couve paraît, en ce moment, comme suspendue : dans le camp comme dans l'autre, le calcul semble être de ne pas rompre tous les ponts, du moins pas encore.

Le Père Tran Huu Thanh présente désormais son acte d'accusation « non comme un « réquisitoire », mais « plutôt comme une espèce de supplique ». Quant au sénateur Vu Van Mau, le chef des « forces de réconciliation », mouvement soutenu par une Église bouddhiste affaiblie et divisée, il nous a dit mercredi être intéressé par un changement de politique et non pas par un changement d'homme.

J.-C. POMONTI.

## Pakistan

## SELON L'OPPOSITION

## L'armée a lancé une grande offensive contre les insurgés du Baloutchistan

Quetta (Baloutchistan) (A.P.). — L'armée pakistanaise, appuyée par des chasseurs-bombardiers à réaction, a déclenché une offensive de grande envergure au Baloutchistan en vue d'écraser les guerriers des tribus rebelles qui, depuis vingt mois, ont mené des opérations couronnées de succès dans les montagnes et les vallées de cette province. Apprend-on à Quetta de sources bien informées appartenant à l'opposition.

L'aviation, selon les informateurs, pille régulièrement les noyaux de résistance, tandis que des commandos et des fantassins procèdent à leur encerclement et à leur réduction systématique.

L'ancien gouverneur de la province, M. Ahmad Yar Khan, tout en affirmant ne pas être au courant des détails des opérations militaires, a démenti que l'aviation ait procédé à des bombardements de villages. Son porte-parole a confirmé la nouvelle parue dans la presse locale annonçant que mille cinq cents insurgés se sont rendus. Quant à la presse nationale, elle ne fait pas mention de l'offensive en cours.

L'ancien gouverneur, dans une déclaration à l'Associated Press, exprime « l'espoir que les nations occidentales ne fassent pas leurs yeux fermés et qu'elles fassent pression sur le premier ministre Ali Bhutto pour qu'il soit mis fin à ce génocide ».

Le mouvement de rébellion à l'échelle du Baloutchistan a la suite de la dissolution par M. Bhutto du gouvernement provincial qui était dominé par le parti d'opposition Awami. Les insurgés réclament la réinstallation du gouvernement, le retour des troupes dans les garnisons, la libération des prisonniers, et une plus large autonomie pour la province.

De violents combats ont eu lieu fin août et début septembre dans le massif montagneux de Chagmalang, à 200 kilomètres à l'est de Quetta, où une division aurait été engagée contre les insurgés. Ceux-ci, à court de munitions, ont été se retrancher dans les montagnes, et cent quatre-vingts morts et de nombreux blessés. L'armée a fait un millier de prisonniers, dont soixante-dix guerriers et des membres des tribus qui soutiennent leur action.

Selon des renseignements parvenus à l'ancien gouverneur, l'armée et les autorités locales s'ef-

forcent de réduire les insurgés en les affamant.

A Quetta, capitale de la province, une série d'attentats à la bombe ont eu lieu. Le dernier en date, la semaine dernière, a endommagé le siège du gouvernement. Des patrouilles de policiers et de militaires parcourent les rues pendant la nuit, fouillant les voitures et leurs occupants. Tous les bâtiments officiels sont gardés. Le bruit court que la province serait placée sous l'autorité du gouvernement central et que des élections seraient organisées après le 15 octobre.

## AFRIQUE

## Éthiopie

## L'armée annonce que les dirigeants syndicaux arrêtés seront traduits en justice

## Le mot d'ordre de grève générale est annulé

Les négociations qui se sont déroulées le mardi 24 septembre entre les syndicats et les militaires ont échoué. Ces derniers ont, en effet, refusé de remettre en liberté les leaders de la Confédération des travailleurs qu'ils avaient arrêtés. Les prisonniers ne sont pas deux comme on l'avait cru tout d'abord, mais trois. Outre le président, M. Beyene Solomon, et son secrétaire général, M. Fisehatsion Tekle, l'armée a délégué également M. Gidey Gebre, vice-président.

Le mot d'ordre de grève générale lancé par la centrale pour exiger leur libération a donc été tout d'abord maintenu. Mercredi matin, il semblait très faiblement suivi. En fin de matinée, un porte-parole de la Confédération a annoncé son retrait, décidé, a-t-il dit, « à la suite ».

Mardi soir, le comité militaire avait lancé une mise en garde sévère contre tous « les faiseurs de troubles » et ceux qui « agitent les esprits ». Affirmant que le président de la centrale « était infidèle à l'ancien régime », il avait annoncé qu'il serait jugé « avec ses deux complices ». Il n'est pas douteux que la Confédération a joué le plus souvent un rôle de frein dans les luttes sociales du passé. Toutefois, dans une résolution adoptée le 18 septembre et qui est à l'origine immédiate du conflit, les dirigeants de la centrale déclarent la démission de la junte et la constitution d'un gouvernement populaire. C'est parce que les leaders arrêtés refusaient de modifier ce texte, a déclaré mardi l'un des responsables de la Confédération, qu'ils ont été appréhendés.

L'échec de la grève démontre que les syndicats ne constituent pas pour le moment une source de difficultés majeures pour l'armée. Il pourrait en aller autrement des étudiants. Ceux-ci ont confirmé leur solidarité avec la Confédération et réclament, eux aussi, la constitution d'un gouvernement civil.

## PROCHE-ORIENT

## Israël célèbre dans le recueillement le premier Yom Kippour depuis la guerre d'octobre

Israël célèbre, ce mercredi 25 septembre, le premier anniversaire (selon le calendrier juif) de la guerre d'octobre. A cette occasion, les dirigeants politiques et militaires ont tiré la leçon des événements en affirmant qu'« Israël ne serait plus pris au dépourvu ».

Des préparatifs sont également en cours en Égypte en vue de célébrer cet anniversaire le 8 octobre prochain. L'aéroport de Suez a été fermé mardi au trafic civil pendant trois quarts d'heure pour permettre à l'armée de l'air égyptienne de répéter le défilé aérien qui sera un des « clous » des cérémonies.

De notre correspondant

Jérusalem. — En fin d'après-midi de ce mercredi 25 septembre, la quasi-totalité des juifs israéliens — comme un très grand nombre de juifs du monde entier — commencent la célébration de la plus importante solennité religieuse. Le Yom Kippour, jour du grand pardon, est marqué par un jeûne absolu de vingt-quatre heures. Entre deux couchers du

soleil, les juifs traditionalistes plongent dans une profonde ferveur mystique. Les autres dans le recueillement et la réflexion. Toute activité est arrêtée pendant ces vingt-quatre heures à l'exception des services absolument indispensables et le pays tout entier se tige dans l'immobilité et le silence. La radio et la télévision ne fonctionnent pas. Les journaux ne paraissent pas, les usines, les magasins, les bureaux, les cafés, les restaurants, les cinémas, sont fermés, les transports publics sont arrêtés et les rares véhicules privés qui circulent paraissent insolites.

C'est dans cette extraordinaire retraite collective que les Israéliens avaient été surpris il y a un an par la guerre qui devait les bouleverser si profondément. Aussi si le Yom Kippour est d'ordinaire marqué avec émotion, cette année-là l'évocation du précédent grand pardon donne à cette émotion une intensité nouvelle. C'est d'abord le souvenir des milliers d'hommes qui, appelés ce jour-là dans les synagogues, se sont précipités vers le nord et le sud pour affronter le plus grand péril que le pays ait connu depuis la création de l'État. C'est aussi l'évocation de ceux — si nombreux — qui ne sont pas revenus. Plus de trois mille morts, soit un pour mille de la population totale. C'est de ce jour-là que date la mort de chaque soldat est ressentie comme un deuil national.

A cela s'ajoute l'inquiétude de voir se raviver un incendie qui est loin d'être éteint. On connaît le goût des Arabes pour les anniversaires, et l'on redoute plus ou moins consciemment qu'ils aient décidé de porter un nouveau coup en ce jour du Kippour. On commente la visite sur le front syrien du ministre de la guerre égyptien, la fermeture pendant quarante-cinq minutes de l'aéroport de Caïre, la réunion, le mardi 24 septembre, dans la capitale égyptienne, du comité militaire permanent de la Ligue arabe.

Cependant, les chefs politiques et militaires font des déclarations rassurantes : il n'y aura pas de surprise cette fois-ci si les Arabes déclarent l'attaque. Si s'ils le faisaient, ils seraient une fois de plus battus. Mais personne n'est en mesure d'affirmer que la crainte d'une nouvelle guerre soit injustifiée.

C'est avec la mince consolation de valoir en cas d'une reprise des combats que les Israéliens pénètrent, ce mercredi soir, dans le silence du Kippour.

ANDRÉ SCÉMAHA.

## Mgr CAPUCCI REJETTE LES TROIS CHEFS D'ACCUSATION RETENUS CONTRE LUI.

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Le tribunal régional de Jérusalem devant lequel comparait Mgr Elio Capucci, vicaire patriarcal de l'Église grecque catholique, s'est déclaré mardi 24 septembre pleinement habilité à juger le prélat. Le défenseur de ce dernier, M. Aziz Shehadeh, avocat jordanien, de Ramallah, avait, lors de la première audience qui s'est ouverte le 20 septembre, refusé la cour de justice, arguant du fait que cette cour était dans la partie « occupée » de la ville de Jérusalem. Il avait aussi invoqué en faveur de l'accusé le bénéfice de l'immunité diplomatique.

Après délibération, le tribunal a rejeté les deux arguments de la défense. La partie est de Jérusalem, dit-il, dans ses limites, sa compétence depuis 1967 dans les limites sur lesquelles s'étend la juridiction israélienne, conformément à une loi votée par la Knesset. Mgr Capucci, estime d'autre part le tribunal, ne jouit d'aucun statut diplomatique mais bénéficie d'un statut de « certain » des chefs religieux — comme membres du corps diplomatique. Mgr Capucci sera donc jugé par le tribunal de Jérusalem. C'est vraisemblablement au début de la semaine prochaine que s'ouvrira la première audience.

L'évêque a rejeté mardi les trois chefs d'accusation retenus contre lui et il a demandé, une fois de plus, que lui soient réservées des conditions d'internement dignes de son rang.

● L'aviation israélienne a bombardé ce mercredi matin 25 septembre, les secteurs de Majdal-Zouhour et de Beit-Naufal, au sud-est du Liban. Mardi après-midi, les avions israéliens avaient bombardé cette même région, s'attaquant à l'infrastructure routière, aux cultures et à la végétation environnante. A Tel-Aviv, un porte-parole militaire a déclaré que ces raids pouvaient être considérés comme ayant un caractère « préventif ». — (A.F.P.)

## NATIONS UNIES

## M. Gromyko a célébré les progrès de la détente

Nations unies (New-York). — C'est un discours résolument optimiste que M. Gromyko a prononcé mardi 24 septembre devant l'Assemblée de l'ONU. Ce qui fonde cet optimisme, c'est pour le chef de la diplomatie soviétique le progrès de la détente. « La détente internationale », a-t-il dit, « est la première fois depuis le cadre des traités de la guerre froide et des assurances verbales. Cette notion est entrée dans la conscience politique parce qu'elle renferme un contenu tout à fait concret, à savoir les changements positifs qui s'opèrent dans la réalité ».

M. Gromyko s'est particulièrement réjoui de la négociation de Genève sur la sécurité européenne et de celle de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale. « A-t-on jamais réussi par le passé à élaborer conjointement des règles pratiques régissant les rapports pacifiques entre États européens, et concernant notamment des problèmes qui semblaient jusqu'alors insolubles ? L'histoire n'a pas connu de tels précédents, du moins à cette échelle et avec tant de succès. Certains principes importants ont été formulés d'une façon dépourvue et dans une optique européenne, pour tous constituer un phénomène peu ordinaire ».

L'optimisme de M. Gromyko n'est cependant pas total. Il a cité quelques points névralgiques comme Chypre et le Proche-Orient. En ce qui concerne Chypre, la position de Moscou n'a pas changé. C'est l'O.T.A.N. selon lui, qui est responsable de l'affaire. Il importe désormais que les troupes étrangères quittent l'île. M. Gromyko s'est bien gardé toutefois de préciser de quelles troupes il s'agit. Évitant d'une manière générale de mentionner la Turquie, il a pré-

De notre correspondant

teré faire l'éloge du régime Makarios et du rôle de Chypre comme pays membre du groupe des pays non alignés du Proche-Orient. M. Gromyko a montré quelque impatience. Il faut, a-t-il dit, réunir au plus tôt la conférence de Genève. Le chef de la diplomatie soviétique n'a pas caché le peu de confiance que lui inspire l'actuelle politique des dirigeants israéliens. Les soupçons de chercher surtout à faire traîner les choses tout en intensifiant leurs préparatifs militaires et la colonisation des territoires occupés. Pourtant, a dit M. Gromyko, si Israël évacuait tous les territoires arabes occupés en 1967, et si les intérêts nationaux et politiques du peuple arabe de Palestine étaient reconnus, l'O.R.S.S. accepterait de renouer les relations diplomatiques avec Israël. M. Gromyko a approuvé d'autre part la décision de tenir un débat sur la Palestine, mais il n'a mentionné à aucun moment l'Organisation de libération de la Palestine.

## Les entretiens de M. Kissinger

En marge des débats de l'Assemblée, M. Kissinger a déployé, mardi, une activité intense en vue d'amorcer la reprise des négociations sur Chypre. A cet effet il a pris le petit déjeuner avec M. Callaghan et reçu séparément ses collègues grec et turc. MM. Mavros et Gunes, qu'il reverra une nouvelle fois cette semaine, lui rencontrera la semaine prochaine Mgr Makarios et le ministre chypriote des affaires étrangères. Le secrétaire d'État américain indique notamment que les États-Unis feraient de leur mieux pour arriver à une solution juste et pratique du

problème de Chypre, « même si cela implique une participation personnelle ».

En fin de soirée, M. Kissinger a dîné en l'honneur de M. Gromyko, avec lequel il a conversé trois heures et demi. L'entretien a porté sur la préparation du voyage de M. Gromyko à Moscou vers la fin du mois d'octobre.

Tout en marge de l'Assemblée, l'Inde et le Portugal sont convenus de rétablir les relations diplomatiques rompues il y a treize ans lors de l'affaire de Goa. Un accord en ce sens a été conclu à New-York par les ministres des affaires étrangères des deux pays, MM. Soares et Sardar Swaran Singh.

M. Turan Gunes, ministre turc des affaires étrangères, a surtout évoqué la question de Chypre, disant notamment : « L'opération entreprise par la Turquie (à Chypre) ne signifie nullement, et je le souligne, une occupation ou l'annexion d'une partie de l'île. Il ne s'agit pas d'une occupation, bien au contraire, il s'agit d'empêcher une occupation. Mon gouvernement du voyage de M. Gromyko de Chypre et attend de la Grèce la même condamnation de l'Enosis ».

M. Kimura a d'autre part demandé, au nom du Japon, que le Conseil de sécurité propose des mesures effectives pour empêcher que se poursuive la prolifération des armements nucléaires.

PHILIPPE BEN.

● Une conférence, réunissant cent cinquante experts de quarante-six pays, sous l'égide de la Croix-Rouge, s'est réunie mardi 24 septembre à Genève, pour penser quelles armes conventionnelles sont « de nature à causer des souffrances inutiles ou à frapper sans distinction d'objectifs ». La conférence durera quatre semaines. — (A.F.P. Reuters.)

## A TRAVERS LE MONDE

## Cambodge

● POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis un mois, les Khmers rouges ont repris mardi 24 septembre et mercredi leurs troupes ont envahi Phnom-Penh. — (U.P.I.)

## Chine

● M. BRUCE, chef du bureau de liaison américain, a quitté mercredi 25 septembre son poste de Pékin. Il sera remplacé par M. Bush. — (Reuters.)

## Corée du Sud

● DEUX DIRIGEANTS connus de la campagne pour le rétablissement de la démocratie ont été arrêtés lundi 23 septembre par les services secrets. Il s'agit de MM. Nam Sol-Hon, dirigeant religieux, et Cheon Kwang, journaliste, qui sont détenus pour avoir publié un communiqué d'ensemble et la libération de tous les étudiants et intellectuels emprisonnés. — (Reuters.)

## Guinée-Bissau

● LA CRÉATION OFFICIELLE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU a été célébrée, le mardi 24 septembre, par des cérémonies organisées dans le village de Madina-de-Boe, à 250 kilomètres de l'ancienne capitale du territoire. A cette occasion, le président Giscard d'Estaing a adressé un

message de félicitations à M. Luis Cabral, président du nouvel État. — (A.F.P. A.P.)

## Italie

● PLUSIEURS CENTAINES de chômeurs ont manifesté lundi matin 23 septembre, à Naples, occupant divers services municipaux et bloquant la circulation sur une autoroute. Ces chômeurs demandent à être employés par la municipalité à des travaux de voirie, notamment à la construction d'égoûts qui font défaut à Naples. De telles manifestations se succèdent pratiquement chaque jour depuis le début du mois dans la ville, où se sont formés des « comités de chômeurs ». Le problème de l'emploi y est, en effet, devenu dramatique, et l'on estime que cent trente mille Napolitains n'ont pas de travail. — (A.F.P.)

## Mozambique

● LE CONSULAT GÉNÉRAL D'AFRIQUE DU SUD à Lourenço Marques a fait savoir, mardi 24 septembre, qu'il cessait jusqu'à nouvel ordre de délivrer des visas d'entrée aux très nombreux habitants du Mozambique désireux de quitter le pays. Seules les personnes munies d'un billet de retour pourront désormais franchir la frontière. D'autre part, des représentants du FRELIMO ont fait mardi, pour la première fois, leur entrée dans le port de Beira. Leur arrivée n'a provoqué aucun incident.

الجمهورية العربية السورية



## PROCHE-ORIENT

# La polémique sur le sort de Kuneitra

Les déclarations faites le jeudi 12 septembre, à Kuneitra, par M. Raymond Offroy, député U.D.R. et président de l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe, continuent de soulever une vive controverse (« le Monde » du 12 septembre). Rappelons que M. Offroy avait comparé la ville syrienne, qui a été recouverte par les Israéliens au mois de juin dernier, après sept ans d'occupation, à Oradour-sur-Glane. La LICIA

(Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) avait immédiatement protesté, dénonçant ce qui lui paraissait être une « insulte à la Résistance et aux victimes d'Oradour-sur-Glane ». L'Alliance France-Israël, pour sa part, publié un communiqué assurant que « des témoignages irrefutables ont pu constater que cette ville a été réduite en ruines par les combats acharnés qui s'y sont déroulés en 1967 et en 1973 ».

et que, par conséquent, l'occupation syrienne d'une destruction systématique précédant de peu l'évacuation par les troupes israéliennes est démentie de fondement.

La télévision française (deuxième chaîne) a repris à son compte le dimanche 22 septembre, au cours des informations de 20 heures, les thèses de M. Offroy. Le télé-spectateur était amené à croire que la ville a effectivement été détruite

peu avant le départ des troupes israéliennes, et un jeu de mots subtil paraissait d'évoquer, en conclusion, ce nouveau « Oradour-sur-Glane ».

Nous publions ci-dessous certaines des lettres qui nous sont parvenues, dont une réponse de M. Offroy à la LICIA. Notre envoyé spécial tente, par ailleurs, de faire le point, dans la mesure où les informations le permettent, sur la date de la destruction et les méthodes employées.

## Quand et comment la ville a-t-elle été détruite ?

De notre envoyé spécial

Kuneitra. — Lorsqu'on visite les ruines de Kuneitra, l'ancien chef-lieu du Golan, les autorités syriennes vous expliquent — comme le rappelle encore récemment un communiqué de l'ambassade de Syrie à Paris — que la ville « a été exposée, quelques jours avant le retrait des troupes d'occupation israéliennes » (le 26 juin dernier), à une destruction systématique. (...) Non seulement les bâtiments et les maisons furent détruits, mais spoliés, emportés de leurs biens mobiliers. (...) Les mosquées de la ville furent démolies. (...) L'ensemble, les reliques, les tombes, certaines dalles de marbre et les lustres d'une église chrétienne furent saisis ou volés. (...) Les sites archéologiques n'ont pas échappé non plus à ces actes de vandalisme. (...) On vous apprend également que la destruction systématique de la ville a été profane, les corps ayant été retirés des tombes et privés de leurs ornements funéraires (bijoux, etc.).

### Un communiqué de l'ambassade de Syrie à Paris

Le communiqué de l'ambassade de Syrie ajoutait :

« Cette destruction massive, préméditée et systématique d'une ville tout entière à un moment où aucune opération militaire n'était en cours, constitue une violation flagrante des normes reconnues du droit international ainsi que des principes humanitaires et des valeurs de la civilisation humaine. L'article 53 de la quatrième Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre — pour ne citer qu'elle — stipule :

« Il est interdit à la puissance occupante de détruire des biens mobiliers ou immobiliers, appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées, à l'État ou à des collectivités publiques, à des organisations sociales ou coopératives, sauf dans les cas où ces destructions seraient rendues absolument nécessaires par les opérations militaires. »

« Cette même convention, dans son article 33, défend catégoriquement le recours au pillage. Elle considère aussi la destruction sur une grande échelle de la propriété comme une violation grave et stipule dans son article 146 que les auteurs de pareils actes sont passibles de « sanctions pénales » adéquates.

« En outre, le « statut du tribunal militaire international » de Nuremberg, qui a défini les crimes de guerre en vue du procès des chefs nazis pour les actes criminels qu'ils ont commis, fait aujourd'hui partie du droit international public ; son article 6 (b) stipule :

« Le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires » constituent des crimes de guerre. »

Certains visiteurs ont tiré de la version syrienne des faits la conviction que la ville de Kuneitra, encore intacte quelques semaines avant le retrait des Israéliens, a été détruite par un acte de barbarie rappelant le nazisme. Le sujet est délicat, car les passions sont vives et les témoignages, d'un camp ou de l'autre, sont par définition partiaux. Bien que nous ne disposions pas, pour l'instant, de tous les éléments permettant d'établir la vérité historique, il est cependant possible de préciser un certain nombre de points.

1) La destruction de la ville est effectivement totale. Seule une portion de rue reste à peu près intacte, non loin d'une église orthodoxe qui, elle aussi, est debout.

2) Les habitants de Kuneitra ont abandonné la ville dès l'arrivée des troupes israéliennes, en juin 1967. Nous disposons sur ce point de témoignages formels, que les Syriens, d'ailleurs, ne contestent pas. Une dépêche de l'A.P.P., datée de février 1968, parle déjà de Kuneitra, « ville fantôme », nom qui lui restera. Le correspondant précise que « les derniers cent vingt habitants — tout ce qui reste d'une

population de vingt mille âmes — avaient demandé à partir pour la zone non occupée de Syrie ». A la fin de 1973, les habitants n'étaient plus qu'une dizaine. De ce point de vue au moins, la comparaison avec le nazisme est irrecevable ;

3) Contrairement à ce que soutiennent les Syriens, la destruction de Kuneitra ne paraît pas dater, pour l'essentiel, de 1974.

La ville a été placée sous le feu des tirs de chars et de mortiers de 1967 à 1974. Il semble qu'en 1967 les destructions n'aient pas été très importantes. Notre envoyé spécial, Philippe Decraene, évoquant, seulement à l'époque, « les ruines de fer des magasins qui ont été soufflés par l'explosion des obus ». De 1967 à juillet 1968, le front est resté calme et l'on ne signale pas, dans la presse, de destructions. Le 30 juillet 1968 éclate la première bataille sérieuse israélo-syrienne depuis la guerre, suivie de tirs de mortiers. Cependant, en octobre 1970, le général Dayan inaugure le tribunal israélien de Kuneitra, appelé à sévir une fois par semaine, et la presse ne fait pas état de destructions particulières.

A partir de février 1970, les incidents se multiplient. Les raids d'aviation, les combats de chars et les tirs de mortiers deviennent fréquents (en juin 1970, l'affrontement dure trois jours et trois nuits). Amnon Kapelouk écrit dans une lettre de Kuneitra (le Monde du 29 juin 1971) : « Quatre ans après la guerre de 1967, Kuneitra est devenue une ruine. Les ruines maisons encore debout présentent un caractère de délabrement avancé. Les locaux du parti Baas ont été totalement détruits. » Sans doute doit-on y voir le résultat des combats ; Kuneitra, située à proximité immédiate de la ligne de cessez-le-feu, est sur le parcours des obus.

Pendant la guerre d'octobre 1973, la ville a été l'objet de combats très sévères, mais il y a encore d'autres causes de destructions. Dans un article paru dans le Monde du 8 juin 1974, donc moins de cinq jours après l'accord de restitution, notre correspon-

dant, André Scemama, précise :

« C'est le spectacle classique des villes détruites par la guerre, avec en moins les grands entonnoirs des bombes aériennes, car Kuneitra a été détruite au canon... et au bulldozer. »

Il paraît en effet démontré que, reprenant une pratique expérimentée notamment dans la bande de Gaza en 1971, les Israéliens ont parachevé la destruction de la ville, ce printemps, en utilisant des bulldozers. Le fait nous a été confirmé par des diplomates à Damas ; à dire vrai, on peut s'en rendre compte sur place, car les têtes de nombreuses maisons sont tombées à plat sur le sol, intactes ou seulement fendues. Les Israéliens entourent la maison d'un câble que le bulldozer tire jusqu'à ce que les murs s'écroulent. De la dynamite a sans doute été aussi utilisée. Selon Alain Cass, journaliste du Financial Times, les puits auraient été délibérément pollués.

4) Des actes de pillage ou de profanation ont été commis. Beaucoup ne datent cependant pas d'hier. Ainsi, Amnon Kapelouk, dans la lettre précitée, décrit l'église orthodoxe dans l'état où nous l'avons vue : « La nef est complètement vide, les murs sont nus. » A propos des maisons, l'auteur précise : « Tout a été arraché, portes, fenêtres, robinets, courroies. Les chambres ont été vidées, comme après le passage d'un vol de sauterelles. » Il signale par ailleurs des « enseignes fraîchement posées rappelant que, par ordre du gouverneur militaire, « il est strictement interdit de se livrer à des déprédations contre les biens publics ».

En ce qui concerne les « trésors archéologiques » qui auraient été emportés par les Israéliens, on relève que le Guide bleu de 1968 n'en signale aucun. Il est probable qu'il s'agit de découvertes faites par les Israéliens eux-mêmes, pour qui, on le sait, l'archéologie est un « sport national ». Amnon Kapelouk précisait en 1971 que « des fouilles minutieuses ont été effectuées à travers la ville et les objets mis au jour sont exposés dans une salle spécialement aménagée ».

OLIVIER POSTEL-VINAY.

## UNE LETTRE DE M. OFFROY

M. Raymond Offroy, député U.D.R. de la Seine-Maritime, président de la LICIA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), dans le Monde du 15 septembre, nous prie de publier sa réponse :

a) Le manque de sang-froid de la LICIA est le meilleur témoignage de la réussite de la conférence interparlementaire européenne, où toutes les résolutions ont été adoptées à l'unanimité ;

b) En ce qui concerne Kuneitra, la LICIA reconnaît qu'en 1973 cette ville n'était qu'un quartier détruit. Les cinquante et un parlementaires européens, qui

avaient accepté l'invitation de l'association que je préside, ont pu constater qu'elle était maintenue en totalité ; le fait que les toits des maisons les plus modestes sont à peu près intacts montre qu'elles ont bien été détruites par les câbles d'acier qui sont restés sur le terrain et qui avaient été attachés aux bulldozers ;

c) Une équipe de la télévision française a pu photographier à loisir les tombes profanées et les ossements dispersés de la cinquième chrétienne ; si le groupe de la LICIA n'a rien vu en 1973, c'est que cet acte de vandalisme a été commis par les Israéliens en 1974, juste avant l'évacuation de Kuneitra.

## TROIS TÉMOIGNAGES

Le docteur Jean-Louis Safar, cardiologue, de Colombes, nous écrit :

Je tiens, en engageant mon honneur, à apporter les précisions suivantes. J'ai parcouru à deux reprises le Golan, en août 1968 et 1973, et j'ai été frappé, dès mon premier voyage, par l'étendue des destructions infligées à la ville de Kuneitra, où il ne restait plus que quelques pans de murs entre lesquels rôdaient des chiens. Il est donc fallacieux, comme se prétend M. Offroy, d'affirmer que la destruction de cette ville serait récente et imputable à une action délibérée des Israéliens.

Témoignage en sens contraire de M. Lucien Bitterlin, directeur de la revue France-Pays arabes : (...) Ayant personnellement visité Kuneitra le 23 juillet, c'est-à-dire moins d'un mois après le départ des troupes israéliennes, j'ai mesuré l'ampleur des destructions de cette ville syrienne, rapportées à l'époque par votre correspondant Édouard Saab.

Les photographies que j'ai prises et que je publie dans France-Pays arabes de ce mois-ci montrent que ce n'est pas uniquement les bombes ou les obus qui ont anéanti Kuneitra mais aussi les bulldozers israéliens. (...) Cette destruction s'est intensifiée à la fin du mois de mai 1974, comme le prouve une photographie de l'Associated Press qui montre un de ces engins en action.

D'autre part, j'ai vu ce qu'était devenu le cimetière chrétien de Kuneitra : les cercueils étaient ouverts et certains cadavres en avaient été sortis. J'ai pris des photographies, que je tiens à votre disposition, mais que je n'ai pas osé reproduire, tant ces documents sont horribles. (...) Je crois qu'il est peu probable que les Syriens reconstruisent un jour Kuneitra. Ils édifieront sans

doute une nouvelle ville à proximité, mais Kuneitra restera une ville morte qui témoignera de la volonté délibérée du militarisme israélien d'imposer, par la force, sa loi à ses voisins.

De même, René Gisèle Reboul, journaliste, écrit : « J'ai été à Kuneitra le 1<sup>er</sup> septembre dernier. J'ai vu une ville fantôme à l'aspect saisissant : 90 % des maisons détruites, le toit au ras du sol. L'aspect uniforme, monotone pourrait-on dire, de la destruction montre qu'elle ne résulte ni de bombardements aériens ni de combats terrestres (des maisons, attaquées aux quatre angles par des bulldozers, se sont effondrées, la dynamite ayant été employée dans les cas difficiles). »

J'ai vu les tombes ouvertes dans le cimetière chrétien (dents et anneaux d'or ont été dérobés sur les cadavres). J'ai « visité » longuement ce qui reste de l'hôpital de quatre cents lits, le plus important du Golan : seuls les murs restent debout ; appareils et équipements médicaux ont été pillés. Je suis entrée dans l'église orthodoxe, qui, de loin, peut sembler intacte. Spectacle de désolation à l'intérieur : même les marches de marbre ont été descellées et emportées. Vision semblable à la mosquée, où, de plus, les livres religieux ont été brûlés.

On peut dire que les Israéliens ont employé à Kuneitra des méthodes de type nazi, même si cette destruction systématique a été soumise toute moins grave que le bombardement par leur aviation, en mai dernier, du camp palestinien de Nabatieh, au Sud-Liban, où vingt-cinq habitants ont trouvé la mort, et où, parmi les blessés, des femmes, des enfants ont été atteints par le napalm, dont on peut voir encore la trace noire sur les ruines.

# interRent

## C'est votre intérêt.

En louant des voitures et des camions, interRent pense que la qualité du service passe avant tout par votre intérêt.

Votre premier intérêt : d'abord dépenser moins. Ensuite, au lieu d'un tarif imposé au départ, interRent offre la possibilité de choisir en fin de course, le tarif le plus avantageux pour vous : au km, au mois, à la semaine d'affaires, etc. Vous y gagnez, forcément.

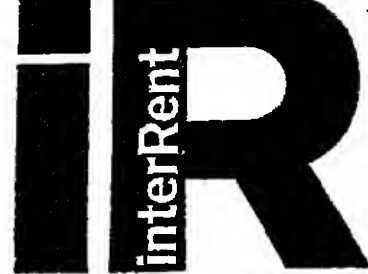
Votre intérêt, c'est aussi la sécurité. interRent vous loue une voiture toujours neuve. Et propre. Certaines nouvelles voitures acquises à partir de septembre sont équipées de ceintures enroulables, appuis-tête, et sièges de sécurité pour enfant "Sécuris" sur option.

Vous partez tranquille. Et vous arrivez reposé.

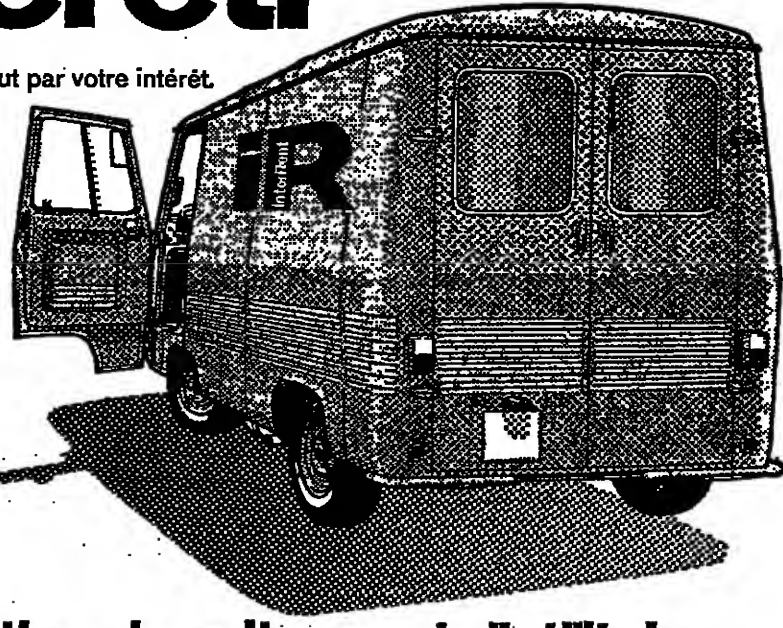
interRent est attentif, précis, ponctuel. Par principe. On ne construit pas l'un des réseaux les plus denses d'Europe sans offrir davantage. Vérifiez-le.

interRent : 1.600 agences dans 31 pays : Europe, Afrique, USA.

Voici nos centres de réservation :  
Paris Tél. : (1) 203 28 33 - Bordeaux Tél. : (56) 92.41.02.  
Lille Tél. : (20) 53 16 61 - Lyon Tél. : (78) 52 85 57  
Marseille Tél. : (91) 50.33.45 -  
Nice Tél. : (93) 88 02 77.



Un grand loueur européen. Location de voitures et d'utilitaires.





# AMÉRIQUES

## Chili

EN DÉPIT DE LA RÉPRESSION

### Deux cents arrêts de travail concertés ont eu lieu dans les entreprises

nous déclare M. Luis Figueroa, président de la Centrale unique des travailleurs (CUT)

Trois mille personnes ont assisté, le mardi 24 septembre au palais de la Mutualité, à Paris, à la manifestation de soutien à la résistance contre la jeune militaire de Santiago, organisée par les vingt-deux partis, mouvements et syndicats composant le collectif français de solidarité avec le Chili. M. Luis Figueroa, président de la Centrale unique des travailleurs chiliens (CUT), ancien ministre du travail de Salvador Allende, a

violamment dénoncé l'« impérialisme américain », dont le rôle, selon les révélations du directeur de la C.I.A. (voir par ailleurs l'article d'A. Clément), a été très important dans la chute de l'Unité populaire.

À l'occasion de son passage à Paris, M. Figueroa a fait pour nous le point de la situation du syndicalisme dans son pays un an après la prise du pouvoir par la jeune militaire.

Allende — a eu lieu à La Paz une réunion, à laquelle ont participé des officiers chiliens, paraguayens et chiliens (je puis vous citer parmi ces derniers le nom du commandant en retraite Arturo Marshall), ainsi qu'un officier général de l'armée américaine. C'est au cours de cette réunion qu'a été formellement décidée la prise du coup d'État.

Il serait faux de penser, ajoute M. Figueroa, que l'intervention de la C.I.A. a cessé le 11 septembre 1973. En août de l'année dernière, un particulier a fait l'achat d'une petite station de radio au Chili. Aujourd'hui, cette station de radio est devenue Radio Nacional. Dotée d'un émetteur de 250 KW, elle transmet des émissions sur ondes courtes en neuf langues. Elle est ainsi devenue une sorte de Radio Amérique latine libre. Je demande : « Qui finance cela ? »

À la fin de l'entretien, M. Figueroa se fait presque prophétique : « Le coup d'État au Chili fait partie d'une stratégie internationale. La crise économique mondiale, qui commence à se dégrader, pousse, en effet, les grandes entreprises multinationales à chercher à tout prix de nouveaux champs d'expansion. Nous ne pouvons pas que le Chili soit le seul pays à être touché par la crise de 1973. Le 11 septembre 1973 doit être une alerte : la même chose peut se produire dans d'autres pays, même si les conditions sociales y sont très différentes. »

Deux journaux américains ayant récemment révélé, puis le président Gerald Ford et le directeur de la C.I.A. confirmé, l'appui direct aux adversaires de Salvador Allende nous avons demandé à M. Figueroa son opinion sur ce point :

« L'intervention de la C.I.A. en 1973 pour aider au renversement de l'Unité populaire n'a été qu'un épisode d'une guerre jamais officiellement déclarée que les États-Unis mènent à la gauche de notre pays depuis dix ans, assure le président de la CUT. Mais je puis aujourd'hui vous donner des éléments inédits. Le Pentagone lui-même a joué un rôle dans la préparation du coup d'État. En mars 1973 — juste après les élections législatives, où la droite avait échoué dans son projet d'atteindre au Parlement la majorité des deux tiers qui lui aurait permis, constitutionnellement, de renverser Salvador

Alende — a eu lieu à La Paz une réunion, à laquelle ont participé des officiers chiliens, paraguayens et chiliens (je puis vous citer parmi ces derniers le nom du commandant en retraite Arturo Marshall), ainsi qu'un officier général de l'armée américaine. C'est au cours de cette réunion qu'a été formellement décidée la prise du coup d'État.

Il serait faux de penser, ajoute M. Figueroa, que l'intervention de la C.I.A. a cessé le 11 septembre 1973. En août de l'année dernière, un particulier a fait l'achat d'une petite station de radio au Chili. Aujourd'hui, cette station de radio est devenue Radio Nacional. Dotée d'un émetteur de 250 KW, elle transmet des émissions sur ondes courtes en neuf langues. Elle est ainsi devenue une sorte de Radio Amérique latine libre. Je demande : « Qui finance cela ? »

À la fin de l'entretien, M. Figueroa se fait presque prophétique : « Le coup d'État au Chili fait partie d'une stratégie internationale. La crise économique mondiale, qui commence à se dégrader, pousse, en effet, les grandes entreprises multinationales à chercher à tout prix de nouveaux champs d'expansion. Nous ne pouvons pas que le Chili soit le seul pays à être touché par la crise de 1973. Le 11 septembre 1973 doit être une alerte : la même chose peut se produire dans d'autres pays, même si les conditions sociales y sont très différentes. »

Deux journaux américains ayant récemment révélé, puis le président Gerald Ford et le directeur de la C.I.A. confirmé, l'appui direct aux adversaires de Salvador Allende nous avons demandé à M. Figueroa son opinion sur ce point :

« L'intervention de la C.I.A. en 1973 pour aider au renversement de l'Unité populaire n'a été qu'un épisode d'une guerre jamais officiellement déclarée que les États-Unis mènent à la gauche de notre pays depuis dix ans, assure le président de la CUT. Mais je puis aujourd'hui vous donner des éléments inédits. Le Pentagone lui-même a joué un rôle dans la préparation du coup d'État. En mars 1973 — juste après les élections législatives, où la droite avait échoué dans son projet d'atteindre au Parlement la majorité des deux tiers qui lui aurait permis, constitutionnellement, de renverser Salvador

Alende — a eu lieu à La Paz une réunion, à laquelle ont participé des officiers chiliens, paraguayens et chiliens (je puis vous citer parmi ces derniers le nom du commandant en retraite Arturo Marshall), ainsi qu'un officier général de l'armée américaine. C'est au cours de cette réunion qu'a été formellement décidée la prise du coup d'État.

Il serait faux de penser, ajoute M. Figueroa, que l'intervention de la C.I.A. a cessé le 11 septembre 1973. En août de l'année dernière, un particulier a fait l'achat d'une petite station de radio au Chili. Aujourd'hui, cette station de radio est devenue Radio Nacional. Dotée d'un émetteur de 250 KW, elle transmet des émissions sur ondes courtes en neuf langues. Elle est ainsi devenue une sorte de Radio Amérique latine libre. Je demande : « Qui finance cela ? »

À la fin de l'entretien, M. Figueroa se fait presque prophétique : « Le coup d'État au Chili fait partie d'une stratégie internationale. La crise économique mondiale, qui commence à se dégrader, pousse, en effet, les grandes entreprises multinationales à chercher à tout prix de nouveaux champs d'expansion. Nous ne pouvons pas que le Chili soit le seul pays à être touché par la crise de 1973. Le 11 septembre 1973 doit être une alerte : la même chose peut se produire dans d'autres pays, même si les conditions sociales y sont très différentes. »

## Etats-Unis

### La « doctrine Colby » ou les pieds dans le plat

(Suite de la première page.)

Sans cette protection, la reconstruction européenne n'aurait pu s'opérer dans un climat de confiance dans l'avenir. L'indéniable dette de gratitude contractée ainsi envers les États-Unis leur valut l'indulgence, contrainte ou complaisance selon leurs alliés, pour leurs impairs sanglants : contre-révolution au Guatemala, baïe des Cochons, débarquement à Saint-Domingue, guerre du Vietnam, etc. Rien de tout cela n'était très réjouissant, mais n'étaient-ce pas aussi les croix d'un sècle égaré ? Après tout, entre le général américain et le commissaire soviétique, pouvait-on raisonnablement hésiter ?

Enfin Richard Nixon survint et, dans son sillage, Henry Kissinger. Fini les croisades idéologiques, les expéditions expéditives, la course à la suprématie planétaire ! Washington se convertissait à la bonne vieille « Realpolitik » et à la défense classique de l'« intérêt national » (même si la dimension des États-Unis en rendait les contours quelque peu incertains) : on relançait la détente comme prélude à un « concert des nations » sans discrimination, on invitait chacune à construire une « structure de paix » durable et avantageuse pour toutes. L'effrayant génie du Cambodge, l'émerveillement causé à Washington par la « non-coopération » logistique des Européens dans le conflit israélo-arabe d'octobre 1973, les fausses manœuvres autour de Chypre, avant de désempêcher, tout simplement, que le nouveau système n'ait pas encore atteint son régime de croisière.

Mais, M. William Colby, directeur de la C.I.A., vient de confier à l'hebdomadaire Time (numéro du 30 septembre) que les choses n'étaient pas si simples. En honnête homme, il ne nie pas avoir distribué quelque mensonge mensuel au Chili pour « remonter le moral » des adversaires de l'expérience Allende, même s'il jure qu'il n'a rien fait pour précipiter sa fin. Il ne nie pas non plus « faire du renseignement » par les moyens les plus modernes pour permettre à la diplomatie américaine de savoir sur quel terrain elle s'avance. Mais, évidemment, cette diplomatie n'est pas pour lui une diplomatie comme une autre. Bien sûr, reconnaît M. Colby, il serait abusif de vouloir « imposer la démocratie aux quatre coins du monde ». Mais les diverses activités de la C.I.A. sont liées à ses yeux par une philosophie de l'action : la mission que lui assigne le gouvernement est parfois « d'influencer une situation par des moyens politiques ou paramilitaires ».

Tantôt, c'est du laboratoire d'idées et d'analyses de situations données que constitue la C.I.A. que jaillit une suggestion : tantôt, c'est l'exécutif, le département d'État ou le Conseil national de sécurité — appareil de parti loyal dernier dans un régime à conduire la politique étrangère — qui viennent solliciter ses bons offices : « Dites donc, les gars (sic), pourquoi n'essayez-vous pas ceci ou cela ? » C'est en ces termes qu'on aborde, parait-il, la grande politique. Et, effectivement, pourquoi existerait-on des formules entortillées puisqu'en tant de lieux, il est si facile d'acheter, de troquer, de donner un coup de pouce — ou de main — à des « mouvements » qui vont dans le sens désiré par la « sécurité » des États-Unis ?

Et le principe de non-ingérence, là-dessus ? La réflexion de M. Colby ne l'entraîne pas si loin. L'idée qu'un pays puisse se plaindre et s'autodéterminer, fut-ce à ses dépens s'il se trompe, ne l'arrête pas. Le Chili s'était fourvoyé : il fallait l'aider à se remettre sur le droit chemin. Le pouvoir de Salvador Allende n'était « pas démocratique ». En outre, outrage aux bonnes mœurs publiques, il ne s'appuyait que sur

une minorité (nombre de présidents américains furent aussi élus contre la majorité du suffrage universel, mais ce n'est pas au Chili à s'en inquiéter).

Nous laisserons le dernier mot à un confrère américain, Everett G. Martin, qui, dans le Wall Street Journal du 11 septembre, écrivait : « Les forces d'opposition à Allende démontrèrent de façon répétée à chaque élection partielle et aux élections du Congrès en 1973 qu'elles avaient la majorité. Il nous semble bien arrangé de la part des planificateurs de Washington de penser que la majorité chilienne laisserait étouffer complètement sa voix protes-

tataire dans la presse et sur les ondes, même si les publications bien établies et les stations émettrices devaient disparaître par douzaines. »

Pourquoi se soucier cependant de cette « voix protestataire », puisqu'il relève, semble-t-il, du président des États-Unis de décider que le travail sur le terrain de la C.I.A. était « dans l'intérêt supérieur du peuple chilien » ? Supposons que la France ait porté M. Mitterrand à l'Élysée. C'est un réconfort de penser que « les intérêts supérieurs du peuple français » auraient été sous bonne garde à la Maison Blanche.

ALAIN CLÉMENT.

## LES PROPOS DU DIRECTEUR DE LA C.I.A.

### « Agir sur une situation par des moyens politiques ou paramilitaires »

En dehors des propos sur le Chili que nous avons rapportés dans le Monde du 24 septembre, M. Colby, dans son interview à Time, a dit notamment :

« La C.I.A. a trois fonctions principales : un travail scientifique et technique (de détection), l'évaluation des données d'un problème et le renseignement clandestin. A cela s'est ajoutée une quatrième responsabilité : celle d'agir sur une situation par des moyens politiques ou paramilitaires. C'est une activité qui suit les fluctuations de la politique gouvernementale. En la matière, la tendance actuelle est plutôt à la baisse. »

M. Colby explique ensuite que l'étendue des « opérations camouflées » (covert operations) la C.I.A. varie selon la conjoncture des rapports Est-Ouest, que la détente ne signifie pas qu'on y renonce. En effet, « il peut se produire quelque chose à proximité de chez nous qui n'est pas moins important pour des raisons de politique ou de sécurité. On peut encore imaginer des situations où les intérêts des États-Unis — et je ne pense pas à ceux des grandes sociétés, mais à des intérêts politiques fondamentaux — soient affectés de manière négative. Dans certains de ces cas, il semblerait approprié d'engager

une action d'envergure modeste, comme par exemple d'entrer en relations avec quelqu'un qui aurait besoin de notre appui. Mais l'insaisissable : ce n'est pas en ce moment la politique de notre gouvernement de faire cela à travers les cinq continents. »

A la question : « Que regardiez-vous comme une « opération camouflée » de la C.I.A. qui ait été un succès ? », M. Colby répond : « La Laos. Pour les États-Unis, il était de quelque conséquence que le pays reste amical (friendly) envers nous et ne tombe pas aux mains d'éléments qui nous soient hostiles. Fichtre que de recourir à notre puissance militaire ou que de déployer d'énormes efforts politiques. Il est préférable d'influencer des personnalités et des groupes politiques capables de contrôler l'évolution des choses. L'affaire du Laos nous coûte des sommes considérables, mais elle est bon marché comparée à d'autres manières de faire le même boulot (of doing business) ». »

En conclusion : « La tâche de la C.I.A. sera de plus en plus de fournir à nos dirigeants les connaissances nécessaires à intervenir dans une situation menaçante (to move into a dire situation) et d'en déamorcer le caractère explosif. »

## Argentine

### Les guérilleros menacent de s'en prendre aux militaires

Attentats à la bombe, attaques de personnalités, enlèvements, arrestations massives, se poursuivent en Argentine, où l'on a fait, le 23 septembre, le premier anniversaire du retour au pouvoir du général Peron, décédé le 1<sup>er</sup> juillet dernier. Deux personnes ont été tuées, dont un journaliste, et plusieurs blessés, dans une attaque contre le journal « Clarín », dirigé par le général Juan Carlos Onganía, nommé au début de ce mois pour épurer l'établissement de ses éléments de gauche. Ces deux nouvelles victimes portent à soixante-neuf le nombre de personnes qui ont péri de mort violente pour des motifs politiques, en Argentine, depuis le 1<sup>er</sup> août.

Une organisation, qui s'intitule Alliance anticommuniste argentine (A.A.A.) et dont les liens avec les éléments péronistes de droite sont avérés, a récemment adressé au journal « Clarín » une liste de personnalités de gauche qu'elle se promet d'assassiner. Parmi elles figurent l'ancien président de la République, M. Hector Campora ; l'ancien ministre de l'Éducation nationale, M. Jorge Talana, et M. Oscar Bidegain, ancien gouverneur de la province de Buenos-Aires.

Le seul élément de détente dans ce paysage troublé est la reprise du travail, le 24 septembre, aux usines Ica-Reanuit de Córdoba, après une grève du métal qui a duré trois mois. — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.)

## De notre correspondant

Buenos-Aires. — Dans une déclaration envoyée récemment aux correspondants de presse étrangers, M. Mario Roberto Santucho, principal responsable de l'E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple), a accusé les forces armées d'avoir « ordonné l'exécution sur place de quatorze à vingt-cinq guérilleros » appartenant à une « compagnie » de l'Armée révolutionnaire du peuple qui avait projeté d'investir, au mois d'août, la garnison de la province de Catamarca, à la frontière du Chili. Découverte avant de mettre son opération à exécution, cette « compagnie », composée d'une cinquantaine de militants, s'était divisée en deux groupes qui devaient regagner séparément leur base dans la province voisine de Tucumán. L'un des deux groupes s'égarait : encerclés par les militaires, les guérilleros se rendirent. C'est dans ces circonstances qu'ils furent fusillés.

En représailles, la direction de l'E.R.P. a décidé d'exécuter un nombre équivalent d'officiers des forces armées. Les guérilleros, qui détiennent actuellement un lieutenant-colonel et un commandant prisonniers, assurent, cependant, qu'ils n'exerceront pas les représailles. La menace vise à créer un climat de

confiance dans l'armée, que l'E.R.P. considère comme son ennemi principal.

Les guérilleros guévaristes n'ont pas coutume d'assassiner ceux qu'ils considèrent comme leurs adversaires, militaires, policiers ou civils. Leur seule victime a été le général Juan Carlos Sanchez, commandant de la deuxième région militaire, accusé de faire torturer les prisonniers politiques et « exécuté » en 1972 à Rosario. M. Santucho et les autres dirigeants de l'E.R.P. considèrent que les forces armées argentines sont sur la défensive et n'envisagent pas la possibilité d'un coup d'État à la Pinochet, d'un coup de court terme. Ils espèrent sans doute que les militaires se raviseront et traiteront humanement leurs prisonniers.

Les guévaristes sont d'autant plus confiants que les Montoneros violent de représenter les armes contre le gouvernement de l'Amé Peron. Les guérilleros péronistes, qui étaient restés relativement inactifs pendant un an et demi, multiplient maintenant les opérations : les attentats à la bombe augmentent ; les exécutions en pleine rue sont devenues presque quotidiennes.

PHILIPPE LABREYEU.

**ACHETEZ LA COULEUR POUR LE PRIX DU NOIR ET BLANC.**

Cherchez le noir et le blanc dans le monde de la couleur. Vous ne le trouverez pas. Cherchez la couleur et vous la trouverez. C'est la couleur qui change tout. C'est la couleur qui donne du sens. C'est la couleur qui fait vivre. C'est la couleur qui fait aimer. C'est la couleur qui fait rêver. C'est la couleur qui fait agir. C'est la couleur qui fait vivre. C'est la couleur qui fait aimer. C'est la couleur qui fait rêver. C'est la couleur qui fait agir.

**LA COULEUR COUTE 50 F.**

**TRECA**

VENEZ ESSAYER LE "CAD"

Sommier articulé automatique toutes positions, relaxe et détente, télécommande électrique

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI CAPELOU Distributeur

37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI • TEL. 357.46.25

الاسم



صكنا من الاعمال

## EUROPE

### Turquie

#### M. Ecevit demande à être déchargé de sa mission d'information

La Chambre des représentants a voté, le mardi 24 septembre par 307 voix contre 90, la suspension de l'aide américaine à la Turquie tant qu'il n'y aura pas eu de progrès dans la négociation en vue d'établir la paix à Chypre. Le Sénat s'était déjà prononcé, jeudi dernier, en faveur de la suspension de l'aide à la Turquie, mais ce vote n'exprimait qu'un vœu. Celui de la Chambre des représentants est contraignant pour le gouvernement. Selon les précisions fournies par M. Otto Passman, président de la sous-commission de la Chambre des représentants pour les opérations gouvernementales, la suspension s'applique au reliquat d'une somme de 350 millions de dollars approuvée par le Congrès l'an dernier.

Le vote a été acquis en dépit des avertissements du secrétaire d'Etat Henry Kissinger et des leaders républicains et démocrates de la Chambre, qui avaient affirmé qu'une telle mesure nuirait aux efforts des Etats-Unis en vue d'obtenir un retrait des troupes turques de Chypre.

#### Correspondance

Ankara. — Le conseil du parti démocratique (P.D.), organisme dirigeant de la formation de M. Ferruh Bozbeyli, a rejeté mardi la proposition de M. Bulent Ecevit, premier ministre et président du parti républicain du peuple (P.R.P.), de former un gouvernement de coalition en vue d'organiser des élections législatives dans l'immédiat.

A la suite de cette décision, M. Ecevit a déclaré à la presse que, devant le refus du parti démocratique de coopérer avec le P.R.P., il n'était plus question de discuter la date de la consultation électorale.

Se rendant ensuite à la présidence de la République, M. Bulent Ecevit a demandé au président Fahri Kocuturk de le décharger de sa mission de former le nouveau cabinet. Ce dernier ayant fait valoir que la situation devait faire l'objet d'un examen approfondi, une décision sera prise ce mercredi 25 septembre en fin d'après-midi au cours d'un nouvel entretien entre le chef de l'Etat et le chef du P.R.P.

Dans les milieux politiques, on note que la décision de l'organisme directeur du parti démocratique va à l'encontre des positions prises par le président et le secrétaire général de cette formation, MM. Ferruh Bozbeyli et Faruk Sukan, qui s'étaient déclarés en faveur d'une association

avec le parti de M. Ecevit. En refusant ainsi le dialogue avec le parti républicain du peuple, le parti démocratique semble ne pas vouloir suivre la politique de M. Bozbeyli. Les précisions que ne manquent pas de fournir les dirigeants du P.D. au cours des prochains jours permettront d'éclaircir la situation.

L'impasse gouvernementale entre donc dans son huitième jour, alors que le problème de Chypre se trouve dans une phase diplomatique difficile et que la situation économique exige des mesures urgentes. Reste à savoir si M. Bulent Ecevit proposera une solution de rechange ou si le président de la République devra faire appel à M. Süleyman Demirel, chef du parti de la justice, principal parti d'opposition.

● Les entretiens que MM. Rauf Denktaş, chef de la communauté chypriote turque, et Tassos Papadopoulos, président de l'Assemblée nationale chypriote grecque, ont eus à Strasbourg avec des parlementaires du Conseil de l'Europe et en tête à tête n'ont pas permis aux deux parties de rapprocher leurs points de vue. Les deux hommes ont rencontré durant quatre heures mardi 24 septembre les membres de la commission politique de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

### Yougoslavie

Après la condamnation des militants « kominformistes »

#### Plusieurs diplomates des pays de l'Est quitteraient prochainement Belgrade

Belgrade (Reuter). — Un conseiller de l'ambassade soviétique, M. Dimitri Sevan, en poste à Belgrade depuis cinq ans et demi, serait directement impliqué dans l'affaire de la création d'un parti « kominformiste » dont les responsables ont été récemment jugés (le Monde du 22-23 septembre).

A l'ambassade soviétique, on déclare que le diplomate quittera probablement le pays dans quelques jours. La raison officielle invoquée sera, selon des journaux soviétiques, un accident de la route provoqué au volant de

la voiture de l'ambassade par le fils de M. Sevan, qui n'a pas de permis de conduire.

Par ailleurs, les ambassadeurs de Hongrie et de Tchécoslovaquie quitteraient eux aussi Belgrade prochainement, selon les milieux autorisés yougoslaves. D'après les mêmes milieux, après les deux procès qui ont abouti à la condamnation à des peines de prison de trente-deux personnes, un troisième procès serait en préparation à Bjelo-Polje (Monténégro). Les « conspirateurs » ayant été au nombre d'une cinquantaine à l'origine.

### Belgique

#### Bruxelles exige un visa des juifs soviétiques déçus par Israël

« La condition des juifs en Union soviétique et le respect de la légalité » ont été le thème d'une conférence internationale de juristes réunie pendant le dernier week-end à Londres.

Quarante juristes et hommes de loi venus de vingt pays d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine, d'Inde et d'Israël ont participé aux travaux. On remarquait notamment la présence de M. Arthur Goldberg, ancien ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, et de M. Gaston Monnerville, membre du Conseil constitutionnel français.

Dans un communiqué publié lundi 23 septembre à l'issue des travaux, la conférence se déclare « profondément troublée par certaines manifestations d'antisémitisme en Union soviétique ».

Après avoir fait remarquer que les limitations portées aux droits de l'immigration de juifs et d'émigrer sont « sans fondement » en Union soviétique, la conférence dénonce « le harcèlement et le mauvais traitement » des juifs ayant demandé un visa de sortie, et cela « au mépris même des règlements soviétiques en vigueur ».

#### De notre correspondant

Bruxelles. — Le gouvernement de Jérusalem exerce-t-il des pressions sur le cabinet belge pour qu'il cesse toute assistance aux juifs russes qui ont quitté Israël ? Le ministre des affaires étrangères reconnaît, selon le journal israélien le Chtet, qu'il y a lieu de faire dorénavant la distinction entre Israéliens « à part entière » et Israéliens d'origine soviétique qui n'auraient vécu que quelques mois en Israël. Les premiers entrent librement en Belgique. Les seconds auront dorénavant besoin d'un visa, sans lequel les compagnies Sabena et El Al refuseront l'accès de leurs avions. La semaine dernière déjà, un certain nombre de juifs soviétiques qui venaient d'Allemagne ont été refoulés à leur arrivée à l'aéroport de Bruxelles-National.

D'autre part, selon l'hebdomadaire juif Belzisch Israelitisch Weekblad, qui n'est guère suspect d'antisémitisme, le gouvernement israélien « oppose un veto à l'aide aux juifs russes qui ont quitté Israël et se trouvent en Belgique ». En quoi ces quelques centaines de juifs russes peuvent-ils gêner Israël ? se demande l'hebdomadaire, qui ajoute : « Si l'immigration connaît quelques déboîches, c'est là un phénomène normal. »

Le Belzisch Israelitisch Weekblad révèle que Jérusalem interdit à deux organisations juives internationales, Joint et Elias, de se porter au secours de ces juifs et demande « de quel droit le gouvernement israélien leur dicte sa loi ».

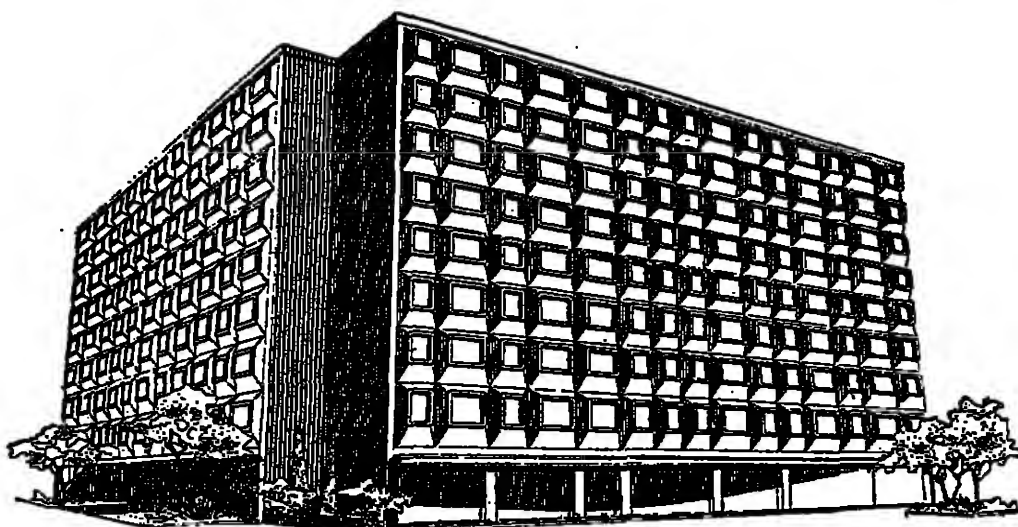
Six cents à six cent cinquante émigrés juifs soviétiques se trouvent actuellement en Belgique. Tous se plaignent de ne pas avoir trouvé en Israël l'accueil qu'ils espéraient, d'y avoir constaté une absence totale de solidarité et de ne pas y avoir été employés selon leurs capacités ou leurs qualifications. Déçus, ils sont repartis et ils ont débarqué à Bruxelles comme « touristes » — au moment précis où la Belgique prend des mesures sévères pour limiter l'immigration de travailleurs étrangers sans distinction de nationalité et où aux Etats-Unis on ne semble pas non plus manifester d'enthousiasme à leur égard.

Deux cents de ces réfugiés arrivés en Belgique, depuis le mois de juillet ont été hébergés à Westende, près d'Ostende, dans un centre d'accueil de Caritas où s'étaient réfugiés, il y a quelques mois, les Pakistais expulsés d'Ouganda par le général Idi Amin Dada.

D'autres vivent dans de petits hôtels de la capitale et sont secourus par la Fondation Tolstoï, une organisation de Russes blancs. Grâce à l'intervention du rabbin Kreiswirth, plusieurs d'entre eux ont passé les fêtes du Nouvel An juif dans des familles d'importantes communautés israéliennes d'Anvers. Cependant, si l'hebdomadaire juif se montre plutôt sévère à l'égard de Jérusalem, les organisations israéliennes de Belgique, quant à elles, observent le mutisme le plus complet.

P. D. V.

## 4 critères pour bien choisir vos bureaux, aujourd'hui



Maine-Pasteur, un immeuble qui répond parfaitement aux 4 critères.

### 1 Loyer et charges rigoureusement compétitifs.

530 F le m<sup>2</sup> dans les quartiers centraux de Paris est aujourd'hui pratiquement introuvable pour des bureaux modernes, bien équipés et parfaitement desservis. C'est pourquoi ce que Maine-Pasteur vous propose avec un niveau de charges limité où en particulier à la faible hauteur de l'immeuble (8 étages).

### 2 Architecture efficace.

Le ratio m<sup>2</sup> utile de bureaux/m<sup>2</sup> construit doit être le plus élevé possible et grâce à une profondeur limitée des immeubles, toutes les surfaces de bureaux doivent être éclairées par la lumière du jour. C'est précisément ce que vous offre Maine-Pasteur.

### 3 Equipement complet et de qualité.

Les équipements importants sont : une installation téléphonique avec de nombreuses lignes-réseau, la climatisation intégrale, des parkings, un restaurant d'entreprise, des locaux d'archives. Maine-Pasteur les offre tous et en plus, des espaces verts pour que le cadre de travail soit agréable.

### 4 Réseau dense de communications.

La proximité de tous les moyens de transport en commun et des grands axes de circulation est essentielle. Situé à l'angle des rues Bague, Dutot et de la Procession, Maine-Pasteur est desservi par deux stations de métro (Volontaires, Pasteur), la Gare Montparnasse, 5 lignes d'autobus.

Pour tous renseignements, appelez Tiffen Lipton (tél. 227.62.31). Demandez Luc Fontaine ou Bernard Bezombes.

**Maine-Pasteur / Paris 15<sup>e</sup>**  
8500m<sup>2</sup> en location à partir de 240m<sup>2</sup>

OPP LBP

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour. (Comme le font 250.000 autres Européens avertis.) **International Herald Tribune.**



صلى الله عليه وسلم















Offre garantie  
jusqu'au 30 septembre  
1974 seulement !

# 3000<sup>F</sup> par mois.

**En cas d'hospitalisation, l'Indemnité Hospitalière vous verse 100<sup>F</sup> par jour, soit 3000<sup>F</sup> par mois, (exonérés d'impôts) en plus de vos autres sources de remboursement.**

**Pas de limite d'âge. Pas de visite médicale préalable. Vous êtes couverts dès réception de la demande d'adhésion ci-dessous.**

Quand on est hospitalisé les dépenses croissent et bientôt les revenus diminuent. L'Indemnité Hospitalière permet de faire face et de garder bon moral, élément indispensable à une bonne guérison.

Cette année, 8.000.000 de Français seront hospitalisés. Avec vous pensés à ce qui arriverait si, par malchance, vous étiez l'un de ceux-là ? Même si vous êtes affilié à la Sécurité Sociale, à une Mutuelle ou une Caisse de Cadres, c'est bien insuffisant. D'abord vous ne serez pas remboursé à 100 %. Ensuite, si vous désirez une chambre particulière, la location d'un téléviseur, une aide familiale remplaçant la mère au foyer pendant son absence, ce sont des "extras" qui coûtent vite cher.

Enfin, si vous êtes hospitalisé, vos revenus décroissent vite, vos économies fondent, vos dépenses imprévues se multiplient. En adhérant à notre Indemnité Hospitalière, vous aurez l'esprit plus libre parce que vous saurez que, quoi qu'il arrive, avec un revenu supplémentaire de 3000 F par mois d'hospitalisation (soit 100 F par jour), vous ne serez jamais pris au dépourvu. Et personne autour de vous n'aura à souffrir de votre imprévoyance. Pour les accidents, vous êtes couvert dès la réception de votre demande d'adhésion, et pour les maladies 30 jours plus tard.

**L'Indemnité Hospitalière vous garantit des "entrées" régulières que ne vous assurent pas la Sécurité Sociale et les Mutuelles. Comment est-ce possible ?**

Les systèmes de protection ne prévoient que le remboursement des frais de soins (et encore pas toujours à 100 %). Ils ne tiennent pas compte de toutes les autres sources de dépenses qui peuvent découler d'une hospitalisation. Alors, comment une assurance peut-elle, elle, vous faire une proposition aussi extraordinaire ?

C'est simple : d'abord nous évaluons combien de personnes seront, en moyenne, hospitalisées en France sur un an et le coût moyen d'une hospitalisation.

Ensuite, nous vous proposons l'Indemnité Hospitalière dont les primes sont calculées en conséquence. Vous voyez, quelles sont très raisonnables. Cette extraordinaire assurance qu'est l'Indemnité Hospitalière n'est pas un miracle, ni un mirage, mais le résultat d'une étude statistique très sérieuse.

**3000 F par mois si vous êtes hospitalisé.**

Dès le 1<sup>er</sup> jour de votre hospitalisation, et quelle que soit sa durée, vous êtes assuré de recevoir 100 F par jour. Cela peut donc représenter jusqu'à 3000 F par mois. Vous toucherez 100 F par jour quelle que soit la durée et le nombre de vos hospitalisations. Ces indemnités sont totalement exonérées d'impôts et vous êtes couvert dès le 1<sup>er</sup> jour.

Si vous et votre conjoint êtes assurés, il est possible, en outre de souscrire à une option "maternité" prévoyant le versement d'une indemnité forfaitaire de 500 F sous réserve que l'accouchement ait lieu 10 mois après la souscription du contrat.

Les indemnités versées par l'Indemnité Hospitalière vous sont données directement en supplément de toute autre source de remboursement. Vous en disposez librement, exactement comme vous le voulez, cela ne regarde que vous.

**Si vous et votre conjoint êtes hospitalisés en même temps, vos indemnités sont doublées.**

Jusqu'à 12.000 F par mois sont versés si les 2 conjoints sont assurés tous les 2, et ceci tant qu'ils sont hospitalisés ensemble à la suite d'un accident.

**Un capital pouvant aller jusqu'à 10.000 F est versé en cas d'invalidité.**

10.000 F comptant en cas de perte accidentelle d'un membre ou de la vue. La perte d'un membre (pied, main) ou de la vue (même d'un seul oeil) est un accident terrible. Si une telle conséquence survient dans les 12 mois suivant l'accident, vous toucherez jusqu'à 10.000 F d'indemnité.

**Dès que votre hospitalisation nous est connue, nous commençons à vous verser, directement, vos indemnités.**

Aussitôt que vous êtes hospitalisé, vous nous le faites savoir par simple courrier. Très rapidement vous recevez vos premiers paiements. Sans formalités, sans complications. Et c'est vous qui les percevez directement et les utilisez à votre gré.

**Vous pouvez souscrire à partir de 18 ans. Nous nous engageons à renouveler votre contrat à vie aux mêmes conditions. Vous seul pouvez le résilier.**

Même si votre état nécessite des hospitalisations répétées, vous ne perdrez pas le bénéfice de votre Indemnité Hospitalière. Le montant de votre prime est fixé le jour de votre souscription : ni votre passage à une tranche d'âge supérieure, ni des hospitalisations très fréquentes ne peuvent faire augmenter vos primes ou résilier votre contrat. Vous n'avez pas à craindre de modifications de votre prime personnelle. Votre contrat est renouvelable à vie. Nous ne pourrions jamais cesser de vous assister tant que vous vous conformerez aux conditions de la police.

**Option maternité**

A la condition que mari et femme soient tous deux assurés et que cette garantie supplémentaire soit souscrite depuis au moins dix mois consécutifs, nous verserons une somme forfaitaire de 500 F pour toute hospitalisation à l'occasion d'une naissance.

**L'Indemnité Hospitalière vous garantit jusqu'à 3.000 F par mois même au-delà de 65 ans, même pour la vie... Et dès le premier jour d'hospitalisation...**

Chaque fois qu'une maladie ou un accident vous contraignent à être hospitalisé, vous recevrez jusqu'à 3.000 F par mois. Vous toucherez ces 3.000 F par mois quel que soit votre âge, même au-delà de 65 ans, même pour la vie ! Et vous êtes couvert dès le premier jour de votre hospitalisation.

**Au-delà de 8 semaines d'hospitalisation, nous payons vos primes à votre place.**

Assuré par l'Indemnité Hospitalière, si vous deviez séjourner à l'hôpital plus de 8 semaines, La Fortune vous dispenserait de payer vos primes pendant le reste de votre séjour à l'hôpital.

Vous serez donc "exonéré du paiement des primes" tout en continuant à toucher, comme convenu, vos indemnités aussi longtemps que durera votre hospitalisation et vous ne commencerez à verser vos primes qu'une fois sorti de l'hôpital.

**Voici ce que nous entendons par "hospitalisation" et les pays dans lesquels l'Indemnité Hospitalière vous couvre.**

Nous considérons comme "hospitalisation" tout séjour de 24 heures au moins, en qualité de patient soumis à une surveillance médicale dans un hôpital ou une clinique, agréé par le Ministère de la Santé Publique de la République Française. Votre protection n'est pas limitée à la France, elle s'applique dans les mêmes conditions en Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Italie, Luxembourg, Portugal, Suisse, Canada, États-Unis.

**Il y a malgré tout certains cas que l'Indemnité Hospitalière ne couvre pas.**

• Le premier concerne les suites d'accidents ou de maladies survenues ou ayant motivé une consultation médicale ou un traitement, dans les douze mois précédant la souscription de votre contrat.

• Le second concerne les maladies ayant pris naissance ou ayant nécessité une consultation médicale ou un traitement dans les 30 premiers jours suivant la souscription de votre contrat. Pour ces deux cas nous ne pourrions prendre en charge les journées d'hospitalisation qu'elles pourraient nécessiter, que si elles ont lieu 12 mois au moins après la souscription du contrat.

L'Indemnité Hospitalière ne couvre pas non plus les accidents ou maladies causés par faits de guerre, troubles mentaux, toxicomanie, ni les grossesses, fausses couches, avortements.

**Naturellement pas pour nous répondre : plus vite vous serez couvert, plus vite vous serez tranquille.**

L'accident, la maladie ne prévient jamais. Qui peut savoir de quoi demain sera fait ?

Alors envoyez-nous vite votre demande d'adhésion. Nous vous ferons parvenir votre police d'assurance "Indemnité Hospitalière". Vous verrez : il n'y a ni textes en petits caractères illisibles, ni phrases compliquées à comprendre et qui cachent souvent de désagréables surprises. Dans notre police tout est clair et précis. Et si vous conservez, malgré tout, quelques doutes, faites-la lire à des gens en qui vous avez confiance, parlez avec eux de tous les avantages de ce contrat... et ensuite ne perdez plus de temps !

**Voici les tarifs par tranches d'âges :**

Âges	Prime mensuelle par personne pour une indemnité de 3000 F par mois
18 à 44 ans	35 F
45 à 54 ans	50 F
55 à 64 ans	60 F
65 à 70 ans	80 F
71 ans et plus	125 F

Option maternité 150 F par mois et par couple.

Ces primes mensuelles (déterminées une fois pour toutes par l'âge auquel vous contractez votre "Indemnité Hospitalière") augmenteront pas même si vous passez à une tranche d'âge supérieure.

Si vous décidez de payer annuellement, vous faciliterez beaucoup notre comptabilité. Nous vous consentons alors un abatement de prime de 2 mois entiers.

**Voici les avantages que La Fortune est la seule à vous garantir avec l'Indemnité Hospitalière.**

- Le renouvellement de votre police vous est garanti pour toute votre vie, quelle que soient le nombre et la durée de vos séjours à l'hôpital.
- Pas de limite de paiement des indemnités quelle que soit la durée de l'hospitalisation.
- Vous touchez vos indemnités dès le 1<sup>er</sup> jour d'hospitalisation.
- Abatement de prime égal à deux mois en cas de paiement annuel.
- Suspension du paiement des primes après 8 semaines d'hospitalisation.
- Aucune augmentation de prime quand vous passez à une tranche d'âge supérieure.
- Aucune démarche à domicile.
- Indemnités doublées en cas d'hospitalisation simultanée des 2 conjoints à la suite d'un accident.
- Une option "maternité" donnant droit à une indemnité forfaitaire de 500 F.
- Pas d'examen médical préalable.

La Fortune, fondée en 1843 fait partie de l'un des groupes français d'assurance les plus importants qui a diversifié ses activités tant dans le domaine de l'assurance vie que celui de l'assurance automobile et de toutes les assurances de sociétés en de particulier. En 1973 le Groupe Fortune Assurances a été un portefeuille de contrats de plus d'un milliard 500 millions de francs. En créant l'Indemnité Hospitalière, la compagnie La Fortune a voulu répondre à un désir important exprimé au travers de sa clientèle. Le renom même de La Fortune est la meilleure garantie du paiement des indemnités à ses adhérents.

**Garantie**

Je soussigné Jacques Michel, Directeur Général de la Compagnie La Fortune, m'engage à vous faire bénéficier de la garantie de l'Indemnité Hospitalière, dès la date de réception de votre demande d'adhésion, pendant les dix jours qui vous sont réservés pour étudier le contrat, et à la condition que vous répondez par la suite votre souscription à l'Indemnité Hospitalière. Je m'engage ensuite à renouveler votre contrat aussi longtemps que vous le souhaitez.

**Quelques réponses aux questions que vous pouvez vous poser à propos de l'Indemnité Hospitalière.**

**1. Toucherai-je des indemnités en plus de mes autres sources de remboursement ?**  
Bien sûr ! Que vous soyez à la Sécurité Sociale, à une Mutuelle ou assuré par ailleurs, nous vous verserons de toute façon vos 3000 F par mois (100 F par jour). Et toute votre vie si nécessaire.

**2. Combien toucherai-je si je suis hospitalisé ?**  
Vous recevrez 3000 F par mois soit 100 F par jour aussi longtemps que vous serez à l'hôpital ou à la clinique.

**3. Quelles formalités faudra-t-il que je remplisse à ce moment-là ?**  
Vous enverrez une attestation de l'hôpital ou de la clinique indiquant votre durée d'hospitalisation, c'est tout.

**4. Si, par exemple, ma femme et moi sommes victimes d'un accident d'automobile et hospitalisés en même temps, que toucherons-nous ?**  
Si vous êtes tous les deux assurés par l'Indemnité Hospitalière, vous toucherez une double indemnité, c'est-à-dire 12.000 F par mois, soit chacun 6000 F par mois (au lieu de 3000 F) aussi longtemps que vous resterez tous les deux à l'hôpital.

**5. Et si la Sécurité Sociale, une Mutuelle, etc. me remboursent déjà la totalité de mes frais d'hospitalisation, ai-je encore cette indemnité en plus ?**  
Bien sûr. L'Indemnité Hospitalière vous permettra de faire face à d'autres frais qui ne manqueront pas de surgir. De toute manière, vous dépenserez cet argent comme bon vous semble.

**6. Qu'arrive-t-il si par suite d'une longue hospitalisation, je ne peux payer mes primes ?**  
Après 8 semaines d'hospitalisation, nous prenons vos primes en charge. Vous ne payez plus rien. Ni pour vous ni pour votre famille. Mais nous continuerons à vous verser l'Indemnité de 3000 F par mois aussi longtemps que vous êtes à l'hôpital, toute votre vie même si nécessaire. Et votre famille continuera d'être couverte par notre assurance.

**7. L'assurance fonctionne-t-elle aussi pour les cliniques privées ?**  
Oui. Tout comme pour l'hôpital.

**8. Tout cela n'est-il pas trop bon pour être vrai ?**  
Une assurance aussi complète est si nouvelle en France qu'elle peut susciter une certaine méfiance. Pourtant, des formules analogues existent depuis longtemps aux États-Unis, au Canada et en Angleterre, et avant de vous proposer l'Indemnité Hospitalière, La Fortune a contrôlé à la fois l'entière satisfaction de nombreux assurés.

**9. Y a-t-il avantage à payer les primes annuellement ?**  
Oui. Vous pouvez payer tous les mois, mais si vous payez annuellement vous faciliterez beaucoup notre comptabilité. Nous vous consentons alors un abatement de prime de 2 mois entiers.

**10. L'assurance peut-elle être résiliée par La Fortune si je suis trop âgé ou trop souvent malade ?**  
Impossible. Vous seul, par simple lettre, décidez de la durée de votre contrat. Dans la mesure où vous payez régulièrement vos primes, La Fortune s'engage formellement à ne jamais résilier le contrat de son propre fait, quelle que soient votre âge, votre état de santé et le nombre de fois où vous avez touché les versements de l'Indemnité Hospitalière.

**11. L'Indemnité Hospitalière est-elle vraiment exonérée d'impôts ?**  
Exact. Les sommes qui vous sont versées n'ont pas à être déclarées.

**12. Comment puis-je souscrire à l'Indemnité Hospitalière ?**  
Remplissez simplement la demande d'adhésion et envoyez-la nous. Surtout n'envoyez pas d'argent. Mais ne perdez pas de temps : cette offre n'est valable que jusqu'au 30 septembre 74. N'oubliez pas qu'accidents et maladies ne préviennent jamais et que vous serez couvert dès que nous aurons reçu ce coupon. Si, malgré tout, vous avez posé encore d'autres questions, appelez-nous au : 874.33.09. Nous sommes à votre entière disposition.

LA FORTUNE, Département de Gestion "Particuliers"  
B.P. 337 - 75428 Paris Cedex 09

**Assurez-vous dès maintenant 3000 F d'indemnités par mois en cas d'hospitalisation.**

Ne nous envoyez pas d'argent. Nous vous couvrirons dès la réception de votre demande d'adhésion, si vous nous la confirmez en nous adressant votre première prime dans les dix jours.

Si vous nous renvoyez votre demande d'adhésion, nous vous garantissons que vous ne recevrez ni visite, ni appels téléphoniques. Nous vous enverrons simplement votre police d'assurance Indemnité Hospitalière.

Déposez-vous, cette offre risque de ne pas être répétée. Si votre demande d'adhésion nous est parvenue après le 30 septembre 74, La Fortune se réserve le droit de la refuser. Passé ce délai, elle ne garantit pas non plus le maintien de ce tarif de souscription. Répondez-nous avec le bon ci-dessous, sans nous envoyer d'argent.

**DEMANDE D'ADHESION A L'INDEMNITE HOSPITALIERE DE LA FORTUNE**  
La Fortune, Département de Gestion "Particuliers" B.P. 337 - 75428 Paris Cedex 09

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Date de naissance : \_\_\_\_\_ Sexe : féminin ☐ masculin ☐

Inscrivez les noms des membres de votre famille, âgés de plus de 18 ans et à votre charge, que vous désirez garantir par l'Indemnité Hospitalière.

Nom	prénom	parenté	sexe	jour	mois	année

☐ Je désire en plus, l'option maternité

Je soussigné, soussigné à l'Indemnité Hospitalière. J'envoie mon chèque immédiatement ma police. Pendant 10 jours, je pourrai étudier tranquillement le projet de contrat que vous me laissez parvenir, avant de prendre ma décision définitive, tout en étant couvert. J'ai bien noté que je n'ai pas d'argent à vous envoyer et que, sans assurance Indemnité Hospitalière, j'aurais pu perdre cette somme.

Je certifie que si moi-même, ni les autres personnes éventuellement proposées à l'assurance Indemnité Hospitalière n'avons été molestés à la souscription d'autres assurances vie, maladies ou accidents et ne sommes pas titulaires d'un contrat de ce type à votre compagnie.

TOUTE AUTRES COPIES DE CE DOCUMENT SONT VALABLES POUR GARANTIR LA DÉCLARATION DE LA FORTUNE DANS LA DÉCLARATION DES DONATIONS PRÉVUES AUX ARTICLES 21 ET 22 DE LA LOI DU 3 JUILLET 1970.

Signature : \_\_\_\_\_ date : \_\_\_\_\_

LA FORTUNE  
MARQUE MARCHANDISE, Compagnie d'Assurance Mutuelle et Titulaire d'un contrat de police n° 100  
capital entièrement versé de 21.556.750 F enregistré au Bureau J.C. Le Havre 33 B 254.

1500 11 11 11



# Le Monde

DES ARTS  
ET DES SPECTACLES

## «LANCELOT DU LAC», DE ROBERT BRESSON

C'est film à l'éclat singulier des chefs-d'œuvre. On ne saurait le comparer à d'autres films, tant il s'en distingue non seulement par son style et sa texture mais par son essence même. Le propos de Bresson ressemble à celui des anciens alchimistes. Il s'agit pour lui de filtrer inlassablement la réalité jusqu'à la transmuter en une matière différente, celle du film, plus dense, plus précieuse, plus chargée de significations.

Ne parlons donc pas de spectacle ou de reconstitution. Ne parlons pas de réalisme. Tout est signe dans ce film. Rapports et enchaînements de signes. Rythmes. Ellipses. Contrepoints. Épure et symboles. Tout est quintessence.

Quintessence, mais non pas abstraction. Là réside le secret bressonien. La vie palpable au cœur de Lancelot. Une vie précisément située dans l'espace et le temps, dans ce monde obscur du Moyen Âge auquel la chevalerie impose sa rudesse et ses élans mystiques. Cadavres calcinés, squelettes casqués pendus aux arbres, fers de lance dans les éboules : voilà ce que laissent derrière eux les chevaliers du roi Arthur quand ils retournent au château après avoir abandonné la quête du Graal. Dans l'horreur et le désarroi, ils sillonnent les forêts de Bretagne, pareils à de gros insectes cliquetants dont les armures ruissellent de sang lorsque la mort les touche.

Vie concrète, et plus encore mouvements



de l'âme. Le combat spirituel est inhérent à ces hommes qui harcèlent l'invisible. Lancelot a retrouvé Guenièvre, la reine, à laquelle, avant son départ, il s'était secrètement uni. Il est persuadé que le Graal lui a été refusé pour le punir de cet amour félon. L'honneur du roi, le pardon de Dieu exigent qu'il rompe. « Dieu n'est pas un objet qu'on rapporte... Dieu ne demande pas qu'on renonce à l'amour », répond Guenièvre. Voix blanches, aux sonorités écorchées, des personnages de Bresson, voix venues de l'intérieur, du plus profond de l'être, et non du « masque », voix de la vérité intime.

Lancelot résiste et Dieu semble lui savoir gré de ce sacrifice. Mais, au moment de se quitter, les deux amants cèdent une fois encore à la tentation. Alors s'ensuit la fureur méconnaissable de la trahison, du scandale, de la révolte, des meurtres inexplicables, de la mort qui triomphe dans les clartés aveuglantes de chevaux affolés, et où s'accomplissent, comme vidées, leurs corps, les caractères des combattants.

Film hiératique, quasi hiératique, qui marque l'aboutissement — et à plusieurs reprises le sommet — des recherches esthétiques, thématiques et stylistiques de l'auteur. Sommet, ces prodigieux morceaux de cinéma, qu'est l'épisode du tournoi, où tout est suggéré par la combinaison sérielle de quelques éléments visuels et sonores rigoureusement sélectionnés : musique des cor-

neuses, montée des oriflammes, croupes des chevaux lancés au galop, fracas des armures disjointes. Quatre temps d'un spectacle qui demeure caché, mais dont nous ressentons la formidable présence. Sommet encore, la scène au cours de laquelle Lancelot rend Guenièvre à son roi sous une lumière blafarde, dans un silence tragique que martèle le hennissement d'un cheval.

Devant ce film, dur comme du granit, glacial et brillant à la fois, d'où toute émotion est bannie et qui pourtant rejoint les grands mythes passionnels, devant ce récit austère, décapé, stylisé, dont chaque image transcode le réel, devant tant de gravité et de spiritualité, on oublie ce qu'il peut y avoir de déconcertant ou d'effrayant dans les parti pris du cinéaste et on est saisi d'une émotion qui tient certes à la beauté de l'œuvre, mais également à la part de mystère qu'elle renferme, à quelque chose d'ineffable qui rappelle l'irradiation de certains tableaux ou de certains poèmes.

Voilà trente ans que Bresson poursuit la quête de son Graal cinématographique. Cette fois il touche au but. Lancelot est le plus bressonien de ses ouvrages. Mieux qu'un grand film, une œuvre au plein sens du terme.

JEAN DE BARONCELLI

\* Concordia, Madeline, Quintette, Gaumont Rive Gauche, Cambronne, Gaumont Sud.

## DU FER QUI FAIT DU BRUIT

« C'est film n'a ni temps ni lieu, dit Robert Bresson.

En travaillant, il ne m'est jamais venu à l'esprit que les armures pouvaient être d'une autre époque que la nôtre. Mais simplement un vêtement de fer qui est bruits, musique, rythmes. En général, on escamote les bruits ou les étouffe comme dans du coton. Mais ils sont la vie, sa preuve concrète. Plus ce qu'on invente décolle, plus on a besoin de le mesurer à du concret. C'est ce que fait la littérature quand elle confronte ce qui est subtil ou élevé avec les objets les plus réalistes. Rappelez-vous, dans Proust, ce que dit le guide aux visiteurs du château : « C'est ici que Marie Stuart » faisait ses prières et c'est là, dans ce placard où ce que je mets mes balais.

« Les chevaux, eux aussi, sont musique et rythmes. Ils m'ont apporté des mouvements spontanés de vie et tout ce que j'aime : du neuf et de l'imprévu. Le neuf parce que c'était la première fois que je les utilisais, l'imprévu à cause de leur caractère de cheval, de leur œil qui ne laisse rien per-

cer, de leur non-obéissance. En ce qui concerne l'image : fragmentation, faire voir les choses dans leurs fragments séparés comme nous les voyons quand nous sommes le plus réalistes. C'est un portrait, un arrière-train musclé, un cou qui traduit l'impression de puissance qu'ils me donnaient ou galop. À l'arrêt, des frémissements de sabots sur le sol. Autrement, on tombe dans la représentation (cheval tout entier avec son cavalier, paysages, etc.). J'ai dit souvent que le cinématographe est l'art, avec des images, de ne rien représenter. »

« Même quand vous filmez le tournoi ?

« Il s'agit, comme pour le reste, de communiquer des impressions et des sensations et non pas de montrer un tournoi entier, à la suite, de A à Z, comme un spectateur peut le voir dans un cirque ou dans une tête populaire. Là encore, des rythmes. Ils sont tout-puissants. C'est quand elles sont prises dans des rythmes que les choses frappent et se fixent dans la mémoire.

« Vous voulez ne plus faire

de films que dans l'actualité et vous choisissez « Lancelot ».

« Ce que je sais, c'est qu'en tournant j'ai voulu des anachronismes constants. Il ne faut pas croire qu'on peut peindre quelque chose de sincère autrement qu'au présent et en dehors de ce qui est mêlé à notre vie. Il est probable qu'à travers les événements de « Lancelot » est venue sans cesse à moi la tentation de la vie moderne. Même dans la foi religieuse, comment oublier la crise actuelle de l'Église. Le titre que je désirais pour le film était « le Graal », à cause justement de l'intensité de l'absence de ce Graal, au fur et à mesure que le film se déroule.

« Vous avez été peiné...

« Comme le dirait un romancier. Mais il est certain que la peinture, qui me poursuit et que je fais, agit encore sur moi. Couleur et forme. Probablement la forme m'impose une certaine construction de l'image. La couleur, il n'y a pas de doute qu'elle donne de la force à l'image. Mais elle est un instrument imparfait qui même facilement au cartésianisme. Cela dit, il y a toujours un moyen de

bien utiliser un instrument imparfait, si on sait qu'il est imparfait.

En tout cas, il nous pousse à nous simplifier.

« Revenons au Graal.

« Les Bretons sont des marins, des imaginatifs. La légende de Lancelot est née de la parole plutôt que de l'écriture. La littérature française doit quelque chose à l'esprit breton, tout au moins la littérature d'un monde enchanté. Mais ce qui a séduit les Français, c'est, je crois, une idée neuve de l'amour. Dans les chansons de geste, l'amour est brutal et tient peu de place. Les femmes sollicitaient, les hommes étaient un peu dédaigneux. Et puis l'idée arrive de Provence) voilà que l'amour est raison, convenance. L'homme ne doit pas épouser (ce qu'obtient un mari de sa femme est chose d'usage, n'est pas la récompense d'une grande action). La maîtrise domine l'amant. Il y a des règles, un catéchisme de l'amour.

« Ce qu'apportent de tout à fait neuf les Bretons, c'est la passion pure, sans raison, plus forte que l'enfer, celle de Tristan et de Lan-

celot. Chrétien de Troyes parle le premier du Graal dans son « Par-

ceval » (je peux me tromper).

« On a brodé sur le Graal pendant plusieurs siècles. Le Graal veut dire vase, coupe. Il semble qu'un mythe occulte se cachait à l'origine dans ce Graal. Pas d'occultisme dans le film, mais vase dans lequel a été recueilli le sang du Christ sur la croix et dont la possession procurerait un pouvoir surnaturel. Comment m'a inspiré la légende, c'est le film qui le dit.

« De toute manière, la légende pour vous n'est qu'un prétexte.

« J'aime mieux, comme pour ce film-ci, inventer des personnages légèrement différents de ceux d'une légende assez vague et les faire parler moi-même, plutôt que d'avoir à être fidèle à des écrivains même admirables (Dostoevski, Bernanos), comme je l'ai déjà fait dans plusieurs films. Je me sers, bien sûr, beaucoup plus libre, mais surtout au moment du choix de ces personnages que j'appelle mes modèles.

« Vis-à-vis de ces œuvres que j'ai abordées avec tant de précautions et d'égards, je crois, aujourd'hui que la plus grande fidélité serait d'être infidèle et de ne garder d'elles que l'aspect d'illumination que j'ai ressentie à leur lecture. Comme cela pourrait se passer pour la copie d'une toile de peinture qu'on admire, copie que l'on ferait de chic.

« Ce film vous a donné beaucoup de mal ?

« Il me semble qu'un film est une épreuve, qu'il a sa récompense à un moment précis, celui où on désespère, impuissant devant tant d'obstacles et où, tout à coup, on se sent aidé, curieusement.

« Et ce livre dont vous avez déjà parlé ?

« Il m'est arrivé un jour, entre deux films, de sentir brusquement le besoin, presque l'obligation, de travailler, et de m'expliquer à moi-même les raisons pour lesquelles j'avais pris un tournant : pas d'acteurs, pas de décors, plus rien de théâtral. J'hésitais à publier ces notes sur le cinématographe. Aujourd'hui, je n'hésite plus. Je les publie.

Propos recueillis par YVONNE BABY.

### A PROPOS DU « VERROU »

## La malice de Fragonard et de quelques autres

Par ANDRÉ CHASTEL

EN novembre prochain ouvrira au Grand-Palais une exposition considérable du type anthologique, que l'on croyait plutôt périmée, organisée par le Louvre et destinée à plusieurs villes américaines. Par bonheur, ce ne sera pas seulement une fois de plus la « Galerie du roi », navire de pur prestige destiné à étonner les bonnes gens et les princes. Il y aura là aussi du changement. En ce sens que, sur cent ou cent vingt peintures — de David à Delacroix —, il y en aura plus de la moitié peu connus ou méconnus pour illustrer l'époque avec laquelle, par tradition, la culture des États-Unis se sent de plain-pied et qu'on s'est ingénié à prévoir des tableaux rares ou mal compris. L'un d'eux sera le Verrou de Fragonard.

Tout le monde a pu voir au Louvre ce tableau si propre, si bien fait, si français, si charmant, dans son mélange ambigu de tendresse et d'érotisme léger. On attendait une œuvre de jeunesse, autour d'un chef-d'œuvre de cet art délicat et libidineux qu'il est permis de ne pas aimer sans réserves, mais où il faut bien reconnaître un accomplissement sans égal du goût français : qu'on songe au Baiser à la dérobée de l'Ermitage, tableau plus petit mais déployant aussi sur les gris du fond une longue oblique où scintille le satin. Pour des raisons diverses, c'est plutôt une œuvre de soufre qui se répand depuis quelques jours autour du tableau enfin entré au Louvre. Une revue de vulgarisation et la presse s'interrogent et parfois doutent de l'opportunité de l'acquisition, qui remonte à janvier dernier. Il est difficile de penser que les critiques sont inspirées par la déception des grands établissements étrangers, qui étalent prêts à débours, pour obtenir le tableau, des sommes égales et même supérieures à celles de l'État français. Il est difficile de penser aussi que l'on s'ingénie à faire pièce à l'équipe de la direction des peintures, que T.B. Hess, dans la New York Magazine du 2 septembre, où est publié avec éloges le Verrou, n'hésite pas à qualifier de « the best in the world ».

Laissant de côté les interprétations malicieuses, il vaut peut-être la peine de considérer les raisons de certaines réserves. On en aperçoit deux : Fragonard est toujours vu à travers ses esquisses moussues, fourrées, ses sépias tourbillonnantes, et l'on oublie souvent les ouvrages de sa manière « finie », comme les panneaux célèbres destinés à Mme du Barry, dès 1770-1772, le foisonnement endiablé des feuillages a permis à Jacques Thullier, dans son brillant essai sur le

peintre (éditions Skira, 1967), de parler d'« un souffle panthéiste » à travers cette mince toile ; mais c'est un panthéisme très pomponné et dessiné dans le détail. Il y aura ainsi une sorte de refroidissement de l'écriture qu'on a tendance à négliger : dans l'esquisse, l'écart entre esquisse et tableau s'accroît, et dans les tableaux, entre la véhémence des schémas et la retenue de la touche. Mais c'est justement là qu'il faut reconnaître Fragonard et le génie rococo, pris entre le feu et la glace. A la cinquantaine, autour de 1780, Fragonard est de plus en plus sensible à la sévérité qui maintenant s'impose avec Vien et David, et il lui faut donner à ses intentions voluptueuses un vêtement plus sobre. Sa facture, si souvent précieuse, se durcit.

La difficulté véritable est de bien concevoir la courbe de l'artiste, mais tous ses historiens sont, en raison de l'absence d'archives, et l'impossibilité de peindre en toutes choses, les plus grandes peines à assurer sa chronologie. L'ouvrage publié par Georges Wildenstein en 1930 était le fruit d'un long attachement à Fragonard, qui s'était marqué dès 1921 par le catalogue de l'exposition des Arts décoratifs : c'était le goût personnel du célèbre marchand, il aimait, il sentait bien le XVIII<sup>e</sup> siècle. J. Thullier, dans le petit livre cité, a dû souligner cependant les faiblesses de la reconstruction qu'il proposait : il a relevé, par exemple, comment dans le groupement thématique qui permet d'étudier les datations précises on a joint le Lavement des pieds de 1754 et l'Adoration des bergers, que son style et les dessins conservés désignent pour bien plus tardive. Il peut donc arriver au « spécialiste » d'achopper sur une précision de date, et ici elle a d'autant plus d'importance que l'Adoration des bergers (qui appartient à la maison Wildenstein, New-York) est, selon toutes vraisemblances, la pendant du Verrou. Dans l'article de Pierre Rosenberg, à paraître dans la Revue du Louvre (n° 4-5, octobre), on trouvera — outre le récit détaillé des vicissitudes du tableau — la citation passionnante d'Alexandre Lenoir, d'après laquelle le marquis de Véri réclamant un pendant pour son Adoration des bergers, l'artiste, croyant l'aire preuve de génie, par un contraste bizarre, lui fit un tableau libre et rempli de passion connu sous le nom du Verrou (c'est en 1819). Subtile bizarrerie, on s'effraie : cette indication est propre à donner l'étoffe de doute sur l'origine, l'authenticité et la date approximative du tableau.

Mais à condition de comprendre ce qu'était le Fragonard de 1780. Il était merveilleux — et décisif — que l'Adoration des bergers vint répondre, du moins à la faveur d'une présentation provinciale du Verrou, moins chaste, qui est son frère.

Malgré les efforts qui ont été faits — et récemment encore par la Revue de l'art (n° 21) en liaison avec une exposition remarquable du département des peintures du Louvre — pour désamalgamer la notion conventionnelle de l'œuvre autographe et souligner l'importance du phénomène de la copie, le public semble avoir toujours tendance à qualifier de « faux » un tableau qui ne serait pas intégralement de la main du peintre. Cette ignorance des usages anciens et de la vie des ateliers a des conséquences désastreuses et absurdes sur le marché. Les « cotes » du Verrou ont varié étrangement, au moment où, en raison du fait que Georges Wildenstein ne le retenait pas pour son catalogue, devenait « attribué ». Mais on ne trouve pas non plus dans le catalogue de 1930 la figure du Guerrier (Williamstown) publié par Ch. Sterling et maintenant admis sans difficulté. Inversement, la Bacchante endormie du Louvre, qui s'y trouve incluse, est déclassée par les conservateurs actuels. Ces va-et-vient sont peut-être difficiles à comprendre mais c'est la loi du métier d'historien. Ils laissent le public incertain ou inquiet et prêt à toutes sortes d'insinuations irresponsables.

Dans l'état actuel du savoir, le Verrou non seulement ne peut être récusé, mais il enrichit l'image de l'artiste que l'on peut former au Louvre : il représente justement ce qui manquait au musée. Il faut beaucoup de bonne volonté, beaucoup, pour apercevoir la main de Marguerite Gérard dans le tableau du Louvre, et c'est bien à elle que l'on songe. Il faut beaucoup d'imagination romanesque pour y voir une « copie d'après la gravure de Biot » (1811, septembre 1974), car il suffit de confronter l'ouvrage avec ces fameuses « copies ». Les discussions qui ont été ainsi suscitées autour d'une excellente acquisition devraient au moins conduire à répandre une idée moins naïve de l'art de Fragonard. C'est un des artistes dont l'œuvre bénéficie d'une sorte d'évidence — et de complexité — mentale, — mais dont le catalogue est des plus rebelles et complexes. Si l'on était amené à une exposition d'envergure, elle serait très différente de celle de 1921, qui semble avoir fixé la doctrine de certains.

SAINT-SÉVERIN, 12, rue Saint-Séverin (Tél. : ODE. 50-91). — 14 JUILLET, 4, boulevard Beaumarchais (M<sup>o</sup> Bastille) (Tél. : 700-51-13)

un film de  
Miguel Littin

**L'EXPRESS**  
Flamboyant. G. Jacob

**LA TERRE PROMISE**

**LE MONDE**  
L'extraordinaire. P. Kalfon

**LE POINT**  
Admirable. R. Benayoun

**POLITIQUE HEBDO.** Il faut voir  
ce film d'espérance. P. Blanquart

PRIX GEORGES SADOUL 74  
SELECTION SEMAINE CRITIQUE  
CANNES 74



## TROIS BILANS A PESARO

## Rivette, le néo-réalisme et le cinéma chilien

NES en 1966, héritière directe de la Semaine de Cannes, la Mostra de Pesaro se proposait de révéler des premières et secondes œuvres du monde entier. Entre 1969 et 1968, elle conçut même le projet, avec l'appui (uniquement « moral ») de l'Unesco, de jeter les bases d'un réseau international de diffusion du « nouveau » cinéma. Et en 1967, elle recueillait l'héritage des Rencontres du Hiermonde de Sestri Levante, organisées par le Columbianum de Gênes, initiative des jésuites visant à établir le contact avec l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine.

Très vite Pesaro allait devenir la plus intelligente manifestation du genre dans la catégorie mini-festival. Si l'échec était absolu sur le plan international, certaines initiatives purement italiennes étaient menées avec l'aide de réseaux parallèles, à l'influence malgré tout limitée dans un pays de fréquentation très élevée, et où les structures n'ont pratiquement pas bougé depuis le temps du fascisme; elles allaient conduire à la publication de brochures bien documentées sur chacun des sujets traités et à l'organisation de colloques qui connaissent leur heure de gloire quand Pasolini insultait Michel Cournot et Luc Mouillet, lorsque Christian Metz introduisait triomphalement son mentor Roland Barthes. La

contestation politique passait même dans les actes, un matin de juin 1968, au sortir de la projection de la première partie de l'Œuvre des briseurs, dont c'était la première mondiale, les cinéphilos gauchistes, conduits par Valentino Orsini et un peu exaltés par les images de Solinas, se faisaient sauvagement matraquer par des policiers (les C.R.S. italiens), spécialement dépêchés pour la circonstance.

Le romantisme est bien mort; l'ennui gagne même les amateurs inconditionnels. La routine menace gravement Pesaro, et aussi les restrictions financières: écartelées entre son organisation sociale et communautaire, jointaine vestige du tripartisme, et la ligne dominante de l'Etat « centre-gauche », la Mostra pose à son directeur des problèmes insolubles. Elle ne survit que par l'apport d'un sang nouveau et l'injection décidée de nouvelles lignes de force idéologiques, loin du romron gauchisant.

La présentation de l'ensemble de l'œuvre de Jacques Rivette, comme il y a deux ans celle de la Région centrale, de Michael Snow, est un de ces coups de poker esthétiques chers aux organisateurs de la Mostra. L'absence de l'intéressé accentue encore le caractère « voyage sur une planète inconnue » de cette masse filmique lancée à l'aven-

ture dans l'espace italien. Pas un seul film de l'idéologue de l'ex-nouvelle vague n'a, sans erreur, été présenté dans les salles commerciales italiennes, à l'opposé de Londres, New-York ou Tokyo.

Deux vulgaires petites salles de quartier, comme échappées du Roma, de Fellini, projetaient gratuitement la rétrospective du néo-réalisme. Gamins, grands-mères, désœuvrés, de tout ordre affluaient, dans une atmosphère d'étuve et de communication très immédiate avec le spectacle: ici le cinéma se consomme par tranches, comme des bonbons ou des chocolats glacés. De la trentaine de films ainsi montrés, dont presque tous les classiques du genre, et en négligeant arbitrairement les œuvres de Castellani et de Santis, on retiendra la classe toujours extraordinaire de films-pilotes comme *Osessione* (1943), de Visconti, tourné et montré à l'époque fasciste, *Paisa* (1946), de Rossellini, avec la collaboration de Fellini au scénario, *Umberto D* (1949), de De Sica. Le néo-réalisme n'a rien d'un mouvement cohérent, il naît d'une conjoncture, la défaite, proche ou réalisée, de l'ancien ordre.

Sous le titre « le Cinéma de l'Unité populaire », la Mostra présentait un ensemble de films tournés pendant les trois cour-

tes années du gouvernement Allende. Ensemble succinct, mais riche de contradictions. D'abord des documentaires de long métrage assez remarquables, connus en France dans des versions françaises « abusivement raccourcies sinon dotées d'un commentaire arbitraire: *El primer año*, de Patricio Guzman et *Compañero Presidente*, de Miguel Littin. Littin, présent à Pesaro avec Raul Ruiz, montre également la Terre promise dans sa version intégrale. De Ruiz, le quatrième mousquetaire du trio Littin-Soto-Francia, étaient montrés deux psychodrames, *El Expropiacion* (1971) et *Dialogues d'azules* (1974), tous deux filmés en 16 mm couleur avec son synchronisme selon des méthodes qui ne sont pas sans rappeler certaines tentatives d'Andy Warhol et de Jacques Rivette: les interprètes, non professionnels, à partir d'un canevas très mince, se « défont » sur l'écran en se projetant dans des personnages fictifs, familiers et lointains. Des vérités gênantes sont mises au jour, des mécanismes idéologiques dévoilés. Grâce à un cahier spécial, à une conférence de presse, aux discussions, projections, surgissent l'image d'un cinéma chilien extraordinairement vivant, engagé dans la lutte quotidienne, d'une complexité étonnante, dont l'expérience devra être minutieusement analysée par tout cinéaste ou critique se disant de gauche.

L'événement de Pesaro, sans conteste, fut le dernier film de Jorge Sanjines (Bolivie, auteur du *Courage du peuple*): *Jaiun Auka* (*l'Ennemi principal*), presque entièrement parlé en langue indienne, quechua et filmé sur les hauts plateaux andins. Fable brechtienne non sans rapport avec *le Cervele de crabe caucasien*. Récit militant dans l'esprit du « Che », le film se veut « linéaire » pour toucher directement les paysans. D'admirables paysages, le héliotropisme naturel des Indiens, une stylisation très poussée au service d'une idéologie rigoureuse, tout concourt à faire de ce film une nouvelle étape décisive dans la courte histoire des cinémas révolutionnaires d'Amérique latine.

LOUIS MARCORELLES.

\* Une semaine de cinéma chilien est organisée aux cinémas « le Juliette » avec le premier film de Miguel Littin, le *Chacal de Nahuelbuta*; le meilleur documentaire sur le coup d'Etat du 11 septembre et la répression qui a suivi, *Contre la raison et pour la force*, du Mexicain Carlos Ortiz Tejeda; des films de Francia, Soto, Guzman. Seul absent de marque, Raul Ruiz.

## Un Robert Hirsch paisible

## Monsieur AMILCAR

ALEXANDRE AMILCAR est employé dans une importante entreprise. Il a accès aux coffres. Il s'empare d'une somme importante. Pour régler une dette? Filer à l'étranger? Non: pour remédier à sa solitude.

Il engage, contre argent comptant, une actrice, un chômeur et une jeune prostituée. Et, dans un appartement somptueux qu'il a sans doute loué pour la circonstance, il leur demande de faire comme s'ils étaient sa femme, son ami, sa fille.

Tel est le point de départ de Monsieur Amilcar. Yves Jamiaque, l'auteur, s'emploie à se démarquer du Boulevard. Il prend son argument au sérieux, procède par séquences autonomes, inséparables de ton, met le corps de garde en sourdine, accorde à ses personnages un quant-à-soi véritable.

La mise en scène de Jacques Charon est moins plate que d'habitude — par moments du moins: on note au passage quelques gestes, quelques expressions, qui échappent à la mécanique. Le décor d'Hubert Montaup a une poésie insidieuse, assez légère.

Quitte le Théâtre-Français, Robert Hirsch est un peu anxieux. On crèpe. Cela lui va bien. Il est moins extérieur, plus attachant. Comme tels oncles de la famille, médecins ou avocats, brillants mais rassurés, qui, à la suite d'un infarctus, deviennent plus proches parce que beaucoup plus calmes.

Dans le rôle du pseudo-ami, Jacques Sereys est étonnant, au moyen d'un jeu d'une stricte honnêteté; c'est peut-être, aussi, que son texte n'est pas mal écrit.

L'excellente comédienne Judith Magre apporte des humeurs, des accents, des émois, qui attirent l'attention, mais qui datent un peu.

Voilà. Ni la goutte de Padrac ni les aiguilles du Mont-Blanc. A pièce modérée, compte rendu moyen. Espérons mieux. — M. C.

\* Bouffes-Parisiens, 20 h. 45.

## A L'OPÉRA

## Georg Solti dirige l'Orchestre de Chicago

Pour la réouverture de l'Opéra, Paris était ravi. L'Orchestre symphonique de Chicago et son chef Georg Solti (1). L'accord est à la vérité parfait entre cet orchestre aux sonorités larges et somptueuses, où chaque musicien semble avoir une maîtrise complète des ressources de son instrument, et ce chef d'une précision exemplaire dont les gestes saccadés et effrénés comme le visage très noble se refusent à toute sollicitation agaçante tant du public que de l'orchestre. La droiture n'est pas la moindre qualité de Solti.

D'où cette très profonde interprétation de la *Symphonie héroïque* de Beethoven, partie avec une sorte de calme et mâle assurance et qui atteignait dans la *Marche funèbre* à la plus haute grandeur musicale dans un respect absolu du texte, de l'ampleur des phrases, de l'étoffe orchestrale déployée à l'extrême. Obéissant au même principe le scherzo et le finale restaient peut-être en-deçà de la grisaille métaphysique qui survole ce chant de résurrection et débouche sur l'infinit.

Le Sacre du printemps de

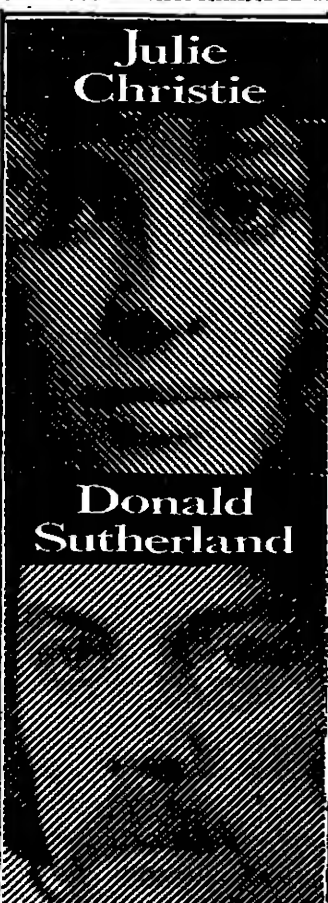
Stravinski atteignait ensuite à une prodigieuse vision apollinienne où le rude chef-d'œuvre, nullement apprivoisé pour autant, était porté à une dimension supérieure. Grande leçon d'équilibre magnifiée par la richesse extrême des instruments où l'oreille émerveillée croyait sans cesse faire des découvertes. L'Orchestre de Paris, il y a un an, en avait donné, sous la direction de Solti, une interprétation plus intense, spontanée et explosive, non moins belle en tout cas.

En bis, comme un hommage à l'Opéra et à Toscanini, le maître-chef de Solti, l'ouverture de la *Forces du destin* de Verdi, dramatique et pimpante, rigoureuse et flamboyante, révélait un tout autre aspect de cet orchestre exceptionnel.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) En cela Paris a montré plus d'élégance que Chicago: le président du conseil d'administration de cet orchestre fort d'un contrat d'exclusivité, en effet, interdit à Solti de diriger l'Orchestre de Paris, qui est aussi « son » orchestre, aux Etats-Unis en mars dernier.

ERMITAGE v.o. • URSULINES v.o.  
BILBOQUET v.o. • MADELEINE v.f.  
CLICHY-PATHE v.f.  
MAGIC-CONVENTION v.f.  
PARAMOUNT MAILLOT v.f.  
et pour l'ouverture du festival  
MIRAMAR-MONT-PARNASSE v.f.



Julie Christie  
Donald Sutherland  
NE VOUS RETOURNEZ PAS!  
Daphné du Maurier  
un film de NICOLAS ROEG  
UN CLIMAT D'AMOROSSE ET DE TENSION QUI VA CRASSER...  
UN FILM A VOIR DES SOUS BEBUT  
produit par CASEY PRODUCTION LTD.  
PARLY 2 v.f. • ROSNY 2 v.f.  
ALPHA Argenteuil v.f.

DINER SPECTACLE DE LA TOUR EIFFEL  
POUR LES COUCHE-TÔT  
FIN DU SPECTACLE: 22 h 30  
réservation: 351-15-52 et 44-01

CONCORDE • MADELEINE • QUINTETT • GAUMONT RIVE-GAUCHE  
CAMBONNE • GAUMONT SUD  
TANNERIE Versailles • TRICYCLE Asnières • ARTEL Nogent • ELAM Reuil

Lancelot du Lac  
de ROBERT BRESSON

STOMES TITR TOPIC

les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse  
GLENN FORD • CHARLES BOYER • INGRID THULIN  
LEE J. COBB • PAUL HENRIED • FOLLY LUSAS • BETTE MIDLER  
ACTION RÉPUBLIQUE  
18, RUE DU FAUBOURG-DU-TEMPLE (11<sup>e</sup>) - VOL. 51-33  
Version intégrale — Montage MINNELL  
Attention: début du film: samedi, 19 h 30 et 22 heures  
Samedi et dimanche, 14 h, 16 h 30, 19 h et 21 h 30

«... une réussite totale...»  
Jean-Jacques GAUTHIER  
(« le Figaro »)  
TH. FONTAINE 874.82.34  
CLAUDE BRASSEUR  
TANYA LOPERT  
Les jeux de la nuit  
de Frank R. Sully  
adapt. Marcel Mithras  
mise en sc. Andréas Voutsinas  
SADY REBBOT  
«... coup de foudre...»  
(« France-Soir »)  
« Courez au Théâtre Fontaine... »  
Pierre MARCABRU  
(« Journal du Dimanche »)  
UGG MARBEUF  
ST-ANDRÉ DES ARTS  
GENERAL  
IDI AMIN DADA  
AUTO-PORTAIT  
Horaires film: 14 h, 16 h 40  
17 h 20 - 19 h - 20 h 40 - 22 h 20

سكنا من الامل



## LE PORTUGAL APRÈS LA CENSURE

## « Grandola », le chant du 25 avril

QUELLE  
LIBERTÉ ?

Après quarante-huit années de régime politique, le 25 avril 1974, sous l'impulsion d'une poignée de capitaines l'armée renverse la dictature au Portugal. Le peuple n'a pas pris part au soulèvement mais il a joué un rôle dans le long processus qui a mené à l'effondrement du régime de Marcello Caetano. A la guerre coloniale, à la crise économique est venue s'ajouter la montée de la contestation. Elle avait gagné différentes couches de la population : la jeunesse qui fuyait la guerre, les intellectuels, une partie de la classe ouvrière, les étudiants. Et les artistes. Beaucoup ont lutté contre le fascisme en s'engageant politiquement et surtout en isolant « idéologiquement » l'ancien régime. Travail difficile — les artistes ont vécu, autant que d'autres, la répression, l'exil. Mais ils ont réussi à imposer une littérature, une chanson, un art d'opposition.

Aujourd'hui, les écrivains, les poètes, les peintres, les cinéastes sont libres. La « commission de censure » a été dissoute. Mais face au formidable bouleversement qui saisi l'ensemble du pays, certains semblent pris de court. Que faire ? Que dire ? Qu'écrire ? Ils ne s'attendaient pas à cette brusque démocratisation.

La « commission de censure » qui dépendait du secrétariat d'Etat à l'information et au tourisme, exerçait l'essentiel de la répression. Pas un spectacle, pas un poème, pas un film, n'échappait à son contrôle. Elle coupait en morceaux les dialogues de Bunnell, confisquait les tableaux jugés trop érotiques ou « sociaux » (plusieurs ont été retrouvés dans l'école de la police politique après le 25 avril), elle interdisait les livres, les disques, les pièces de théâtre et les films subversifs (*Troilus* et *Cressida* ou *César*, de Shakespeare, *L'Espoir*, de Malraux, les *Années lumière*). Travail consciencieux, méticuleux, maniaque, que complétait celui de la police politique, la fameuse PIDE. C'était elle qui descendait dans les librairies avec les feuilles bleues — les mandats de confiscation. La petite librairie Ler, à Lisbonne, perdit en 1971, à la suite de ces perquisitions, 20 887 escudos (environ 3 800 F).

L'action culturelle politique n'est pas un fait nouveau au Portugal. Mais il faut attendre les années 50-60 pour voir apparaître les premières manifestations d'un front de « résistance » culturelle.

## Sur le mode du fado

Les ciné-clubs (vingt-cinq mille adhérents) entreprennent un travail d'animation et d'agitation politique. En 1958, la Société portugaise des écrivains (quatre cent cinquante membres) prend ouvertement position contre le fascisme. Elle défend des prisonniers politiques, signe des pétitions, témoigne devant les tribunaux. A la même époque, José Afonso compose, à partir du « fado », musique traditionnelle, les premiers chansons politiques, immédiatement interdites.

En 1961, les ciné-clubs sont démantelés, des dirigeants sont emprisonnés. La Société des écrivains est dissoute pour avoir décerné un prix à José Luandino Vieira, écrivain angolais, emprisonné, militant du M.P.L.A. (Mouvement populaire de libération de l'Angola) et auteur du livre *Luanda*. Les écrivains

sont persécutés, leurs livres édités avec les plus grandes difficultés. José Cardoso Pires et d'autres se servent du roman pour évoquer de manière plus ou moins directe la situation sociale. Adriano Cordeiro de Oliveira, emprisonné à la suite de la mode du fado, les poèmes (interdits) de Manuel Alegre, exilé à Alger. Encouragés tous les risques, José Jorge Letria, Manuel Freire, Carlos Paredes, se produisent dans les universités, les usines, à la campagne. José Mario Branco et Sérgio Godinho travaillent en exil avec les émigrés.

La chanson politique est née. Comme la littérature de résistance. Comme le cinéma « novo » — un cinéma d'analyse, d'autour, sans positions nettement définies — les troupes de théâtre aussi s'organisent.

En 1968, on peut dire que le fascisme a perdu sa première bataille contre les intellectuels et les artistes. Pour célébrer ses quarante ans de culture, le gouvernement ne peut trouver aucun livre à la gloire du régime.

Dans un pays en grande partie dépeuplé, d'ailleurs sensible au sentiment qu'il a raison, les artistes sont parvenus à donner une autorité morale, une crédibilité à la prise de conscience politique. Choix symbolique, ce sont deux chansons de José Afonso, diffusées à la radio, qui, le 25 avril dernier, donnèrent le signal de départ du soulèvement : « *Après l'adieu* » (diffusée à 22 h. 55) et « *Grandola, terra morena* » (à 24 h. 20) : « *Grandola, terre brune, village de la fraternité, c'est le peuple qui commande* ».

En dépit de leurs actions et de leurs prises de position, les artistes pourtant ne sont jamais arrivés à sortir d'un ghetto. Ils attaquaient la grande bourgeoisie au pouvoir. Mais le cinéma, le théâtre et la littérature n'atteignaient pas les couches populaires. Ils n'avaient qu'un seul public, l'élite intellectuelle : le même langage « codé », compréhensible à ceux seuls qui en avaient les clés. Cinquante, soixante mille personnes peuvent être. En 1974, les artistes avaient acquis une véritable position de force, mais certains commencent à se demander s'ils ne faisaient pas un travail inutile. S'il ne fallait pas abattre d'autres murs, beaucoup plus résistants.

## La tournée des chanteurs

Le coup d'Etat du 25 avril fut pour eux une surprise. « Nous avions envoyé la veille une protestation au président Caetano pour exiger la libération de prisonniers politiques », raconte le poète Fernando Assis Pacheco (1) : « Il ne l'a bien sûr jamais reçue. » Un film interdit devait passer ce jour-là, pour la seconde fois, devant la commission de censure. Mais le peuple descendit dans la rue.

Au matin du 25 avril, un petit groupe envahit les locaux de la commission de censure, rue San-Pedro-al-Cantaria à Lisbonne, et avertit les fonctionnaires que, désormais, ils n'ont plus rien à faire.

La nuit même, les chanteurs se réunissent pour écrire un document, le « Manifeste du collectif d'action culturelle », dans lequel ils affirment leur volonté de mettre leur art « au service des luttes du peuple portugais », appellent à un vaste front culturel unitaire, non seulement pour les chanteurs, mais pour « tous les travailleurs culturels, anti-imperialistes, antifascistes et antimonopolistes ». Ils organisent ensemble deux spectacles, l'un le 5 mai, gigantesque, à Porto, l'autre, trois semaines plus tard, à Lisbonne.

Des questions d'ordre politique cependant les divisent. Ils se séparent. D'un côté, les chanteurs du parti communiste, qui se produisent surtout pour les organisations démocratiques. De l'autre, les chanteurs réunis autour de José Mario Branco, qui se définissent comme militants révolutionnaires et qui vont dans des groupes plus informels, les collectifs locaux, les usines en grève, les cinémas, les fêtes populaires. Entre eux, José Afonso. Tous sillonnent le pays, chantant chaque soir dans des lieux différents, alternativement.

Les peintres — que l'on accuse d'avoir peu « bougé » sous le fascisme — se réunissent pour la première fois. Le Mouvement démocratique des artistes plasticiens, dirigé par Rogério Ribeiro, regroupe environ cent cinquante peintres. Il réalise en juin le « *Panel de la libertad* », une œuvre collective de quarante-huit peintres sur le thème : Quarante-huit ans de fascisme. Le second, intitulé Mouvement pour l'association des artistes plasticiens, prend la forme d'un futur syndicat. Cinq cents peintres en font déjà partie. Il se propose de dénoncer les situations d'injustice faites aux artistes, de lutter pour la construction d'ateliers, d'essayer de briser la tyrannie des galeries. « Il est impossible de rompre avec le système de vente », explique Monteiro Gil, peintre-graphiste et animateur du mouvement. Mais nous allons essayer d'aller ailleurs, dans les écoles, les usines... Les capitaines, ajoute Monteiro Gil, souhaitent plus de peinture depuis le 25 avril. Dix galeries ont fermé. « Un phénomène intéressant quand on sait que la spéculation atteignait à cette date des chiffres incroyables ».

Cinéma mobiles  
et cinémas-café

Les cinéastes, quant à eux, réalisent, à l'intérieur du Syndicat des travailleurs du film, un documentaire collectif sur le 1<sup>er</sup> mai, et s'interrogent. Quels changements apporter ? Beaucoup hésitent. On parle de soi, on parle de qualité, de beauté, d'esthétisme. Pour Antonio da Cunha Telles, producteur et distributeur des principaux films du « cinéma novo », réalisateur d'O Cero et Meus Amigos (2), il s'agit d'un problème de structures. « La bataille du cinéma n'a pas commencé », explique-t-il. Le cinéma portugais est étouffé depuis des années par la censure et les grands trusts. Il n'y a plus de commission de censure mais la situation s'est aggravée. La « libération » a permis pour l'instant d'envahir le marché avec des films violents, scabreux, érotiques. Il n'y a toujours pas de place pour un cinéma de combat, pour un cinéma portugais. Il faut maintenant libérer les salles. » Dans l'immédiat, Antonio da Cunha Telles projette d'ouvrir une petite salle dans un quartier populaire de Lisbonne, avec cinq séances par jour et des places à 20 escudos (3,70 francs), puis plus tard de développer le circuit dans des petites villes en installant peut-être des projecteurs dans des cafés. Il a acheté l'Espoir, de Malraux, le *Sol de la terre*. Coup pour coup, les Tupamaros, Attica, Sambizanga (3), qu'il présentera dans des projections-débats.

Fernando Matos Silva (O Mal amado) fera tourner dans le pays un « cinéma mobile » en toile, de cinquante places. Avec le même genre de films, ceux notamment qu'il réalise avec un groupe de jeunes cinéastes expérimental, « Ciné-quest ». Rapports sur les conditions de travail en usine, les multinationales, l'alphabétisation, le colonialisme portugais,

les traditions (une nuit de la Saint-Jean au village de Monforte-da-Beira). Un autre réalisateur, Rui Simoes, tourne depuis le 25 avril dans les campagnes, la rue et les usines. Son sujet : la lutte des classes.

Face à cette activité, la paralysie des écrivains étonne. « Nous n'avons rien sorti de bon », explique Fernando Assis Pacheco, peut-être pour deux raisons. Les écrivains et le public ont des préoccupations d'ordre politique. On achète plus volontiers *Mara, Engeli, Lénine* (vingt mille exemplaires de *Que farei vendendo em três meses*) que des romans. Mais il y a une autre raison. La plupart des écrivains ont pris l'habitude d'écrire d'une manière oblique, avec un style ambigu, pour passer les mailles de la censure. Aujourd'hui, ils peuvent parler franchement. Mais ils sont bloqués. Ils ne savent pas. Ils ont acquis des réflexes. On ne s'en débarrasse pas en trois mois.

## Ecrire ou informer ?

Fernando Assis Pacheco pense que les écrivains ont un rôle à jouer. « Mais si vous me demandez ce qu'ils font, s'ils vont dans les usines ou les villages, je vous répondrai non. Ils pensent le faire, ils ne le font pas. L'Association des écrivains a appuyé la campagne nationale d'alphabétisation et d'éducation sanitaire qui s'est déroulée en août. Deux seulement y ont effectivement participé. J'ai la possibilité pour ma part d'être lu en province, d'envoyer des textes aux syndicats — on doit pouvoir écrire d'une manière simple sur l'expérience africaine. Mais ma poésie est devenue un peu hermétique. Elle joue avec les valeurs formelles. La question que je me pose est la suivante : doit-on abaisser le niveau de la littérature pour avoir un autre public ? »

Si les écrivains semblent ainsi paralysés, c'est parce qu'ils sont absorbés, « sollicités par les événements, par les interventions à faire, par les partis politiques », précise de son côté José Cardoso Pires (4). En réalité, écrire apparaît d'un intérêt très secondaire. Faire du journalisme, oui. Et c'est ce que certains ont choisi. « Il faut informer en ce moment au Portugal, pousser le processus dans un sens révolutionnaire, mais c'est une chose difficile. Il ne faut pas forcer les conditions, il faut laisser les choses, cela demande beaucoup de réflexion ».

Dans un pays où l'élimination définitive du fascisme, les luttes nouvelles pour le pouvoir et la solution des difficultés économiques nécessitent toutes les énergies, les artistes ont d'autres préoccupations — et responsabilités — que de se pencher sur des problèmes esthétiques. Il s'agit pour eux de se redéfinir dans une société en total bouleversement. Ils étaient antifascistes. Que sont-ils aujourd'hui ?

« La chanson est une arme, chante José Mario Branco, la chanson est une arme contre la bourgeoisie. Tout dépend de la balle et de la visée. Tout dépend de la rage et de la joie. » La chanson, le cinéma, la littérature, des armes contre qui ? Pour qui ? Et une culture au service de qui ?

CATHERINE HUMBLLOT.

(1) Auteur de *Quidam das Vistas*, « Exercice de style ».

(2) O Cero fut présenté à la Semaine de la critique à Cannes, en 1971.

(3) Le premier ministre vient d'interdire la diffusion de ce film au Portugal. Réalisé par Sarah Maldenor à partir d'une nouvelle de José Luandino Vieira, Sambizanga raconte la naissance du mouvement de libération angolais.

(4) Auteur de nombreux contes et romans dont *Certidão do Marinho*, *Le Dissuadeur*, *L'Invité de Job*, *Le Douteux*. A fondé la Société portugaise des écrivains.

## Nuit de guerre à Silves

Les rues sont vides. Silves, ancienne capitale de l'Algarve, ne paraît, ce soir-là, habitée que par des chats. Mais la foule est là-haut, à l'intérieur de la forteresse, ramassée — debout parmi les herbes folles — devant les tréteaux. Plus de quatre mille personnes, venues à pied du bas de la ville et des villages voisins, toute paysanne, regardent Nuit de guerre au musée du Prado.

La pièce de Rafael Alberti, jouée par les Bônecrairos, n'est pas une pièce « facile ». Il faut connaître les tableaux dont les comédiens donnent la référence vivante. Les habitants ne les ont jamais vus, mais ils comprennent sans doute : l'écrasement d'un régime, l'explosion de joie populaire, les rumeurs de l'histoire, le cliquetis des fusils, les fêtes interrompues, la révolution difficile — la pièce est un avertissement. La foule s'agite, des bras lci et là se lèvent.

Carlos Paredes arrive, sourit d'étudiant derrière des lunettes. Il a peut-être cinquante ans. Il s'accroche à sa guitare portugaise, sorte de mandoline à corps rond. Cinq minutes, surprises. Il accompagne maintenant Luisa Basto, menue, la voix violente. Carlos Paredes semble mené par sa guitare. La foule reprend les refrains. Le ton monte. Il faut reculer, mener, une fois, deux fois, Catarina (1). La foule chante. Des bras à nouveau se lèvent. Vingt, trente, mille... Poings d'hommes âgés qui montent avec lenteur — on ne sort pas comme ça de la clandestinité. Poings haut dressés d'adultes. Poings frémissants des enfants montés à l'assaut des tréteaux. Poings de femmes. Il est 1 heure.

A l'autre extrémité du pays, au nord, José Mario Branco, Fausto, Tino Flores, chantent sur la place d'un village, près du cimetière. A Galegos, la vie est dure, les terres petites, et les femmes travaillent à quelques kilomètres, dans des fabriques de porcelaine. Un podium, deux spots, pas plus. Le village entier est venu. Chansons politiques aussi. Plus concrètes. Elles appellent à la vigilance, elles parlent des travailleurs et des patrons. Pied du bas de la ville et des villages voisins, toute paysanne, regardent « Chants libres » : c'est leur nom. — C. H.

(1) Catarina est le nom d'une jeune Portugaise tuée en mai 1954, au cours d'une manifestation.

CINÉCHES ST-GERMAIN  
1, rue de Condé - Carré Odéon  
Métro Odéon - 622-10-82

Raymond RONAUER présente  
**BUSTER KEATON**



**TROIS AGES**

CAPITAL FILMS - PARIS  
Copyright © MCMALLEN - Raymond Ronauer

(PUBLICITE)  
CHERCHONS FORMER GROUPE  
PERSONNES SYMPATHIQUES, ESPRIT  
JEUNE POUR ACTIVITES CULTURELLES  
Ecr. à n° 5.668, « le Monde » Pub.,  
qui transmettra.

GAITE-MONTPARNASSE  
**MARCO MILLIONS**  
d'Enghes O'NEILL  
28 REPRESENTATIONS

Odéon - Yve - Banana Party -  
**théâtre**  
Hamlet I - Antonio de Macbeth  
stage avec  
**galli**  
SALLY LANSING  
ANA PAUL  
265-4665 - 8h 19h

PUBLICIS MATTEUCCI / MONTPARNASSE PATHE / GAUMONT CONVENTION  
ST LAZARE PASQUET / ST GERMAIN RUEGRETTE 714 JUILLET  
**Le milieu du monde**  
Le très beau nouveau film d'ALAIN TANNER  
(LE MONDE)

**LE CONSERVATOIRE  
LIBRE DU  
CINEMA FRANÇAIS**

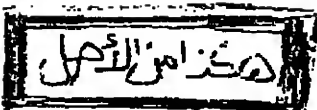
pour devenir  
**assistant-réalisateur  
script-girl  
monteur-monteuse**

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (3<sup>e</sup> année théorique seulement)

**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

BIENTOT

**Vincent, François, Paul  
et les autres...**  
un film de  
**CLAUDE SAUTET**





## Une sélection

### Cinéma

#### LA TERRE PROMISE de Miguel Littín

Au début des années 30, au Chili, des chômeurs descendent du nord du pays vers le sud, se fixent dans la région de Ranquill et créent la communauté agricole de Palmilla. Sous la direction d'un leader populaire, José Duran, ils se posent les premiers problèmes d'un socialisme élémentaire. Apprenant l'instauration (éphémère, il ne durera que douze jours) du pouvoir populaire à Santiago, ils partent en commando à la ville voisine prêcher le socialisme. Mais Santiago ne suit plus, la réaction est au pouvoir, la répression sera implacable. Ouvrage lyrique, dans la tradition des Raisins de la colère, placé sous le signe de la guerre de guérilla du « Che ». Production somptueuse en couleurs, le dernier grand film chilien terminé à la veille du coup d'Etat, témoin des contradictions de l'Unité populaire.

#### LE FANTÔME DE LA LIBERTÉ de Luis Buñuel

Une fois de plus, Buñuel nous impose ses songes. Des songes qui ne sont qu'une autre version de la réalité, l'auteur s'amusant à décoder les codes, à démontrer l'absurdité par l'absurde, à inverser la

signe des sentiments, des labours, des censures et des rites. Aucune « histoire », aucune intrigue, mais une suite d'incidents saugrenus, d'événements bizarres. Stupeur, jubilation, fascination attendent le spectateur de cet éblouissant pot-pourri, de cet inépuisable sac à malices qu'est le Fantôme de la liberté.

#### LES DERNIÈRES FIANÇAILLES

de Jean-Pierre Lefebvre  
Un couple de vieillards retirés à la campagne attend l'heure de la mort dans un décor idyllique. Le Québécois Jean-Pierre Lefebvre, l'auteur de Il ne faut pas mourir pour ça et de la Chambre blanche, imagine poétiquement sa propre mort, point d'orgue d'une vie harmonieusement construite et sanctifiée par l'amour conjugal. Un final délibérément sublimé et angélique accorde l'irréalité d'un film hors du temps, confession à deux voix sur la tendresse et la solitude.

#### CELINE ET JULIE VONT EN BATEAU de Jacques Rivette

L'oubli de la sélection française au Festival de Cannes. Le succès de la Quinzaine des réalisateurs. Une des rares occasions de rencontrer un regard nouveau dans le cinéma français. La fiction au pouvoir dans un Paris de comédie musicale, sur les traces d'une bibliothèque

et d'une magicienne, aux dons très cinématographiques, dans le pays des merveilles de l'imagination.

#### LE MILIEU DU MONDE d'Alain Tanner

Dans un canton du pays de Vaud, où se fait le partage des eaux, un jeune ingénieur délaisse la campagne électorale qu'il mène (pour le compte d'un groupe « apolitique ») et découvre l'amour au café de la Gare. Mais, même au « milieu du monde », chaque rivière doit suivre son cours, et la belle serreuse italienne partira un jour Chronique désenchantée de la naissance sourde d'une conscience poétique.

#### LANCELOT DU LAC de Robert Bresson, lire nos articles page 15.

— EXCLUSIVITÉS : Les Guichets du Louvre (la rafle du Vel d'Hiv), la Paloma (rétro flambougn), les Contes immoraux, Grandeur nature et Les Mille et Une Nuits (érotisme au second degré).

### Théâtre

#### DOUZE, ROUGE, PAIR, MANQUE, CARRÉ, CHEVAL ET PLEIN au Biotéâtre

Une féerie presque silencieuse. A travers une fenêtre, le public surprend les

manigances de quelques hommes qui s'obtiennent, jouent au casino, fouillent un grenier, et se retrouvent dans un banquet tragi-comique, après les obédances d'un ami.

#### COLOMBE de Jean Anouilh

De pièce en pièce, Anouilh jette de grandes tirades rageuses, douloureuses. En 1961, « Colombe » a été créée cette année-là, — son humour sardonique avait encore la force de la sincérité, et il savait déjà offrir aux acteurs des occasions de théâtre comme ils en trouvent rarement.

#### DEUX SUCCÈS D'ÉTÉ

— LE SAUVAGE (au Théâtre) : Première version d'Oncle Vania, écrite alors que Tchekhov gardait encore des illusions sur son métier de médecin de famille. La mise en scène est attentive, l'interprétation émue.

— MOLLY BLOOM (au Lucernaire) : De très belles pages de l'Ulysse, de Joyce, vécues plutôt que dites par Garance, avec tact et caractère.

### Concerts

#### BAREMBOIM côté jardin

Sorti côté cour, Baremboim rentre côté jardin. Il ne succède à Georg Solti qu'au début de la saison prochaine et ne dirigera l'Orchestre de Paris qu'en avril. Mais, ayant plus d'une corde à son arc, il revient au piano scénique, avec l'English Chamber Orchestra, trois fois trois concerts de Mozart (les 30 septembre, 1<sup>er</sup> et 2 octobre salle Pleyel, 20 h. 30).

#### LE RETOUR DE JANET BAKER

Pour les blasés d'italianisme, réfractaires aux tumultueuses « divas », deux heures en compagnie d'une lady. La mezzo britannique est une femme de tête et de goût. Elle chante dans le style, et dans la langue, Monteverdi, Schubert, Haydn, Mahler, Duparc et Fauré. Accompagnateur : Geoffrey Parsons (le 1<sup>er</sup> octobre au Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30).

— L'ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE FRANCE sous Telemann, Vivaldi et Bach aux Thermes du musée de Cluny (le 26 septembre, à 19 h.).

— LE BARBIER DE SEVILLE de Rossini par l'Orchestre lyrique et les chœurs de l'O.R.T.F., sous la direction d'Enrico Boncompagni, avec Manuel González, Anita Terzian, Charles Burles, Gianni Socci, Paul Marinon, etc. (le 26 septembre au studio 104 de la Maison de l'O.R.T.F., 20 h. 30).

— INAUGURATION DES ORGUES RECONSTRUITES DE L'ABBAYE DE SAINT-VICTOR A MARSAILLE par Michel Chapuis (le 27 septembre, à 21 h.) : Un instrument de cinquante jeux, restauré par Jean Demand de Villeurbanne.

— SERGIO CELIBIDACHE DIRIGE l'Orchestre de la Pie voleuse, de Rossini, le Concerto pour violoncelle de Dvorak (soliste : Pierre Fournier), la Valse de Ravel et Métaboles de Duklénov (le 2 octobre au Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30).

### Disques

#### STRAVINSKY CUBISTE

Homme à tout faire de la maison. Philippe et chef à haut rendement discographique, le Hollandais Bernard Haitink

se spécialise décidément dans l'enregistrement d'œuvres contrastées à son tempérament. Toujours mesuré, placide et concentré, il choisit un répertoire jadis pour le faste, la violence ou la démesure. Jadis, les poèmes symphoniques de Liszt; aujourd'hui, le Stravinsky « cubiste » d'avant-guerre, résumés en trois disques proprement emballés dans un album à prix réduit, s'adresse surtout aux consommateurs pressés.

(Les Trois Grands Ballets de Stravinsky, par l'Orchestre philharmonique de Londres sous la direction de Bernard Haitink. 3x30 cm., Philips, en souscription, 6747 094, 85 F.).

#### BACH-JANUS

Voici donc réunis sous une seule étiquette les concertos brandebourgeois, les suites pour orchestre, les concertos pour un et plusieurs violons, pour un et plusieurs clavecins, et ceux pour divers instruments. Outre le choix des solistes (Gazelloni, Larrieu, etc.) cette vaste entreprise a l'intérêt d'avoir mobilisé deux groupes d'exécuteurs qui tout oppose :

la nationalité, l'esprit, le style. Bach présente ainsi ses deux visages : apollinien dans l'interprétation d'I Musici, dionysiaque dans celle de l'English Chamber Orchestra. Les qualités techniques et musicales s'équilibrent.

(Œuvres pour orchestre de Bach, par I Musici et l'English Chamber Orchestra sous la direction de Raymond Leppard. 9 x 30 cm., Philips, en souscription, 199 F.).

— CONCERTOS N° 12 ET 19 POUR PIANO ET ORCHESTRE DE MOZART, par Daniel Barenboim et l'English Chamber Orchestra. (EMI : C 069 02427) : Barenboim n'a pas tout à fait renoncé à sa manie des « faux accents » et des « suspenses » expressifs. Mais quel chemin parcouru vers Mozart depuis sa première apparition à Paris !

— DEUXIÈME CONCERTO POUR PIANO DE BRAHMS, par Alfred Brendel et l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, sous la direction de Bernard Haitink (Philips : 6500 767) : Là où Brendel cherche l'éclat et trouve l'équilibre, Brendel interroge chaque note. Même sa douceur est encluse.

## Musique

#### KOKOSCHKA à Paris

Aquarelles, dessins et projets d'affiches d'Oscar Kokoschka au musée de la Ville de Paris. Viennois de quatre-vingt-huit ans, vivant aujourd'hui en Suisse, c'est la première manifestation dans un musée français de cette figure majeure de l'expressionnisme germanique. Il a conduit la peinture frénétique du portrait aux profondeurs de la plus pénétrante analyse psychologique. (Du 27 septembre au 17 novembre.)

#### CENTENAIRE DE L'IMPRESSIONNISME au Grand Palais

Il y a cent ans s'ouvrait dans l'atelier

du photographe Nadar, boulevard des Capucines, la première exposition impressionniste. Pour rappeler l'événement, on a rassemblé un certain nombre de toiles, choisies parmi les plus prestigieuses, les plus proches de 1874, les plus évocatrices de la diversité des tendances et des tempéraments d'un groupe qui ne prétendit jamais à la cohérence doctrinale. Une quarantaine seulement. L'exposition n'est donc ni une rétrospective ni un essai d'analyse historique (qui reste à faire ou à compléter) — la difficulté des prêts et les prix d'assurance ne le permettent pas —, mais une évocation, une sorte de fête commémorative qui soutient un ensemble de documents et un spectacle audiovisuel.

#### POUR MÉMOIRE à l'Arc 2

Berthelin, Bertrand, Bottanelli, Gasiowski, Le Gac, Lesté, Monory, Thelmer, Thibaut : neuf artistes, neuf musées personnels. Des objets insolites, thématiques, des photos jaunies, des textes, des documents, sans autre valeur qu'affective, réunis, conservés, des peintures aussi, mais marquées par le gel du temps. Pour illustrer un des aspects de la création artistique d'aujourd'hui, un courant qui se nourrit de souvenirs, de temps vécus — de références culturelles, littéraires surtout, du côté de chez Proust. L'exposition vient de Bordeaux, via La Rochelle.

#### LES PEINTRES-GRAVEURS à la Bibliothèque nationale

Lire notre article page 17.

#### DERNIÈRES SEMAINES

CEZANNE à l'Orangerie : Tous les Cézannes des musées nationaux rassemblés pour la première fois à l'Orangerie. Quatre-vingt pièces recourent l'ensemble de l'œuvre du peintre.

— LES INCUNABLES DE LA COLLECTION EDMOND DE ROTHSCHILD au Louvre : Gravure sur bois ou xylographie, gravure sur métal ou manières criblées héritées des orfèvres ; cartes à jouer, calendriers de tous les jours ; livres populaires. La technique de la gravure en relief du quatorzième siècle.

## Arts

ERMITAGE • UGC MARBEUF • ROTONDE CLUNY ÉCOLES • OMNIA BLD • MURAT  
périphérie : CYRANO (Versailles)

- ★ Un festival d'irrévérences aux vertus toniques... JOURNAL DU DIMANCHE
- ★ Audiard renoue avec ses succès d'antan... L'AUDORE
- ★ Quand la 5<sup>ème</sup> (République) est vue et corrigée par Michel Audiard, permettez-moi de vous dire que ça vaut le détour... R.T.L.
- ★ "VIVE LA FRANCE" égale : Liberté, Férocité, Trivialité... FRANCE-SOIR
- ★ Audiard au mieux de sa forme... on retrouve sa verve des plus beaux jours... le rire fuse... LE FIGARO

un film de Michel Audiard  
**VIVE LA FRANCE**

Le THÉÂTRE DES MATHURINS annonce sa réouverture le samedi 28 à 21 h., avec la représentation du « PIERRE BLEU », ou « Méfiez-vous des autobus », une nouvelle comédie de Victor LÉNOUX, mise en scène par l'auteur, avec comme principaux interprètes : ODETTE LAURE, PASQUALE, GILBERT STAGNET, BERNARD ALANE.

MICHODIÈRE  
pierre  
bruno darras  
carel  
L'ARNACHEUR  
de pierre bruno  
2<sup>ème</sup> année

THEATRE DE LA RENAISSANCE  
avec Productions présent  
**MOULLOUDJI**  
Location : Théâtre, Agences et par téléphone 208 18 50

Emmanuelle  
"Le film de l'année"  
vu par Sincé  
C'est depuis qu'elle a vu EMMANUELLE !  
Aux cinémas : TRIUMPHÉ • MARIVAUX  
PARAMOUNT MONTFARGESSE  
PARAMOUNT ORLÉANS  
PARAMOUNT MONTMARTRE  
ARLEQUIN • PARAMOUNT MAILLOT  
LUX BASTILLE • STUDIO ALFA  
GRAND JAPON • PLAZA • GALAXY  
Périphérie : PARLY II • ARTEL (Rue)

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
**COLOMBE**  
de JEAN ANOUILH  
avec  
DANIEL LEBRUN  
DANIEL COLAS  
ANNETTE POIVRE  
LUCIE GARCIA VILLE  
ANGELO BARDI  
JEAN-PIERRE DRAVEL  
MICHEL BOY  
ROLAND PIETRI  
ROBERT MURZEAU  
PIERRE BERTIN  
20 H 30

1<sup>er</sup> LE 27 SEPTEMBRE - 100 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
THEATRE HENRI VARNA  
avec Europe 1  
**LA REVOLUTION FRANCAISE**  
ROCK - OPERA  
23, RUE MOGADOR 255 26 80 674 35 73 • SOIRÉE 20H45 DIMANCHE 14H45 (Relâche lundi)

موسيقى الراحل







## Expositions

## Paris

**CENTENAIRE DE L'IMPRESSIONNISME** — Grand Palais, entrée avenue du Général Eisenhower (221-81-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F. le samedi : 5 F. (gratuite le 31 octobre). Jusqu'au 24 novembre.

**CEZANNE DANS LES MUSÉES NATIONAUX** — Musée de l'Oratoire des Ternes (073-99-40). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F. le samedi : 4 F. (gratuite le 1<sup>er</sup> octobre). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (205-35-25). Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. Entrée : 3 F. (gratuite le dimanche de 14 h. à 18 h.). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE** — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 octobre.

**DELAUROUX ET PAUL HUE** — Musée Delacroix, 6, place Fustberg (03-04-87). Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 10 décembre.

## Galleries

**QUATRE CENTES ANS DE FANTASTIQUE** — Galerie J.-C. Gaubert, 27, rue Godefroid (03-04-68).

**HANS HARTUNG** (peintures 1973-1974) — Galerie de France, 3, faubourg Saint-Honoré (265-69-37). Jusqu'au 12 octobre.

**WIFREDO LAM** (œuvres de 1935 à 1946) — Galerie Albert Lob, 10, rue des Beaux-Arts (833-06-87). Jusqu'au 12 octobre.

**MICK RICHIE** et **BAR-TAL**, 1, rue Dufrenoy (594-26-85). Jusqu'au 14 octobre.

**ROGER NELLEN** — Galerie Alexandre Jolas, 106, bd St-Germain (222-75-50). Jusqu'au 12 octobre.

**GEORGES TOURNAI** — photographes — Galerie Wilson, 1, rue Jacob (333-25-17).

**SALON DES PEINTRES DU MOUVEMENT ABSTRAIT** — Média de l'O.R.T.F., 116, avenue du Président-Kennedy (hall d'honneur, premier étage) (834-07-70). Tous les jours, de 11 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 20 octobre.

## Banlieue

**CORREY-ESSONNES** — 54, rue de la République (01-40-11-11). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 20 octobre.

**JOAN MIRÓ** — Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 8 F. le samedi : 5 F. Jusqu'au 15 octobre.

**Œuvre gravée** — au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 octobre.

**POUR MÉMOIRES** — SEBASTIEN, HERTZOG, BOLIVIANI, GASTON, ROWSKI, LE GAC, LESTIE, MONROY, THÉRIER, THÉRIER. — Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, A.B.C. 11, avenue du Président-Wilson (583-48-10). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 3 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 27 octobre.

**L'HOMME ET SON ESPRIT** — Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). À partir du 27 septembre.

**KOKOSCHKA** — aquarelles, œuvres graphiques. — Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

**ART VOIR** — KERSAUBOIS — C.N.A.C. 11, rue Bermyer (287-45-54). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h. Entrée libre. Du 1<sup>er</sup> au 7 octobre, de 10 h. à 19 h. Présentation de films d'art. Le jeudi 3 octobre, à partir de 17 h. les architectes R. Pigeon, R. Pigeon et G. Franchini répondront aux questions du public.

**LES PEINTRES GRAVEURS FRANÇAIS** — Bibliothèque nationale, Galerie Marnet, 58, rue de Richelieu (743-02-51). Tous les jours, de 11 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 29 septembre.

**RENN, orange** — du Luxembourg, 10, rue de Valenciennes, tous les jours, de 9 h. à 19 h. Jusqu'au 6 octobre.

**ART MAYA DU MEXIQUE** — Musée de l'Homme, place du Trocadéro (727-15-17). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 30 septembre.

**LA BANDE A SCENEGG** — Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-47-70). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

**LOUIS LÉVY** — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (551-01-34). De 10 h. à 12 h. 15 et de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. le dimanche : 2 F. Jusqu'au 30 septembre.

## Théâtres

## Les salles subventionnées

**OPERA**, 2, rue Scribe, 9<sup>e</sup> (073-30-30). les 25, 27, 1<sup>er</sup> oct. et 4 à 19 h. 30 : la Bohème ; les 28, 2 oct. et 5 à 19 h. 30 : les Noces de Figaro ; le 3, à 20 h. 30 : la Bayadère (acte III) ; l'après-midi d'un faune, Agon, le Fils prodigue, ballets (selon les gais).

**COMEDIE - FRANÇAISE**, Théâtre Molière, Carré Marigny, 9<sup>e</sup> (254-04-41 ou 742-37-31). les 25, 26, 27 et 28, à 20 h. 30 : les Matrons du feu ; le Légataire universel (relâche du 29 sept. au 7 oct.).

**THEATRE DE LA VILLE**, 10, quai de Ceveaux, 4<sup>e</sup> (887-54-27). les 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 20 h. 30, les 5 et 6, à 14 h. 30 : Nikolaï Dances Theatre.

**THEATRE DE L'EST PARISIEN**, 17, rue Malte-Brun, 20<sup>e</sup> (682-76-00). les 25, 26, 27 et 28, à 20 h. et vers 21 h. 30 : clowns ; le 4, à 20 h. 30 : Clowns Ensemble.

**Petit T.S.F.**, les 1<sup>er</sup>, 2, 4, 5 et 6, à 20 h. 30 : Brocatrice.

**Les autres salles**

**ACT-ALLIANCE FRANÇAISE**, 101, bd Raspail, 14<sup>e</sup> (545-97-37) (D. solr. L.). 20 h. 45, mat. dim. 15 h. et 12 h. 45 : la Nuit des lauphons.

**ANTOINE**, 14, bd de Strasbourg, 10<sup>e</sup> (306-77-71) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : le Tuba.

**ATHEUS**, place Charles-Dullin, 18<sup>e</sup> (504-49-24) (L.) 21 h. mat. dim. 15 h. : le 5<sup>e</sup> à la fin était le bang.

**ATHENES**, square Louis-Jouvet, 9<sup>e</sup> (073-82-52) (L.) 21 h. mat. dim. 15 h. : le 5<sup>e</sup> à la fin était le bang.

**BIOTHEATRE**, 4, rue Marie-Stuart, 2<sup>e</sup> (508-17-00) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : 12 rouge pour man-que carrel et plein.

**BOUFFES-PARISIENS**, 4, rue de Montigny, 9<sup>e</sup> (073-81-94) (L.) 20 h. 45, mat. dim. 15 h. : Monsieur Américain (16 25 à bureaux fermés).

**CARTE THÉATRIQUE**, 8, rue de Thionville, 3<sup>e</sup> (077-36-10) (D. L.). 21 h. mat. Sam. et dim. 16 h. Pourquoi la robe d'Anna ne veut pas descendre.

**COMEDIE CAUMARTIN**, 25, rue Caumartin, 9<sup>e</sup> (073-49-41) (L.) 21 h. 30, mat. dim. 15 h. 30 : Boing-Boing.

**COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**, 15, avenue Montaigne, 8<sup>e</sup> (252-17-00) (L.) 21 h. 30, mat. dim. 14 h. 45 : Colombes. Le lundi à 20 h. 30 : Romanisme d'acier et d'aujourd'hui.

**DAUNOU**, 7, rue Daunou, 2<sup>e</sup> (073-64-30) (D. L.). 21 h. mat. dim. 15 h. : Les portes claquent.

**DEUX-HEURES**, 36, bd de Clichy, 18<sup>e</sup> (066-06-35) (D.) 20 h. 30 : le B.I.D.

**ESSAÏON**, 6, rue Pierre-au-Lard, 4<sup>e</sup> (076-46-40) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : les Jours de la nuit.

**GYMNASE**, 38, bd de Bonne-Nouvelle, 9<sup>e</sup> (070-16-15) (D. solr. L.). 21 h. 30 : L'Amour fou ; le jeu, à 21 h. le sam. à 17 h. : For-tunat de Pégu.

**HERBERT**, 78, bd des Baignoires, 17<sup>e</sup> (087-21-23) (L.) 21 h. 30, mat. dim. 15 h. : L'Amour fou ; le jeu, à 21 h. le sam. à 17 h. : For-tunat de Pégu.

**GAITE-MONTMARTRE**, 24, rue de la Gaité, 14<sup>e</sup> (833-16-18) (D. solr. L.). 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 45 : les Jours de la nuit.

**GYMNASE**, 38, bd de Bonne-Nouvelle, 9<sup>e</sup> (070-16-15) (D. solr. L.). 21 h. 30 : L'Amour fou ; le jeu, à 21 h. le sam. à 17 h. : For-tunat de Pégu.

**HERBERT**, 78, bd des Baignoires, 17<sup>e</sup> (087-21-23) (L.) 21 h. 30, mat. dim. 15 h. : L'Amour fou ; le jeu, à 21 h. le sam. à 17 h. : For-tunat de Pégu.

**GAITE-MONTMARTRE**, 24, rue de la Gaité, 14<sup>e</sup> (833-16-18) (D. solr. L.). 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 45 : les Jours de la nuit.

**GYMNASE**, 38, bd de Bonne-Nouvelle, 9<sup>e</sup> (070-16-15) (D. solr. L.). 21 h. 30 : L'Amour fou ; le jeu, à 21 h. le sam. à 17 h. : For-tunat de Pégu.

**HERBERT**, 78, bd des Baignoires, 17<sup>e</sup> (087-21-23) (L.) 21 h. 30, mat. dim. 15 h. : L'Amour fou ; le jeu, à 21 h. le sam. à 17 h. : For-tunat de Pégu.

**GAITE-MONTMARTRE**, 24, rue de la Gaité, 14<sup>e</sup> (833-16-18) (D. solr. L.). 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 45 : les Jours de la nuit.

**GYMNASE**, 38, bd de Bonne-Nouvelle, 9<sup>e</sup> (070-16-15) (D. solr. L.). 21 h. 30 : L'Amour fou ; le jeu, à 21 h. le sam. à 17 h. : For-tunat de Pégu.

**HERBERT**, 78, bd des Baignoires, 17<sup>e</sup> (087-21-23) (L.) 21 h. 30, mat. dim. 15 h. : L'Amour fou ; le jeu, à 21 h. le sam. à 17 h. : For-tunat de Pégu.

**GAITE-MONTMARTRE**, 24, rue de la Gaité, 14<sup>e</sup> (833-16-18) (D. solr. L.). 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 45 : les Jours de la nuit.

**GYMNASE**, 38, bd de Bonne-Nouvelle, 9<sup>e</sup> (070-16-15) (D. solr. L.). 21 h. 30 : L'Amour fou ; le jeu, à 21 h. le sam. à 17 h. : For-tunat de Pégu.

**HERBERT**, 78, bd des Baignoires, 17<sup>e</sup> (087-21-23) (L.) 21 h. 30, mat. dim. 15 h. : L'Amour fou ; le jeu, à 21 h. le sam. à 17 h. : For-tunat de Pégu.

**HUCHETTE**, 23, rue de la Huchette, 5<sup>e</sup> (235-36-80) (D.) 20 h. 45 : la Cantatrice chauve, la Leçon.

**LA REUYERE**, 5, rue La Bruyère, 9<sup>e</sup> (874-76-99) (L.). 20 h. 45, mat. D. à 18 h. : De l'Influence des rayons gamma sur les marquantes (sous réserve).

**LUCERNAIRE**, 18, rue d'Odessa, 14<sup>e</sup> (236-97-23) (D. L.). 18 h. 30 : les Doubles Dames (chanson française) (jusqu'au 1<sup>er</sup>) ; 20 h. 30 : Peshphaz ; 22 h. : Molly Bloom ; 24 h. : Super-nuit de brasserie.

**MADEMOISELLE**, 18, rue de Buren, 9<sup>e</sup> (345-07-09) (D. solr. L.). 20 h. 30, mat. D. 15 h. et 18 h. 30 : le Tour-nant.

**MATHURINS**, 35, rue des Mathurins, 9<sup>e</sup> (265-90-01) (D. solr. L.). 21 h. mat. 21 h. 15 et D. 15 h. : le Féd-bieu ou Mafieu-vous des autobus.

**MICHEL**, 28, rue des Mathurins, 9<sup>e</sup> (265-90-02) (D. solr. L.). 21 h. 15 h. 30 : Duos sur canapé.

**MICHOUDIERE**, 4 bis, rue de la Michodière, 9<sup>e</sup> (742-35-22) (L.). 20 h. 30, mat. D. 15 h. : l'Amateur.

**MONTMARTRE**, 31, rue de Montmartre, 14<sup>e</sup> (345-90-00) (D. solr. L.). 21 h. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**MOUFFETARD**, 78, rue Mouffetard, 13<sup>e</sup> (742-35-22) (L.). 20 h. 30, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**NOUVEAUTES**, 24, bd Poissonnière, 9<sup>e</sup> (770-53-70) (L.). 20 h. 45, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**OUVRES**, 55, rue de Clichy, 9<sup>e</sup> (874-45-82) (D. solr. L.). 20 h. 45, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**PALEIS ROYAL**, 38, rue Montpensier, 1<sup>e</sup> (742-35-22) (L.). 20 h. 30, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**ROCHE-MONTMARTRE**, 73 bd de Montpensier, 14<sup>e</sup> (545-92-97) (D.). 21 h. 45, 15 h. et 20 h. 45 et 22 h. 30 : le Premier.

**SAINT-GEORGES**, 51, rue Saint-Georges, 9<sup>e</sup> (874-45-82) (D. solr. L.). 20 h. 45, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**TERRE**, 61, rue Lepic, 18<sup>e</sup> (066-06-35) (D. solr. L.). 20 h. 30, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**THEATRE DE LA COUR DES MIRACLES**, 22, avenue du Maine, 18<sup>e</sup> (545-92-97) (D.). 20 h. 30 : Glaton de la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**THEATRE D'ORSAY**, 21 Anatole-France (545-92-97) (D. solr. L.). 20 h. 30 : Glaton de la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**THEATRE DE LA PLAINE**, 15, rue du Général-Lafayette, 15<sup>e</sup> (232-25-12) (L.). 20 h. 30, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**THEATRE PRESENT**, 211, av. Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup> (203-02-55) (D. L.). 20 h. 30 : Zut.

**THEATRE**, 20, rue de Chapelle, 9<sup>e</sup> (874-25-34) (L.). 20 h. 45, mat. D. 15 h. : l'Amateur prend la mouche (partie du 28).

**TRIOLOPTE**, 74, rue Mouffetard, 13<sup>e</sup> (232-05-54) (D. L.). 21 h. : l'Inconfortable.

**Les cafés-théâtres**

**AU REC F.N.**, 61, rue Thérèse, 1<sup>e</sup> (742-35-22) (D.). 21 h. 30 : Oratoire ; les Dactyles ; 22 h. 45 : Patrick Font et Philippe Val ; 54 h. : l'Amateur.

**AU VERT CHIC PARISIEN**, 18, rue d'Odessa, 14<sup>e</sup> (236-97-23) (D.). 20 h. 30 : L'Amateur ; 22 h. 45 : l'Amateur ; 24 h. : l'Amateur.

**PALEIS ROYAL**, 38, rue Montpensier, 1<sup>e</sup> (742-35-22) (L.). 20 h. 30, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**ROCHE-MONTMARTRE**, 73 bd de Montpensier, 14<sup>e</sup> (545-92-97) (D.). 21 h. 45, 15 h. et 20 h. 45 et 22 h. 30 : le Premier.

**SAINT-GEORGES**, 51, rue Saint-Georges, 9<sup>e</sup> (874-45-82) (D. solr. L.). 20 h. 45, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**TERRE**, 61, rue Lepic, 18<sup>e</sup> (066-06-35) (D. solr. L.). 20 h. 30, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**THEATRE DE LA COUR DES MIRACLES**, 22, avenue du Maine, 18<sup>e</sup> (545-92-97) (D.). 20 h. 30 : Glaton de la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**THEATRE D'ORSAY**, 21 Anatole-France (545-92-97) (D. solr. L.). 20 h. 30 : Glaton de la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**THEATRE DE LA PLAINE**, 15, rue du Général-Lafayette, 15<sup>e</sup> (232-25-12) (L.). 20 h. 30, mat. D. 15 h. : la Bande à Glaton (16 25 à bureaux fermés).

**THEATRE PRESENT**, 211, av. Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup> (203-02-55) (D. L.). 20 h. 30 : Zut.

**THEATRE**, 20, rue de Chapelle, 9<sup>e</sup> (874-25-34) (L.). 20 h. 45, mat. D. 15 h. : l'Amateur prend la mouche (partie du 28).

**TRIOLOPTE**, 74, rue Mouffetard, 13<sup>e</sup> (232-05-54) (D. L.). 21 h. : l'Inconfortable.

**43-68** (D.). 20 h. : Bonjour, ça va ? ; 22 h. 30 : En avant les pro-grès ; 24 h. : l'Amateur prend la mouche











	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)	35,00	40,88
minimum 15 lignes de hauteur		

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### GROUPE LAFARGE

offre possibilités intéressantes de carrière (ingénieurs d'usine, ingénieurs d'affaires, travaux neufs, etc.)

#### INGÉNIEURS

- MINES
- E.C.P.
- A.M. - ICAM - ECAM
- E.S.E. (section électrotechnique).

Des ingénieurs seront orientés selon leurs aptitudes.

**SITUATIONS D'AVENIR POUR CANDIDATS DE PREMIER PLAN ACCEPTANT UNE MOBILITE TANT SUR LE PLAN GEOGRAPHIQUE QUE DANS DIFFERENTES FONCTIONS A L'INTERIEUR DU GROUPE.**

**etap**

Ecrire sous réf. D.V. 150 AM, 4, rue Massenet, 75016 PARIS. DISCRETION ABSOLUE.

### SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE (8°)

#### COLLABORATEURS

DEBUTANTS

diplômés enseignement supérieur (grandes écoles scientifiques ou commerciales, université).

Adresser C.V. sous réf. 8712, P. LICHOU, S.A., 16, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.



Développe l'équipe de formateurs techniques assurant la formation des spécialistes de l'exploitation et de la maintenance de matériels mécaniques et électroniques en France et à l'étranger.

### INGENIEURS GRANDES ECOLES ou assimilés

ayant les spécialités suivantes :

- **UN HYDRAULICIEN**  
ayant la pratique des circuits et des servomoteurs hydrauliques.
- **UN MECANICIEN**  
ayant la pratique de l'étude et de la mise au point de moteurs.
- **DEUX RADARISTES**  
ayant la pratique de l'étude, la fabrication ou l'exploitation de matériel.
- **DEUX INGENIEURS**  
ayant la pratique de l'étude et de la réalisation de systèmes utilisant des petits calculateurs.
- **UN ELECTRONICIEN**  
ayant la pratique des circuits émission-réception en hautes et basses fréquences.
- **DEUX ELECTRONICIENS**  
ayant la pratique des circuits logiques.
- **UN CHEF DE STATION RADAR**  
ayant la pratique de la direction d'équipes d'exploitation de système radar et de leur maintenance.

Les candidats reçoivent avant :

- une expérience d'étude, de fabrication ou d'exploitation de matériels
- l'anglais parlé et écrit (parfaitement assuré par le Centre)

Adresser lettre et curriculum vitae ou prendre rendez-vous au CIEFOP - 83/85, boulevard de la Gare - 75013 PARIS. Téléphone : 589.89.30 - Poste 3012

La filiale française d'un groupe de produits chimiques internationaux, leader mondial dans sa branche, cherche un

### DIRECTEUR MARKETING

NIVEAU DIRECTION GENERALE

Après 35 ans minimum, vous avez déjà bien mis en pratique vos connaissances de gestion que vous avez acquises dans l'enseignement supérieur. Vous voulez changer de situation pour gagner 5 à 10 ans dans votre plan de carrière et accéder à des responsabilités beaucoup plus larges. Votre salaire actuel approche ou dépasse 100.000 francs par an.

Vous êtes, de préférence, un excellent spécialiste de produits grand public de très large diffusion, à relation large, vendus dans des réseaux de distribution spécialisés (pharmacie, ameublement, droguerie, par exemple).

Vous savez :

- définir et mettre en œuvre une stratégie product et distribution ;
- négocier vous-même les contrats importants ;
- tenir compte des objectifs de profit ;
- recruter, former, animer des représentants ;

Vous parlez couramment l'anglais et peut-être l'allemand.

Notre Société qui emploie 200 personnes et réalise 30 millions de C.A. est située dans la région parisienne.

Sur la marche à suivre, toutes les conditions d'une possible embauche sont réunies : les produits que nous avons vendus en Grande-Bretagne et dans le monde, notre excellente réputation dans la distribution, la courtoisie d'affaires existant, la dispersion de la concurrence, les moyens que nous sommes décidés à vous offrir.

Adresser votre candidature sous forme de lettre manuscrite, avec photo et curriculum vitae détaillé, à :

Réf. 101

P.A. TUFFAL, MCS/Marketing Conseil Services

59, rue de Poitiers - 75008 PARIS

MS

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux



### LE GROUPE PIERRE FABRE A CASTRES (TARN)

réf. 1974 un CA de 250 MF (produits pharmaceutiques et cosmétiques). Il compte 1.500 collaborateurs et 5 filiales à l'étranger.

Nous cherchons son

#### directeur général adjoint

pour prendre en charge les fonctions administratives et financières de l'entreprise. Il dirige les services administratifs, le service financier, les services comptables (comptabilité générale et analytique), le contrôle de gestion, l'organisation et l'informatique (100 personnes dont 25 cadres).

Ce cadre de formation supérieure, grande école ou université, peut être aujourd'hui secrétaire général, directeur financier, d'une entreprise de même dimension. Il s'intègre à la Direction générale du groupe mais c'est avant tout un opérationnel.

Les Directeurs intéressés établissent un premier contact en adressant leur dossier de candidature (ss réf. 2626 M) à G. BARDOU.

**ALEXANDRE TICS.A.**

10, RUE ROYALE-75008 PARIS

membre de l'ANCERP

Nous sommes un groupe industriel international dans le secteur de la production de moteurs et la fabrication d'appareils pour l'entretien des aéronefs.

Pour la Direction Générale de notre entreprise, comptant environ 500 personnes, dans le sud-ouest de la France.

Nous cherchons un

### DIRECTEUR

Les devoirs principaux sont : d'une part, la gestion du département de production et, d'autre part, la collaboration compétente à diriger les autres services (marketing, finances, personnel) dans le but d'assurer la rentabilité de l'entreprise.

Nous attendons une formation académique à orientation technique et des capacités particulièrement entrepreneuriales ; plusieurs années de pratique dans la gestion avec succès d'une entreprise ou d'une succursale importante ; si possible une large expérience avec l'étranger et la connaissance de la langue française et allemande ; style de commandement clair, dévoué et motivé.

Vous trouvez chez nous une position d'avenir avec une grande responsabilité confiée avec les compétences nécessaires.

Si cette fonction vous intéresse et que vous remplissez les principales conditions requises, veuillez nous adresser votre offre manuscrite avec C.V., copies de certificats et références. En agissant à votre position actuelle, il va sans dire que nous traiterons votre candidature avec la plus entière discrétion.

Demandes sous chiffrage 40.138 à l'adresse de :

I.V.A. S.A. - Case postale, 8055 - ZÜRICH/Suisse.

Pour ses services de COMMUNICATION ELECTRONIQUE

LE CENTRE NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS

LANNION

recherche

INGENIEUR-INFORMATICIEN

(E.S.E. - E.N.S.T., etc.)

Minimum 5 ans d'expérience professionnelle en systèmes ou en C.A.O. ou en bureautique.

Ecrire au M. M. GRALL, R.C.I./S.I.C. - C.N.E.T. Lannion, 2200 LANNION.

Téléphone : (06) 39-30-41.

### chef de service

#### entretien industrie lourde

Pour diriger les services entretien, de deux de nos usines, un groupe industriel international recherche deux ingénieurs d'entretien expérimentés.

Appelés à diriger chacun plus de 70 personnes, l'un dans le Nord de la France, l'autre en Suède, il leur faudra une bonne expérience de la conduite des hommes et des connaissances solides dans les branches les plus diverses : outre l'électricité et la mécanique, la chaudronnerie, la fonderie...

Des notions d'anglais sont souhaitées.

Envoyer rapidement à EUREQUIP sous réf. 3314 en précisant la région préférée (Colère, Suède).

**EUREQUIP**

40, av. de Président Wilson, 75116 Paris

pour poursuivre son développement crée son poste de

### CHEF DES VENTES

La Direction Commerciale du Département cherche à déléguer des fonctions d'animateur et d'analyste du marché à un Cadre de formation BSC ou équivalent.

Dans tous les cas, il sera exigé une expérience de l'animation d'équipes commerciales, de présence au milieu industriel.

Ce poste de haut niveau sera confié à une « personnalité » susceptible de développer à une structure commerciale particulièrement performante.

Adresser C.V. manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel à :

**MORENO CONSEIL** REF. 7438

3, cité d'Hautville - 75010 Paris.

17, r. de Courmeaux, 91000 Evry.

### GROUPE FINANCIER NATIONAL

recherche pour une Grande Ville

Universitaire de l'Ouest

#### chef département informatique

capable d'animer une équipe d'une cinquantaine de personnes et de collaborer à la définition de la politique informatique de l'établissement dans un contexte d'élargissement.

Les candidats devront avoir :

- une formation de base supérieure
- 7 ans minimum expérience informatique
- une responsabilité d'encadrement

Des connaissances bancaires seront très appréciées.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 54689 à Havas Contact 156 Bd Haussmann, 75008 Paris

**ATTACHÉ DIRECTION**

- 35 ans minimum ;
- Contrôleur de gestion ;
- Responsable fonction financière ;
- Supervisant comptabilité générale ;
- Sens organisation et méthode ;
- Esprit d'équipe développé ;
- Formation grande école commerciale souhaitée (E.C.P. - ESCP - ESC) ou équivalent ;
- 5 années minimum d'expérience poste similaire dans la moyenne industrie.

POUR REGION GRENOBLE

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à HAVAS, N° 14.394 - 38000 GRENOBLE.

### UNE FORTE PERSONNALITÉ

pour « driver » et « alimenter »

LE DEPARTEMENT ETUDES ET RECHERCHES d'une Société de Produits manufacturés en élastomères, filiale d'un Groupe Multinationnel.

C'est un Art et Métiers en Continuel avec spécialités mécaniques et automobiles.

Connaissance dans domaine caoutchouc serait appréciée.

Adresser C.V. man. et dét. avec photo et salaire actuel à :

**MORENO CONSEIL** REF. 7438

3, cité d'Hautville - 75010 Paris.

17, r. de Courmeaux, 91000 Evry.

**Importante Société Industrielle de constructions de biens d'équipement (installations sidérurgiques, appareils de levage et de manutention, chaudronnerie, charpente)**

recherche

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

qui sera chargé de la prospection, de la vente et du suivi des affaires dans la région Nord.

Le poste conviendrait à candidat ayant quelques années d'expérience dans une fonction similaire et la connaissance de la région.

— Résidence dans grande ville du Nord.

— Petite délocalisation fréquente.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions, 27, rue Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

**CREDIT AGRICOLE DU GARD**

recherche

### INGENIEUR SYSTEME

ayant responsabilité du Groupe Système Formation supérieure ; expérience ou connaissance D.O.S. et si possible O.S. ; Formation minimum C.I.C.S. indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Gard, Boîte postale 40, 14, boulevard des Arènes - 30007 NIMES.

### chef de fabrication

dépendant directement du directeur d'atelier. Il est chargé des méthodes et est responsable de l'exécution des programmes de production et du délai de livraison. Il contrôle la qualité. Il a sous son autorité l'ensemble des ateliers de fabrication.

C'est un ingénieur textile ou équivalent qui participerait à la direction d'ateliers de confection employant du personnel féminin. Le goût de l'organisation, de la productivité, de l'initiative, des compétences en formation, le sens du commandement et des contacts humains, sont des atouts supplémentaires pour réussir à ce poste.

Les ingénieurs intéressés peuvent établir un premier contact en adressant leur dossier de candidature (ss réf. 241 M) à M. D. Barré.

**ALEXANDRE TICS.A.**

10, RUE ROYALE-75008 PARIS

membre de l'ANCERP

**Importante Société recherche pour Usine Centre de la France**

### jeune ingénieur

ayant quelques années d'expérience dans l'étude et réalisations de petits transformateurs pour diriger laboratoire de recherche appliquée. Connaissance électronique indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 54623 à Havas Contact 156 Bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

**URGENT.** Etablissement financier, région Centre, 160 km. de PARIS, recherche PROGRAMMEUR, 40 ans, expérience COMPT. et IDS, études, LCP souhaitée, débiteur stable, Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé et références, à Havas Bole, sous le n° 3114 qui transmettra.

Société pétrolière rech. pour gestion poste autoroutier

**COLLABORATEUR**

ayant connais. ventes, comptabilité, direction de personnel, débiteur stable, Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé et références, à Havas Bole, sous le n° 3114 qui transmettra.

Envoyer C.V. et photo à Monsieur DALAHER, Boîte postale n° 107, 76015 ROUEN CEDEX.

Société d'Etudes de Systèmes mécaniques et électroniques

recherche

**1 INGENIEUR ELECTRONICIEN**

5 à 10 années d'exp., E.S.E. ou équivalent pour prendre responsabilité du service Electronique. Une bonne expérience en assemblages centralisés de mesure interférence calculateur souhaitée. Env. C.V. manuscrit et prétentions, à METAYER, 164, rue de la République, Paris 14, tél. 640, qui transmettra.

**STE FABR. TEXTILE**

Ingénieur en chef

C.A. indépendant en développement constant

**SON COMPTABLE**

(comptabilité - gestion).

Prévoir candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à S.I.M.T., B.P. 127, MONACO.

**STE FABR. TEXTILE**

Ingénieur en chef

C.A. indépendant en développement constant

**SON COMPTABLE**

(comptabilité - gestion).

Prévoir candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à S.I.M.T., B.P. 127, MONACO.

### emplois féminins

IMPORTANTE

AGENCE CONSEIL

COMMUNICATION

région RHONE-ALPES

offre poste

**ASSISTANTE**

**CHEF PUBLICITE**

possédant bonne pratique professionnelle

Méthode et gestion des budgets, dactylographie souhaitée.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V. n° 4184, HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

**CLINIQUE CHIRURGICALE DE L'ARCHE**

84, av. du Louvre, 69-08

— INFIRMIERES D.E. 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup>

— INFIRMIERES D.E. paraméd.

AIDES-SCIENTIFIQUES diét.

Pour services : CHIRURGIE GENERALE, NEUROCHIRURGIE, BLOC OPERATOIRE

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à S.I.M.T., B.P. 127, MONACO.



	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,66

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

**NOUS SOMMES le n° 1 de la ROBINETTERIE INDUSTRIELLE 1/4 de TOUR manuelle ou automatique**

- Nous avons :
  - 4 lignes de produits :
  - 4 unités de production :
  - Notre équipe de travail moderne, responsable :
  - Notre équipe de vente est jeune, entreprenante et participative :
  - Nous complétons et assurons la formation de nos collaborateurs.

**SI VOUS AVEZ :**

- Une formation technique de base ou des aptitudes aux problèmes techniques simples (connaissances robinetterie non indispensables) ;
- Un sens développé de la méthode, disponibilité, contact, négociation ;
- Un dynamisme de la vente et savez vendre.

**SI VOUS VOULEZ :**

- prendre une fonction passionnante

**D'AGENT TECHNICO-COMMERCIAL responsable secteur**

avec large autonomie, évolution de carrière ouverte à court terme, relation suivante :

- Développement des ventes produits existants sur marchés actuels et nouveaux ;
- Recherche et lancement de produits nouveaux ;
- Participation à l'élaboration de la politique commerciale de la Société.

Dans l'un ou l'autre des secteurs ci-après :

- 1/2 PARIS + banlieue rayon 50 km ;
- 2/ FRANCE-EST ;
- 3/ FRANCE-SUD.

Envoyez rapidement C.V. manuscrit avec photo, précisant, détail de disponibilité, secteur demandé à :

**Bi.E.O. 3, rue de Téhéran - 75008 PARIS.**

chargé de recruter et de sélectionner les candidats à une REUNION D'INFORMATION sur notre société, notre organisation et les postes à pourvoir.

**DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE GÉNÉRALE D'ENSEMBLES INDUSTRIELS**

recherche pour son siège social à PARIS

**AGENT DE RELANCE QUALIFIÉ**

Chargé du suivi des commandes et de la relance des fournisseurs.

Expérience de plusieurs années dans la fonction existante.

Connaissances de l'anglais souhaitées.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 5005. 3, rue de Châteauneuf, 75002 PARIS.

**ENTREPRISE MÉTALLURGIQUE Région NORD-EST PARIS**

RECHERCHE POUR EXOPIER SON SERVICE ACHATS

**CHEFS DE GROUPE**

ayant sérieuse expérience d'ACHETEURS dans plusieurs des secteurs suivants :

- Produits métallurgiques ;
- Plâtres embouties ;
- Plâtres unifiés sur plan (petites et moyennes séries) ;
- Mécano-soudure.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 5005. 3, rue de Châteauneuf, 75002 PARIS.

Nous sommes une moyenne entreprise en forte expansion (C.A. 72 : 6 M. C.A. 74 prévu : 22 M.). Rattachés depuis peu à un important groupe anglais, nous avons les moyens de poursuivre une croissance rapide, occupant par ailleurs un créneau très porteur sur le marché Bâtiment et T.P.

Notre P.-D.G. et l'équipe de direction (8 cadres) cherchent à imaginer et à mettre en place des solutions nouvelles pour tous les problèmes que pose la croissance de l'entreprise.

Pour mener à bien cette tâche, nous recherchons notre

**DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF**

Rattaché directement au P.-D.G., il doit :

- concevoir et améliorer les outils d'analyse financière ;
- établir les budgets, en contrôler l'exécution, et superviser les services comptables ;
- innover, en collaboration avec l'équipe de direction, dans le domaine de gestion des ressources humaines.

Administrateur du personnel.

Ce poste important intéresse un diplômé ESSEC ou HEC (option comptabilité et finances).

Après 32 ans minimum, possédant de solides connaissances comptables et juridiques et parlant l'anglais, la réputation est fournie des responsabilités impliquées par le poste et des qualifications du candidat.

Nous traiterons confidentiellement votre dossier (lettre man. + C.V. + 3 photos) que nous vous remercions de bien vouloir adresser :

sous REF. 121.573. 30, r. de Mogador, PARIS-8.

**MERCK SHARP et DOHME - CHIBRET** est la filiale de l'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux. Nos produits sont réputés et notre croissance enviable. Nous souhaitons intégrer à une équipe ambitieuse un jeune

**MEDECIN**

Sa mission ? vivre ses produits de A à Z. ce qui signifie :

- un rôle scientifique : rapports avec la recherche, clinique, prise en charge d'expérimentations ;
- un rôle de formateur et de conseiller vis à vis du marketing et de la visite médicale ;
- un rôle de relations publiques (conception des opérations, courrier médical, ...).

Ce médecin a de préférence une première expérience d'environ un an de l'industrie pharmaceutique. Il devra s'attendre à de très fréquents déplacements et, surtout, avoir un goût très marqué pour les rapports humains. Enfin, une bonne connaissance de l'anglais parlé sera pour lui un atout. Son avenir ? Il en sera seul responsable.

**MSD** Envoyez votre lettre de candidature avec C.V. et photo à : MERCK SHARP et DOHME - CHIBRET Direction du Personnel 3, avenue Hoche - 75008 Paris

**MASSIOT PHILIPS**

ELECTRONIQUE MEDICALE RADIOLOGIE

recherche

**JEUNES INGENIEURS**

**JEUNES DIPLOMES**

**DE L'ENSEIGNEMENT COMMERC. SUPERIEUR**

**INGENIEURS COMMERCIAUX**

ayant 5 ou 5 ans d'expérience en électronique, pour son réseau de vente

- Formation assurée d'environ 6 mois.
- Bonnes possibilités d'avenir.

Adresser curriculum vitae et photo à : C.E.N.O.D. 60, rue Caumartin - 75009 PARIS.

**SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE**

leader dans sa branche

recherche

**INGENIEUR AGRO ou équivalent**

ayant expérience dans domaine extrusion.

Dans le cadre d'une équipe il sera chargé en particulier de la mise au point de produits nouveaux.

Envoyer C.V. à No 72032 - CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra - 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Groupes Importants (10.000 personnes), recherche pour une de ses filiales spécialisée dans la gestion immobilière :

**Un Directeur Juridique & Financier**

- pour prendre en charge la gestion de la Société, et l'élaboration à haut niveau des contrats clients.
- Adjoint direct du Président Directeur Général, il est appelé en fonction de ses qualités à prendre des responsabilités plus importantes.
- C'est un Financier qui a de bonnes connaissances de l'immobilier, acquises dans ce secteur, dans une Banque ou une Compagnie d'Assurances.
- C'est un homme de 32 ans minimum, qui allie l'envie de juger au goût de l'innovation.

Envoyez C.V. manuscrit et photo sous référence 1679 à Pierre LICHOU S.A. - 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

**BANQUE PRIVÉE**

FAISANT PARTIE D'UN TRÈS IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour

**L'OUTRE-MER**

**CADRE SUPÉRIEUR**

DESTINÉ À S'INTÉGRER À L'ÉQUIPE DE DIRECTION

- Formation universitaire ;
- Solide expérience bancaire ;
- Ayant assumé responsabilités ;
- Age minimum 35 ans.

Adresser demande manuscrite avec C.V. et photo à : 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

**DIRECTEUR D'ÉTUDES**

pour le Département **MAKROTEST**

**PARIS**

MAKROTEST, l'un des premiers instituts spécialisés dans les études de marketing pour les produits de grande consommation et les services (produits, publicité, image...) dispose d'un réseau national d'enquêteurs, de filiales en Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne et Italie, et de correspondants à l'étranger.

Le Directeur d'Études recherchera la responsabilité complète d'une clientèle et développera ses activités avec une équipe de chargés d'études.

Il devra prendre des initiatives dans le domaine des nouvelles techniques de développement et lancement de nouveaux produits.

Ce poste peut convenir à des personnalités, hommes ou femmes, qui ont l'ambition d'exercer une activité autonome et de progresser en fonction de leurs résultats. Formation souhaitée : HEC, HECF, Sc. po., Sc. éco. Expérience d'au moins trois années dans un institut d'études ou le service marketing d'un grand annonceur. Anglais courant nécessaire pour les relations avec les filiales.

Écrire à C. de FREMINVILLE, sous réf. M 50.002. Lettre man. et C.V. détaillé. Discretion assurée. 33, quai Gallieni, 92163 SURESNES.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS**

recherche pour un de ses établissements de moyenne importance (500 personnes) implanté dans la Banlieue Nord de Paris

**UN ADJOINT au CHEF du PERSONNEL**

Qui accèdera très rapidement à la fonction de Chef du Personnel.

Le candidat de formation universitaire, âgé au minimum de 35 ans, devra nécessairement avoir une expérience confirmée dans la fonction soit d'ADJOINT, soit de CHEF du PERSONNEL et présenter de solides références.

Le poste est à pourvoir immédiatement le candidat devra être libre très rapidement.

Adresser C.V. très détaillé et prêt sous le numéro 73.015, CONTEXTE PUBL. 20, av. Opéra, PARIS-17, qui transmettra.

La Direction Exportation d'un important LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE Banlieue Ouest

recherche

**médecin**

POUR :

- formation des délégués médicaux ;
- suivi des expérimentations cliniques à l'étranger ;
- information médicale.

Adresser candidature CV et photo s/réf. 7438 à Pierre LICHOU S.A. - 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

**GRANDE BANQUE** renouvelle et crée des postes à différents niveaux hiérarchiques dans son service

**Formation Professionnelle Continue**

Elle fait appel à tous diplômés (des) d'enseignement supérieur de la BANQUE OU DE L'INDUSTRIE ayant au minimum trois ans d'ancienneté dans leur métier et une connaissance de la fonction financière en entreprise.

Postes à Paris, avec quelques déplacements, exigent du goût pour les problèmes d'autrui, de l'imagination et une bonne santé morale et physique.

Travail dans une équipe expérimentée.

Préférence sera donnée aux candidats considérant cette affectation comme une étape dans leur carrière.

Adresser C.V., photo, prétentions à n° 8.640.

**COFAP** 10, rue de Châteauneuf 75002 Paris.

**Schlumberger**

Schlumberger Limited is a multinational company with sales of \$ 800 millions and an excellent growth and profit history. We are involved globally in the manufacturing of electronic instrumentation and providing technical services to the oil field industry.

**INTERNAL CONSULTING**

Due to recent promotions we need to fill several positions on our corporate staff which provides management services to subsidiaries. For our Paris office we are seeking young, aggressive individuals with strong management potential. Minimum qualifications for the successful candidate include a university degree and fluency in French and English. Either of the following backgrounds is desirable :

- 2 to 4 years experience in RDP with American or international firms.
- 2 to 4 years experience with a large public accounting firm.

Please submit resume in confidence to J. Kelly, Schlumberger Limited, 11, r. La Bodinière, 75019 Paris.

**responsable des ventes**

**PARIS**

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN SÉCURITÉ-SANITARIÈRE C.A. 13 M. en expansion continue dans un marché en pleine ascension, crée le poste de

**CHEF DES VENTES**

Les candidats devront :

- avoir 30 ans minimum ;
- apporter une expérience de la vente et, si possible, des connaissances en techniques de sécurité.

Peuvent éventuellement candidater étrangers.

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions C.V. détaillé sous réf. 83514 réponse et direction assurées, à :

**Groupe Opéra Sélection** 8 RUE DE LA MICHODIÈRE - PARIS 2<sup>e</sup>

مكتبة الامم المتحدة



offres d'emploi

**gan** Groupe des Assurances Nationales (Vie)

RECHERCHE

**jeune diplômé**

ESSEC, Sup de Co, Sciences Eco, Dauphine... ou équivalent pour son SERVICE ORGANISATION.

- procéder, à l'occasion de la mise en œuvre d'un nouveau système informatique, à des analyses et recherches sur les procédures administratives existantes.
- connaissances souhaitées en Informatique, soit pour l'organisation administrative et comptable.

Adresser CV et prétentions s. réf. 250 à Mme SERIAL-DEPREY, Service du Personnel, 2, rue Pilet-Will, 75448 - Paris Cedex 9.

Fonctionnement des structures  
Problèmes humains - Formation

Nous intervenons dans de petites entreprises, aussi bien que dans des groupes multinationaux.

Nous cherchons un

**CONSULTANT ET FORMATEUR**

Pour animer des sessions de formation (relations humaines et gestion), pour participer au perfectionnement de nos méthodes et de nos matériels pédagogiques, pour concevoir et exploiter des packages, pour intervenir en Conseil.

- Vous avez vécu en entreprise;
- Vous avez une bonne culture en psychologie et management;
- Vous acceptez de voyager.

Ecrivez sous référence, n° 73.018, CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

Important Groupe bancaire international, recherche pour son

**DÉPARTEMENT AFFAIRES**

**UN CADRE**

de formation supérieure

ayant quelques années d'expérience

Age minimum : 28 ans. - Parler anglais

pour négocier fusions, cessions ou acquisitions d'entreprises.

SA MISSION SERA DE :

- rechercher les partenaires;
- négocier leur rapprochement.

LE CANDIDAT DOIT AVOIR :

- du dynamisme;
- de la méthode;
- le goût du contact;
- le sens du concret.

Adresser lettre man., C.V., photo, n° 72.911, CONTEXTE Publiée, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui trans.

Bureau d'ingénieurs Conseils

recherche

**INGENIEUR DIPLOME**

(P.C. - GREF - T.P. etc...)

d'au moins 35 ans.

Pour être

**CHEF DE MISSION A L'ETRANGER**

(basin méditerranéen)

Il devra avoir un minimum de 7 ans d'expérience de l'hydraulique urbaine et avoir assumé des responsabilités. Des qualités d'organisateur et d'animateur sont nécessaires ainsi que de très bons contacts humains.

Il aura à mener à bien les études d'exécution de l'ensemble d'un important travail d'assainissement puis en assistance technique, à suivre les appels d'offres de marchés et leur exécution, et devra en particulier assurer des liaisons étroites avec les autorités administratives.

Durée de la mission : 4 ans.

Adresser CV sous référence 20.910 à :

**GEDEV SÉLECTION**

34 BIS, RUE VIGNON, 75003 PARIS

CENTRE CACHAN (94)

Finale Société multinationale anglo-saxonne

recherche son

**CHEF COMPTABLE**

Il devra avoir :

- Une expérience réelle des méthodes comptables anglo-saxonnes acquise dans un poste à respons. au sein de Sociétés Américaines ou Anglaises ou dans un cabinet d'audit.
- Une bonne pratique de l'Anglais.
- Une bonne connaissance de la législation fiscale et sociale française.

Sa mission sera :

- De préparer les comptes d'exploitation, les bilans et les états financiers à envoyer à la direction de Londres;
- De superviser toutes les opérations de comptabilité, les déclarations fiscales et la paie;
- De suivre la gestion des stocks.

Prévoir d'adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, à Mlle VOZAR, 32, rue Camille-Desmoulins - 94230 CACHAN.

**DIRECTEUR**

La Société (11,5 M de C.A. HT en 1973) est située à Orléans.

Elle constitue la société de commercialisation de quatre sociétés d'embouteillage et de découpage qui sont ses actionnaires. De plus, elle fabrique elle-même des outillages de presse.

Le Directeur recherche de formation AM ou équivalent, les plus de 35 ans, devra avoir dirigé un atelier de mécanique, connaître l'établissement des prix de revient et avoir participé à la vente de biens industriels.

Rémunération : 80.000F +

26 RUE MARSEUR - 75005 PARIS - vous adresser une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référence 410 M.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MÉTALLURGIE FINE (métaux précieux et rares) recherche pour diriger le service

**Etudes Travaux Neufs**

de son usine d'affinage chimique proche banlieue Est Paris et développer les études en vue de réalisations importantes à moyen terme

**UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ**

Formation ARTS et MÉTIERS de préf.

Possédant des qualités de Chef et ayant acquis une solide compétence en

**Chimie industrielle et électricité.**

Adresser lettre man., C.V., photo et prét. à n° 73.134, CONTEXTE Publi., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS recherche pour son SIÈGE à PARIS

**UN INGÉNIEUR CHIMISTE**

**CONTROLE - QUALITÉ**

Cet ingénieur appartiendra à la direction du contrôle et de la qualité. Il sera chargé, sous la direction de l'ingénieur qualité, du suivi de la qualité dans les différents usines de fabrication chimique et participera à la définition des spécifications techniques à respecter.

Sa Mission ira de l'analyse des procédés de fabrication à la connaissance et au maintien de la qualité des produits obtenus en passant par l'étude des qualités requises pour les matériels et les matières mises en œuvre.

Nous recherchons : un **INGÉNIEUR-CHIMISTE** DIPLOMÉ compétent en matière d'analyse physico-chimique du contrôle des produits chimiques et discontinues ayant quelques années d'expérience dans une grande entreprise chimique.

Adress. C.V. et prét., 12, qual Reaumur-IV, Paris (4<sup>e</sup>).

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE en pleine expansion - 2 300 personnes cherche pour son siège Social Banlieue Sud

**CADRE**

**FONCTION PERSONNEL**

**RELATIONS SOCIALES**

Bon niveau formation souhaité (Sciences Po, Droit, E.S.C., L.U.T.).

Expérience de la fonction indispensable

Atteint missions spéciales/Postes opérationnels, à responsabilité croissante.

Adresser curriculum vitae sous le numéro 72.998, CONTEXTE Publi., 20, av. Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>, qui tr.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE recherche

**INGÉNIEURS ET ANALYSTES**

Télétraitement, Expérimentés STAM et/ou TCAM, Paris, libre résidence. Envoyer C.V., photo et prétentions, à SOSI, 8, rue Juliette-Dodu - Paris (19<sup>e</sup>)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES BANLIEUE NORD DE PARIS recherche

**INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCE**

pour SERVICE EXPORTATION

- Formation supérieure;
- Anglais exigé;
- Age minimum 32 ans.

Expérience Exportation Bien Equipement et Formation électronique souhaitées.

Proximité gare S.N.C.F.

Ecrire avec C.V. détaillé, à n° 72.790, SPERAR, 75, Champs-Élysées, PARIS-8<sup>e</sup>, qui trans.

groupe pierre fabre

conçoit, fabrique, commercialise des produits médicaux, vétérinaires et cosmétologiques.

Le Directeur des ACHATS du Groupe recherche UN

**acheteur**

susceptible de prendre en charge rapidement les achats des articles de conditionnement : flaconnage - ampoules - matières plastiques - aluminium - (à l'exclusion des articles en papier et en carton).

Ce poste implique une connaissance des différentes techniques de fabrication de ces articles afin d'avoir, au moins, une compétence de dialogue avec les fournisseurs.

IL SERA CONFIE :

- soit à un acheteur confirmé ayant 7 à 8 ans d'expérience (une formation à l'Ecole Supérieure d'Approvisionnement constituera un atout important);
- soit à un jeune ingénieur de Fabrication (non débutant) désireux d'orienter sa carrière vers les Achats.

L'Entreprise est implantée à CASTRES.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à

F. CHEVALLIER - Groupe Pierre FABRE BOITE POSTALE 222 - 81106 CASTRES

**BANQUE INTERNATIONALE**

recherche

POUR SON SERVICE DU CONTRÔLE INTERNE

**2 COLLABORATEURS**

niveau gradé

30 ans minimum

QUALITÉS REQUISES :

- bonnes connaissances générales de la banque;
- plusieurs années d'expérience dans les services d'exploitation (minimum 3 à 5 ans);
- esprit d'analyse et de contrôle;
- objectivité, rigueur, persévérance.

Ecrire avec curriculum vitae à B.I.A.O., 9, avenue de Messine, 75008 PARIS.

**JEUNES DIPLOMÉS**

**DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

(Commercial, Économique, ou équivalent)

- Vous avez les capacités et l'ambition d'assumer rapidement des responsabilités;
- Vous avez des aptitudes prononcées à communiquer, à convaincre et à mener des négociations aux niveaux les plus élevés;
- Vous êtes attirés par une Société en pleine expansion où seuls vos résultats et votre personnalité motivent vos promotions;
- Une Société pour laquelle la FORMATION PERMANENTE n'est pas un vain mot (plus de 5 % de sa masse salariale).

Si vous êtes diplômés du Service National, votre candidature nous intéresse, que vous ayez des connaissances en informatique ou non. (Postes d'Ingén. Commercial Paris et province.)

Envoyer curriculum vitae à P. SALLOU.

**Burroughs** Informatique

230, avenue Laurent-Céty, 92231 GENEVILLIERS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE recherche :

**CADRE ADMINISTRATIF**

POUR COORDONNER LIAISONS CLIENTS - COMMERÇANTS

ou niveau traitement des commandes.

Doit être très au courant de :

- réaction marchés avec administrations, contrats, clause générale d'achat ou de vente;
- législation des prix;
- traitement des commandes.

ANGLAIS PARLER ET ÉCRIRE SOUHAITABLE.

Ecrire avec curric. vitae manuscrit, à n° 72.686, CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

STE D'ÉLECTRONIQUE BANLIEUE SUD-OUEST (120 personnes) recherche

**INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN**

POSITION 3

pour secondar Directeur technique et diriger un groupe d'ingénieurs d'études hardware.

Haut niveau technique, autorité et expérience

Adresser curriculum vitae et prétentions à C.O.P. sous le n° 235 CE, 23, r. Cavendish, 75019 Paris.

URGENT IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'IMPORT DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE ORSAV (81) recherche

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

ESSEC, HEC, SUPDECO 30 ans minimum.

expérience d'un poste similaire souhaitable.

Il doit nécessairement posséder :

- aptitude des relations humaines;
- le sens de l'organisation et du commandement;
- anglais exigé.

Libre rapidement.

Envoyer cur. vitae détaillé, photo, prétentions sous réf. 2310 à J. MANZON, 10, rue de l'Évangile, 75015 PARIS, qui transmettra.

CARTONNERIE REGION PARISIENNE recherche

**INGÉNIEUR-PAPETIER**

(A. et M. de préférence) pour poste ADJOINT AU DIRECTEUR

Age 40 ans minimum

connaître le couchage sur machine et avoir des qualités de commandement.

Logement assuré.

Ecrire n° 4187, HAVAS CONTACT, 150, bd Haussmann, 75008 PARIS qui transmettra.

**ESPAGNOL**

AGENT COMMERCIAL de langue maternelle espagnole, parlant couramment français, recherché pour s'occuper en Espagne, à partir de Barcelone, en qualité d'attaché de Direction, de la promotion des ventes d'un éditeur international de matériel audio-visuel pour l'enseignement des langues. Format, assure et payée en France. Ecr. pour connaître conditions à M. PILLET, 12, rue Lincoln, 75008 PARIS.

Cherche VENDEUR Bibliothèque Chateau GARE PARIS-LYON.

**LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GENERAL**

d'une Société fabriquant et vendant des produits industriels nécessitant des immobilisations importantes

recherche des

**INGÉNIEURS D'AFFAIRES**

Formation supérieure nécessaire ainsi que l'Anglais et une autre langue pratique (Espagnol, Allemand).

Mobilité sur le plan international exigée.

Négociations aux niveaux les plus élevés.

**TRES BONNES PERSPECTIVES D'AVENIR**

La Société est associée à un grand Groupe Français des Travaux Publics

Adresser C.V. et photo, à N° 41.000 - EUPAC 34, rue Balard, 75015 PARIS qui transmettra

UN PUISSANT GROUPE - BANLIEUE NORD (2.000 PER.S.) - C.A. : 850 ML de FRANCE recherche pour son

**INFORMATIQUE**

370/135 - 145 - 155 100 terminaux

**INGÉNIEURS GDES ÉCOLES**

DEBUTANTS ET INTERESSES PAR LES

**SYSTÈMES D'EXPLOITATION**

Après formation, ils participeront progressivement à tout ou partie des missions ci-après avant d'en assumer eux-mêmes la responsabilité :

- Mettre en œuvre les différentes versions des systèmes fournis par le constructeur;
- Assister l'exploitation et les études;
- Optimiser les systèmes existants;
- Développer le télétraitement.

**LARGES POSSIBILITÉS D'AVENIR**

Adresser C.V. manuscrit (photo retournée) et prétent. sur une base annuelle, à n° 8.721, Publicités Réunies, 113, bd Voltaire, 75011 Paris.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE appartenant à un Groupe International recherche pour ses USINES :

- REGION PARISIENNE
- COSE
- VOGES

**INGÉNIEURS DIPLOMÉS**

(Centrale, Mines, AM, ENSI, IDN, etc...)

pour :

1) Postes d'INGÉNIEURS de PRODUCTION

- références : 1 à 2 ans d'expérience ou débutant;
- Anglais apprécié;
- Libéré des obligations militaires.

2) Postes de RESPONSABILITÉ d'un centre de production et de profit

- références : 7 à 10 ans d'expérience professionnelle dans la branche de la construction mécanique;
- Anglais indispensable.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous référence 13.214

**An.p.m.** 106, rue de la Chapelle, 75018 PARIS

**GROUPE COMMERCIAL FRANÇAIS**

C.A. consolidé de 800 millions

recherche

dans le cadre de son expansion et de la diversification de ses activités

**RESPONSABLE ÉTUDES AFFAIRES NOUVELLES**

Le cadre de FORT NIVEL qui occupera ce poste AU SEIN DE LA DIRECTION DU GROUPE :

- Étudiera certains secteurs d'expansion;
- Recherchera et analysera des affaires susceptibles d'être reprises ou créées dans ces secteurs;
- Préparera des propositions tenant compte des aspects financiers, commerciaux, techniques et humains des entreprises étudiées.

Les candidats devront justifier d'une expérience certaine leur permettant d'être immédiatement opérationnels dans cette activité.

Age minimum : 32 ans.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et n° 72.201, cabinet leconte, 4, rue André Courbet, PARIS-16<sup>e</sup> membre de l'ANGERP

**GRANDE ENTREPRISE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS**

recherche

pour des études informatiques touchant aux statistiques et à la recherche opérationnelle

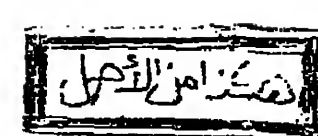
**jeune ingénieur**

Grandes Ecoles ou universitaire

haut niveau.

déjà des obligations militaires

Adresser C.V. et prétentions N° 0912 à PUBLIPRESS 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02.



















**10** **4.590** **80 %** **1976** **58**   
**REVISABLE** **20**  
      
**BOURGEOIS** **PARC** **DE L'EST**

**SAINT-MARTIN - RÉPUBLIQUE - 31-33, rue des**  
**Vinagries - Petit immeuble de studios et 2 places, 7 étages**  
**un 4 pièces au dernier étage avec terrasses. Pour tous renseignements**  
**adresse : ZANNETTACCI, 15, av. Maitillon**  
**20, rue Royale - Téléphone : ELY. 38-32.**

**12** **A PARTIR** **4.100** **BENEFICIAIRE** **DE PRETS** **1975** **39** **RELEVABLE** **DE PRETS** **BANCAIRES**

**(M)** **Pie-Vincennes** **(A)**

**LA VOUTE - 16, rue de la Voute - Chambres - studios -**  
**2 p., 3 p., ds imm. résid. bien exp., quart. calme, commerc.,**  
**près du cours de Vincennes. Bien**  
**desservi, pr. métro Pie-Vincennes et**  
**des boulev. périph. et extérieurs.**  
**SPIM PROMOTION, 39, r. de Cour-**  
**cistes, Paris-8° - Tél.: 766-51-08.**

**13** **FD** **3.900** **30 %** **20** **LIVRAISON IMMEDIATE** **40** 

**FD** **(M)** **PL. D'ITALIE** **3 LIGNES** **à 800 m.**







**GALAXIE - 40, av. d'Italie - « BERYL », IMMEUBLE DE STANDING, 3 à 5 pièces entières, égouts et duplex. Vue sur tout Paris. Centre commercial, avec grands magasins, Jeux d'enfants. Sur pl. tous les jours de 10 h. 30 à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf mardi et mercredi, et le vendredi matin. Tél. 580-32-92 ou SPEI, 14, av. F.-D.-Roosevelt, Paris (8<sup>e</sup>), tél. 256-55-11. réservation s.p.p.**

**16** **5.800** **80 %** **1975** **20** **22** **62** **72**

**(M)** **EXCELMARKS** **(M)** **SUN QUEST**

**LE RENAISSANCE** - 74-76, rue Michel-Ange - Immeuble de luxe. 2 p. : 55 m<sup>2</sup> plus 12 m<sup>2</sup> de balcon, et 3 p. gr<sup>de</sup> terrasse. Chauffage, électr. intégrés. Cuisines équipées. Salles de bains entièrement en briques. Livrais. 1<sup>er</sup> trim. 75. Rens. et Vres : C.E.R.J.I., 191, rue Saint-Jacques.

**CERJ I**

**18**  **80 %**  
**20 1976**  **112**  
  
 **LA FOURME**  

**MEUBLE « LE MONTMARTRE » - 22-24-26, av. du Saint-Ons (tous de la pl. Cléry) - Sur-grds jard., stud. et 2 p. entier, équip. et différ. p. de S, 4, 5 p., loggias. Ent. S, pl. les après-midi, bur. vie (cf. Mer.), tél. 522-43-00.**

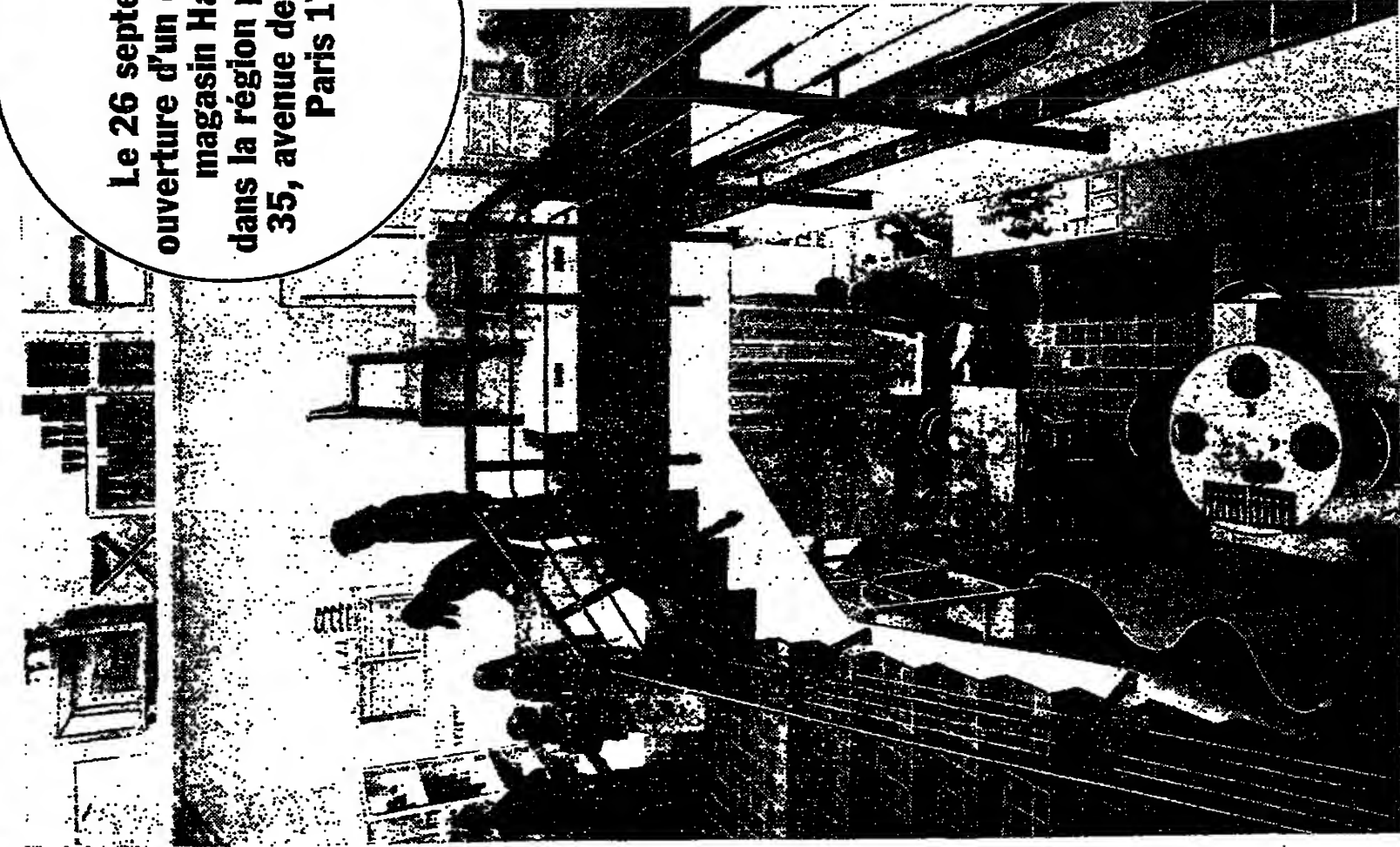
**STÉ ZANNETTACCI - OCCIDENT - VENTE**

...et pour financer votre achat  
un prêt  
**cde**  
COMPTOIR DES ENTREPRENEURS  
6 rue Volney 75083 PARIS CEDEX 02  
Tél. 262 25 40 - 262 25 41

صلى الله عليه وسلم



# MAGASIN CATALOGUE



**CE QU'ON VEND**  
Tout pour tous les tours  
de la maison.  
De la cuillère en bois  
au canapé,  
de la table à téteaux  
à la cafetière.  
Le tout simple,  
pratique et beau.

**LIBRE-SERVICE**  
Les objets, la vaisselle,  
les choses de la cuisine,  
les jouets,  
le linge de maison,  
la vannerie,  
sont en libre-service.  
Parce que c'est  
plus simple.  
Et plus agréable.  
Pour tout le monde.

**AMBIANCE**  
Différente des autres  
magasins.  
Si vous ne connaissez  
pas encore, venez voir.  
C'est plus clair,  
plus aéré,  
il y a du désordre  
dans l'ordre, c'est bien.

**Le 26 septembre**  
**ouverture d'un quatrième**  
**magasin Habitat**  
**dans la région parisienne**  
**35, avenue de Wagram**  
**Paris 17.**

**LA MEME CHOSE**  
Feuilleter  
le catalogue, c'est  
parcourir à domicile,  
tous les rayons  
d'un magasin Habitat.  
En toute tranquillité,  
avec un brin  
d'imagination,  
vous pourrez choisir,  
décider, commander.  
C'est tout simple.

**PRIX**  
Le catalogue Habitat  
a 68 pages.  
Il est tout en couleurs.  
Il coûte 3 F.  
Pour le recevoir,  
vous envoyez le bon  
à Habitat.

**VENDEURS**  
Ils sont là  
quand vous en  
avez besoin.  
Uniquement.  
Un point commun :  
ils savent  
et ils aiment  
ce qu'ils vendent.

**PRIX**  
Abordables :  
c'est le système  
particulier  
de distribution  
Habitat  
qui permet ça.

**VENTE PAR**  
**CORRESPONDANCE**  
On peut acheter  
par correspondance  
tout ce qui est  
dans le catalogue  
Habitat.  
Mais quand on est  
près d'un magasin  
Habitat,  
on peut aussi y aller,  
Et voir. Et emporter.

**Veillez m'adresser le**  
**catalogue Habitat.**  
**Ci-joint la somme de 3 F**  
**(timbres de préférence,**  
**chèque postal ou**  
**bancalre).**

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_

Habitat V.P.C. B.P. 21  
78630 Orgeval

# Habitat

la plus simple façon d'être bien chez soi

**ADRESSES**  
Habitat Montparnasse, Centre Commercial Maine Montparnasse, Paris 15  
Habitat Wagram, 35, avenue de Wagram, Paris 17  
Habitat Bures, Centre Commercial Les Ulis 2, 91 Bures-Orsay  
Habitat Orgeval, La Maison Blanche, RN 13, 78 Orgeval (ouvert le dimanche)



## POLICE

LE DIRECTEUR DE LA POLICE AU CONGRÈS  
DU SYNDICAT DES POLICIERS EN CIVIL

### Le dialogue manqué

De notre envoyé spécial

Colmar. — Les délégués du Syndicat national autonome des policiers en civil gardent un souvenir amer de la première journée de leur deuxième congrès, réuni à Colmar (Haut-Rhin). La visite que leur a rendue, mardi 24 septembre, M. Louis Verger, directeur général de la police nationale, qui leur laissait espérer l'annonce de quelques mesures en faveur de la police à l'occasion du prochain budget, a en effet été profondément décevante. Non seulement l'administration ne paraît pas décidée à délier les cordons de la bourse, mais le directeur général a clairement indiqué à son auditoire qu'il n'envisageait pas d'augmenter les droits syndicaux — rétrogradiés dans la police par rapport au régime normal — et pas davantage partager avec quiconque le pouvoir de décision dans les domaines essentiels.

Le seul élément positif de sa déclaration aura été d'annoncer l'extension de la scolarité des inspecteurs de trois à six mois, mais en 1976. En définitive, à travers un refus assez net du dialogue, les déclarations de M. Verger n'ont pas manqué d'aggraver le climat déjà houleux du congrès.

#### Les droits syndicaux

Le président du syndicat, M. André Marion, avait accusé avec diplomatie et fermeté le responsable de la police. Constatant que M. Michel Poniatowski soulève une police consacrée essentiellement à la protection des personnes et des biens, il devait, dès l'abord, remarquer : « La conception de M. le ministre de l'Intérieur sur le rôle de la police est bonne, mais les principes qu'il a énoncés sur l'impérative nécessité de lutter contre la criminalité ne sont valables que dans la mesure où les effectifs des fonctionnaires qualifiés et habilités par la loi sont suffisants et que leur formation correspondra aux missions qui leur sont confiées ». A plusieurs reprises il insistait sur la nécessité de cette qualification — « la crédibilité et l'honneur de la police nationale sont à ce prix » — et dénonçait, face à une criminalité de plus en plus dure, « toutes les improvisations qui confinent parfois à l'amateurisme inconscient », qui « sont à proscrire impérativement ».

Fais M. Marion aborder la question des droits syndicaux, jugant anormal que les commissions

paritaires n'aient guère à connaître que de l'avancement et de la titularisation des stagiaires, alors que les mutations, les effectifs, la formation, l'utilisation du personnel, le fonctionnement des services leur échappent totalement.

Et de demander : « Si demain nous pourrions discuter au sein des commissions paritaires ou de groupes de travail spécialement constitués à cet effet de nos problèmes professionnels, qui oserait prétendre que la République serait brusquement en danger ? » Allusion limpide à une réflexion de M. Poniatowski qui, le 25 juillet dernier, devant des syndicalistes, avait déclaré : « L'accord accordé aux policiers la plénitude des droits syndicaux, alors que, selon le ministre, de toutes parts, du Portugal à la Grèce, en passant par l'Angleterre et l'Italie, l'Europe est dangereusement menacée ».

Dans sa brève réponse, M. Verger a abordé successivement les cinq préoccupations qu'il avait cru discerner chez ses interlocuteurs. D'abord le « souci d'efficacité de la police » : « Soyez assurés que la volonté et les objectifs du ministre de l'Intérieur sur la police de l'efficacité, comme sur celui de la « sécurisation », sont rigoureusement déterminés. D'autres opérations ont déjà été effectuées selon ces axes directeurs : d'autres interviendront à brève échéance, qui confirmeront puissamment cette tendance ».

Second point : les effectifs. « Les effectifs de la police », a-t-il dit, « sont en matière, ils sont mis en œuvre, compte tenu des impératifs budgétaires, que seuls des responsables ou des délégués peuvent nier ou négocier. Mais tous les citoyens — nous les policiers en premier — doivent pleinement avoir conscience de ce que, indiscutablement, ils conditionnent la survie de la France dans l'ère et redoutable confrontation internationale qui sévit actuellement ».

Second point abordé : les revendications catégorielles du personnel. Elles seront appréciées dans l'esprit du maximum compatible avec la dure réalité de l'économie, a-t-il dit. Troisième point : les effectifs. Le directeur général a annoncé, sans avancer de chiffres, des créations d'emplois « dont nul ne songe à nier l'indispensable justification ». La formation : elle sera progressivement allongée pour atteindre six mois en 1976 et des stages de recyclage seront organisés. Enfin, « les rapports syndicaux avec la hiérarchie » : « Je ne doute pas, a-t-il déclaré, que M. Verger, qui parce que vous êtes policiers vous soyez convaincus que le commandement est inséparable de la responsabilité et que la responsabilité ne se partage pas ».

Un singulier langage lorsqu'on prétend par ailleurs accepter la concertation. En sortant de la salle des séances, bien des congressistes avaient l'impression d'avoir assisté à un désespérant dialogue de sourds.

JAMES SARAZIN.

## JUSTICE

L'UNION SYNDICALE  
DES MAGISTRATS  
SUCCEDE  
A L'UNION FÉDÉRALE

Conformément à la décision prise lors de son dernier congrès réuni à Vauvres (Haut-de-Saône) et à Paris au mois de mai dernier (« le Monde » du 14 mai), l'Union fédérale des magistrats (U.F.M.), créée en 1945, devient l'union syndicale des magistrats. Les nouveaux statuts ont été adoptés lors d'une assemblée générale réunie le 29 septembre au Palais de Justice, à Paris.

### LA COUR DE CASSATION A REÇU UN DOUBLE DU DOSSIER DU FETICH'S CLUB

L'annonce par la chambre criminelle de la Cour de cassation du dossier concernant l'affaire du Fetiche's Club ne souffrira pas de retard malgré la récente disparition de la moitié du dossier lors de l'expédition par chemin de fer, en deux colis, dont un seul est parvenu à la cour suprême (« le Monde » du 25 septembre).

Les pièces de procédure égarées existaient en double, selon les prescriptions du code de procédure pénale. Le dossier reconstitué est parvenu au parquet général de la Cour de cassation qui va le transmettre à la chambre criminelle.

LE MEURTRE DE BRIGITTE DEWÈVRE

### La chambre d'accusation de Paris examine à huis clos le dossier de Bruay-en-Artois

La chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Jean-Louis Laroche, a examiné, mercredi 25 septembre, l'opportunité d'une clôture de l'information ouverte après le meurtre de Brigitte Dewèvre, tuée le 5 avril 1972 à Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais). L'arrêt ne devrait pas être rendu avant plusieurs jours. On s'attend en principe que, sur les réquisitions de M. Jean Desmots, substitut général, un non-lieu soit prononcé en faveur du notaire Pierre Leroy et de sa femme, née Monique Mayeur, respectivement inculpés d'homicide volontaire et de complicité d'homicide volontaire. Les époux Leroy ont toujours nié être mêlés, de près ou de loin, à cette affaire. On s'attend aussi au renvoi, pour homicide involontaire, du jeune Jean-Pierre devant le tribunal pour enfants de Paris (le Monde du 24 juillet). Ce dernier, qui, un an après le crime, s'était accusé du meurtre de Brigitte Dewèvre, s'est ensuite rétracté.

d'abord en partie, puis presque entièrement. Il est inconnu depuis le 19 avril 1973 à Fresnoe.

Mais les avocats de Jean-Pierre : M. Georges Pined, Emile Pollock et Patrick Arnoux, ont l'intention de demander un supplément d'information : en l'occurrence, une confrontation entre leur client et M. Leroy. Si elle était acceptée, cette requête prolongerait donc l'information.

Les parents de Brigitte Dewèvre ont demandé d'assister ce mercredi aux débats de la chambre d'accusation, afin, notamment, de remettre un mémoire en réponse aux réquisitions de M. Jean Desmots.

D'autre part, M. Pierre Leroy a déposé, mardi 24 septembre, une plainte contre M. Henri Pascal, premier juge d'instruction à Béthune, accusé d'obstruction. Dans un article publié dans Paris-Match, et violé le secret de l'information.

savoir : quel a été l'emploi du temps de M. Leroy durant la soirée du 5 avril ?

Est-il possible ou non de se souvenir avec précision de ce que l'on a fait six jours auparavant ? M. Leroy, notaire, en est incapable. Or, plutôt, il donne cinq versions différentes de son emploi du temps entre le moment où il a quitté son étude, à 18 h 30, et celui où il est arrivé chez sa fiancée, à 20 h 35. Sur plusieurs points importants, ses déclarations sont contredites par d'autres témoignages et par l'enquête policière. Elles concordent mal, même avec celles de Mme Monique Bégin-Mayeur. Après quarante-huit heures d'audition puis d'interrogatoire — délai de garde à vue légal — M. Henri Pascal inculpe M. Leroy d'homicide volontaire. Le juge d'instruction se fonde sur son « intime conviction » et sur des « indices graves et concordants ».

« Il y a un lien entre le fait pour lequel la personne de l'inculpé », estime un mois plus tard la chambre d'accusation de Douai, sans pourtant qu'aucune preuve matérielle puisse être retenue contre le notaire. M. Leroy est inculpé à la maison d'arrêt de Béthune, où il sera détenu jusqu'au 18 juillet. Mme Monique Bégin-Mayeur est inculpée, un peu plus tard, de complicité d'homicide volontaire et éconduite durant quinze jours à la prison de Loos-les-Lille.

Débuté alors une affaire criminelle retentissante. Durant de longs mois, jusqu'au coup de théâtre du 18 avril 1973, le jeune Jean-Pierre s'accuse alors du meurtre. La France va, là aussi, se trouver coupée en deux. Justice populaire incarnée malgré tout par le juge Henri Pascal, qui veut « détruire la barrière entre la magistrature et les justiciables », contre justice de classe : très vite, surtout après le dessalage du magistrat de Béthune, en juillet 1972, au profit de M. Jean Sabatier, à Paris, l'affaire, qui s'enferme peu à peu dans un invraisemblable imbricage juridique, passe sur le terrain politique, avec l'action, notamment des comités pour la vérité et la justice, d'inspiration gauchiste.

Le 18 avril 1973, le jeune Jean-Pierre, à peine seize ans au moment des faits, s'accuse du meurtre. Les lundistes de la justice sont retrouvés chez lui. « Avez-vous torturé », estiment ses détracteurs. Peu à peu, Jean-Pierre revient sur ses pas, d'abord partiellement, puis entièrement, et finit par déclarer : « Je n'ai rien fait ». Dans un long et récent communiqué, ses avocats affirment que leur client est « un enfant fortement plongé dans un drame qui le dépasse et qui lui est totalement étranger ».

Pourtant, de toute évidence, Jean-Pierre a menti, soigneusement ou non, sur plusieurs points, comme M. Pierre Leroy l'a fait, soigneusement ou non, sur son emploi du temps le soir du 5 avril. Contradictions, incohérences, mensonges : toute cette affaire en aura été empoisonnée.

J. C.

MICHEL CASTAING.

## CATASTROPHES

### Au Honduras

### La famine menace des milliers de rescapés du cyclone « Fifi »

Officiellement, le cyclone tropical « Fifi », qui a frappé le week-end dernier la côte orientale de l'Amérique centrale, a fait huit mille morts dans le seul Etat du Honduras. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont en outre menacées de mourir de faim : la distribution de vivres est en effet rendue très difficile par la faiblesse des moyens aériens dont dispose le pays. Le typhoïde

et les gastro-entérites constituent également une grande menace pour les rescapés. Trois membres français de Médecine sans frontières et du Secours médical, s'apprêtent à quitter Paris le 24 septembre pour Tegucigalpa, capitale du Honduras. En outre, la Croix-Rouge française a entrepris de faire parvenir du matériel et des sauveteurs dans les zones sinistrées.

#### De notre correspondant

Une région de 25 000 kilomètres carrés environ, située au nord du pays, est celle qui abritait les gran-

## FAITS DIVERS

### UN MORT ET UNE BLESSÉE AU COURS D'UNE ATTAQUE A MAIN ARMÉE A SAINT-OUEN

Au cours d'une attaque à main armée des partisans du Front de libération national (F.L.N.), la société Bonté — à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 24 septembre, le directeur de l'établissement, M. Robert Galintha, trente et un ans, a été tué d'un coup de pistolet ; une employée a été légèrement blessée.

Selon M. Robert Barbat, premier substitut du procureur à Bobigny, un signalement des deux hommes — qui apparemment à visage découvert, « n'ont été trouvés par des témoins » — il semble qu'il corresponde à celui qui avait été donné après plusieurs agressions à main armée, commises récemment dans cette partie de la banlieue parisienne, notamment dans le département de Seine-Saint-Denis.

Un brasseur d'entraînement Fouga-Magister, de la 33<sup>e</sup> escadre de reconnaissance de Strasbourg, s'est écrasé, lundi 23 septembre, dans la région de Constance, en République fédérale d'Allemagne. Le sous-lieutenant Jacques Sabatier et le sergent Philippe Guette ont été tués.

Trois personnes sont mortes dans un incendie à Wattrelos près de Roubaix le 24 septembre. Mme Jean Van Meenen, 71 ans, Mme Germaine Chicot, 44 ans, et Sandrine Chicot, 4 ans, ont été asphyxiées au cours de leur sommeil, selon les premiers éléments de l'enquête. L'incendie semble être dû au mauvais fonctionnement d'un appareil de chauffage.

## P. C. E. M. I.

Si vous voulez assurer vos chances au concours de fin d'année, des équipes de professeurs-entraîneurs suivent les étudiants pendant et après le CHU, par groupes de 15, dans les principales matières, le soir.

GEPES Groupement libre de professeurs, 57, rue Charrier-Leroux, 75012 Paris.

722-94-94



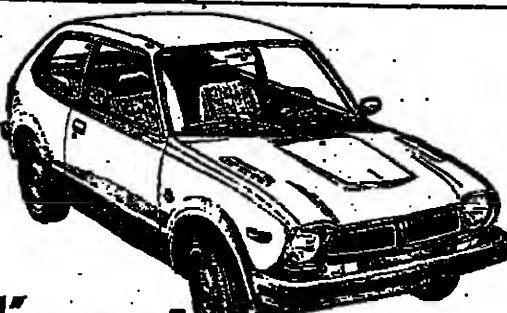
26000 m<sup>2</sup> de bureaux à louer  
divisibles par lots de 1300 m<sup>2</sup>

- Prix ferme et définitif 450 F le m<sup>2</sup> jusqu'en Mars 75 (date de livraison).
- Prestations de qualité.
- Communications :
  - gare RATP (métro-bus) stations intégrées : Mairie de Montreuil
  - périphérique à 800 m
  - autoroutes A3, B3 et A1 à proximité immédiate.
- Situation : à égale distance des 3 aéroports parisiens.
- Un grand centre d'affaires intégré avec 50 commerces (banques, restaurants, drugstore) et une grande surface.
- Au cœur du village de Montreuil.

Jones Lang Wootton :  
80, av. Marceau  
75018 Paris - Tél. 720.21.23

Sofracim :  
50, avenue Daumesnil  
75012 Paris - Tél. 346.13.00

Le centre d'affaires multiservices de l'est parisien



### GT à l'avant. Break à l'arrière.

C'est une "compacte" (3,54 m). Mais généreuse. Avec sous le capot 60 ch (pour 1189 cc) qui tournent à 5500 tr/mn à 145 km/h. Et en silence. Avec à l'intérieur, 4 places aux commandes franches, une ventilation "différenciée", des cendriers... Et avec à l'arrière, un hayon qui facilite l'utilisation en break. C'est une GT pratique.

13 490 F pour la version boîte mécanique, 14 790 F pour la version transmission automatique, + frais de transport et de mise en route. Livraison immédiate.

HONDA CIVIC

HONDA FRANCE  
20, rue Pierre Curie - 93170 BAGNOLET - Tél. 287.49.29

صوتنا في العمل



# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## TRANSPORTS

### L'épreuve de force semble engagée entre la Transat et l'équipage du « France »

Le France toujours occupé par son équipage est ancré, depuis le mardi 24 septembre, sur la rive de Saint-Vaast-la-Hougue, sur la côte est du Cotentin, où il est protégé de la tempête.

La Transat a donné ordre au commandant Petré de ne pas changer de mouillage ou bien, si les conditions atmosphériques l'exigeaient, de gagner le rade de Brest. Il s'agit, de toute évidence, d'éviter que le bateau ne retombe au Havre, ville dans laquelle l'équipage avait trouvé, jusqu'à maintenant, de nombreux appuis politiques et syndicaux.

Mais, à bord, les responsables du comité de grève ont qualifié la décision de la Transat de « provocation » et ont exigé de retourner dans le canal du Havre, dès que le temps le permettrait. Le commandant et ses officiers n'étant plus maîtres de la situation à bord, on peut donc redouter une épreuve de force.

Dans ce cas, et alors que les récentes propos de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat et ministre de l'Intérieur, continuent de provoquer dans les milieux maritimes et dans les ministères intéressés des réactions contradictoires, le secrétaire d'Etat aux transports, M. Marcel Cavallé, a, à son tour, tenu une conférence de presse. Il a annoncé que le Conseil supérieur de la marine marchande se réunirait le 1<sup>er</sup> octobre pour examiner le projet de plan de croissance de la marine marchande, plan de « réutilisation » du France n'étant pas à l'ordre du jour de cette réunion, on se demande si les syndicats, qui allèguent à ce conseil avec les représentants des armateurs et des pouvoirs publics, acceptent une discussion approfondie sur l'ordre du jour proposé.

### NOUVELLE GRÈVE DES MARINS VENDREDI ET SAMEDI

Les fédérations de marins C.F.T. et C.F.D.T. ont lancé ce mercredi matin 25 septembre de nouveaux mots d'ordre de grève. Il est prévu d'organiser une grève de quarante-huit heures les vendredi 27 et samedi 28 septembre dans certains ports et dans d'autres, de déclencher des actions de sabotage des navires pouvant aller jusqu'à vingt-quatre heures. Les organisations syndicales et les équipages des navires français déclenchant eux-mêmes localement des actions de type d'action à adopter.

Ces nouvelles menaces ont pour objectif de permettre des négociations sur la survie du paquebot « France », d'une part, et la discussion d'un programme précis de développement de la marine marchande.

La C.G.T., la C.F.D.T., au sein de laquelle les parts de grève doivent d'ailleurs être organisées ce mercredi soir à Paris une réunion commune.

### Le paquebot en multipropriété

D'autre part, selon notre correspondant à Cherbourg, près de cent cinquante personnes auraient quitté le navire depuis le 11 septembre, et l'isolement du paquebot (le paquebot maritime vient d'interdire toute navigation dans un rayon de 100 mètres) risque de précipiter le mouvement.

### Lock-out à Olympic Airways

La direction de la compagnie grecque Olympic Airways a décidé de suspendre tous ses vols à compter du mardi 24 septembre, à minuit, en raison de la grève des pilotes. Cet arrêt de travail coïncide avec le procès d'un commandant de bord que le ministère public rend responsable d'un accident qui, en octobre 1972, avait coûté la vie à trente-sept personnes. Les navigateurs ne veulent plus être poursuivis pour négligences ayant entraîné la mort s'ils survivent à un accident. Ils estiment ne pouvoir être inculpés qu'« après avoir comparu devant une commission d'experts de l'aviation ».

Mais le malaise est plus profond : le personnel d'Olympic Airways s'inquiète des difficultés financières dans lesquelles se débat son entreprise. A cet égard, le président de l'Association des pilotes de l'aviation nationale propose la création d'une seconde compagnie nationale afin de « briser le monopole et les privilèges excessifs d'Olympic Airways, qui appartient à Aristote Onassis, « Alors que tous les Grecs ont contribué à créer le gouvernement pendant la difficile période de transition, cette compagnie, notons-le, a demandé un prêt de 500 millions de drachmes, un réajustement du prix des billets sur les lignes intérieures et une réduction de 50 % du prix du carburant ».

Au mois de mai dernier, Olympic Airways avait menacé d'arrêter son exploitation et le gouvernement ne lui avait accordé pas des facilités financières. L'Etat grec avait alors envisagé de nationaliser cette compagnie si celle-ci n'arrivait pas à faire face à ses échéances : le « trou » dépasserait 1 milliard de drachmes en 1974, soit 150 millions de francs.

### UNE QUESTION ÉCRITE SUR L'AFFAIRE SATGE

Appliquant des consignes syndicales de boycottage du nouvel aéroport, Charles-de-Gaulle, le commandant de bord d'Air France Georges Satge avait pris sur lui, on le sait, le 23 mars dernier, d'« ignorer » l'ordre de poser son appareil à Orly. Révoqué par la direction générale d'Air France pour cet « acte caractérisé d'indiscipline », il vient d'être engagé par la compagnie libanaise Middle East Airlines (M.E.A.), où il aura pour mission de préparer, auprès du vice-président chargé des opérations aériennes, l'arrivée des Boeing-747.

Dans une question écrite à M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, M. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne, écrit, à cet égard, « la médiocre qualité gestionnaire de la direction générale d'Air France ». « En effet, écrit-il, le seul refus de négocier avec les syndicats des personnels a entraîné un mouvement de grève dont le coût peut être évalué à 60 millions de francs. D'autre part, la reprise tardive des négociations a abouti notamment au remboursement du commandant licencié par la M.E.A., dont Air France détient 25 % du capital, et du versement d'une indemnité forfaitaire de changement de résidence, couvrant, en outre, la perte de salaire subie, dont le montant s'élève à 120 000 francs ».

## SPORTS

### Football Le championnat de France

#### NIMES REJOINT REIMS A LA PREMIERE PLACE

Vainqueur d'Angers par quatre buts à zéro, Nîmes rejoint, grâce au point de qualification, Reims, battu à Troyes, à la première place du championnat de France. Nîmes, qui est le seul club à avoir bénéficié de la prime pour les matches de la neuvième journée, détient le record de la qualification : trois points, contre seulement un point à huit clubs (Reims, Troyes, Lille, Saint-Etienne, Nice, Lyon, Metz et Angers).

RESULTATS

Sochaux bat Red Star	1-0
Troyes bat Reims	2-0
Monaco bat Nice	3-2
Nantes et Rennes	1-1
Nîmes bat Angers	4-0
Lyon bat Marseille	1-0
Lens bat Lille	1-0
Saint-Etienne bat Strasbourg	2-1
Bordeaux bat Metz	5-2
Lorient	1-1
Paris-Saint-Germain et Bastia	1-1

CLASSEMENT

1. Nîmes, Reims, 14 pts ; 2. Troyes, Bastia, Bordeaux, 12 pts ; 3. Lille, Lens, 11 pts ; 4. Saint-Etienne, Nice, Lyon, 10 pts ; 5. Marseille, Metz, Rennes, Strasbourg, Paris-Saint-Germain, 9 pts ; 6. Monaco, Nantes, 8 pts ; 7. Sochaux, Red Star, 5 pts ; 8. Angers, 4 points.

### PARIS-SAINT-GERMAIN A LA RECHERCHE DE SUPPORTERS

LES 26, 27 ET 28 SEPTEMBRE

Paris-Saint-Germain proposera les 26, 27 et 28 septembre, dans cent cinquante points de vente de la région parisienne, des cartes de membres « supporters » à ceux qui voudraient soutenir plus efficacement la nouvelle équipe de première division.

Paris-Saint-Germain lance cette campagne d'adhésion en association avec R.T.L. qui lui apporte déjà une aide financière en contrepartie du port du sigle de la station sur le maillot des joueurs.

### DES SURPRISES AUX CHAMPIONNATS DU MONDE

Les favoris soviétiques et américains ont été battus, mardi, à Thonne, dans le match individuel à l'arme standard de petit calibre (trois positions), des championnats du monde de tir. Ils ont laissé échapper la victoire, et le favori, l'Américain John Witter, a dû se contenter de la sixième place. Il est vrai que ce concours a été perturbé par le vent.

Cet élément n'enlève en rien, toutefois, le mérite des vainqueurs, le Sud-Africain Hermann Sauer chez les hommes, et la Bulgare Anka Peltova chez les dames. Sauer a devancé un autre outsider, l'Allemand de l'Est Wunderlich, et le Norvégien Anshaus, dont la troisième place est moins surprenante, puisqu'il avait terminé second du match olympique. Chez les dames, Anka Peltova précède sa compatriote Nanka Shabova et la tenant du titre, l'Américaine Margaret Murdoch.

Les tireurs soviétiques ont eu la consolation de remporter le titre par équipes chez les hommes et chez les dames, avec un record du monde (2 280 points), pour la formation masculine.

Dans le concours sur sautier courant (vitesse moyenne), qui s'est disputé à Berne, les Soviétiques ont refusé le double avec Valeri Fominov, médaille d'or, devant trois de ses compatriotes, et au classement par équipes. Chacun des deux titres s'est accompagné d'un record du monde.

### Faits et projets

DES COMPAGNIES CHARTERS A L'ATA. — L'Association du transport aérien international (IATA), réunie en assemblée générale à Montréal, a décidé à l'unanimité d'accueillir en son sein les compagnies de transport à la demande (charters), qui en étaient jusqu'à présent exclues.

ACCORD U.R.S.S.-ETATS-UNIS. — L'Union soviétique et les Etats-Unis viennent de signer un accord pour développer la coopération dans le domaine de l'industrie du tourisme entre les deux pays. Les deux parties ont en outre décidé de créer un groupe de travail pour étudier les questions liées au développement du tourisme soviéto-américain.

Dix touristes américains viennent en U.R.S.S. pour un touriste soviétique qui se rend aux Etats-Unis. Les Américains affirment que quatre-vingt-cinq mille de leurs ressortissants ont visité l'U.R.S.S. en 1973, alors que neuf mille six cents soviétiques se sont rendus aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

## URBANISME

### La gauche dénonce l'« autoritarisme » du président de la République

Dans une lettre adressée à M. Chirac, le président de la République souhaite que soit appliquée dans la capitale « une politique urbaine nouvelle » (« le Monde », du 25 septembre). Il suggère en particulier les mesures suivantes : pause dans la construction des bureaux ; amélioration de l'habitat existant plutôt que démolitions ; avenues urbaines plutôt qu'autoroutes ; aménagement d'espaces verts, notamment le long de la Seine et des canaux.

Cette prise de position provoque de nombreuses réactions. M. Yves Milhoud, président du Conseil de Paris, a déclaré à France-Inter : « Je crois qu'à Paris personne n'y trouverait rien à redire. Pas mal d'idées semblables sont dans l'air depuis quelque temps, et certaines orientations prises par le Conseil vont dans le même sens. » Il a toutefois indiqué qu'il lui semblait difficile de réexaminer d'ici au mois de novembre le schéma directeur de la capitale.

De leur côté, les trente élus communistes de la capitale (députés, sénateurs, conseillers) protestent contre « cette nouvelle preuve de l'autoritarisme du pouvoir qui laisse présager de ses intentions en matière d'amélioration du statut de Paris. Sous prétexte de lutter contre le gigantisme, d'humaniser la capitale en aménageant l'air et la quelques espaces verts, il s'agit d'une politique d'autoritarisme la plus complète ». La fédération de Paris du parti socialiste et le groupe socialiste de l'Hôtel de Ville « ne saurait admettre la déposition du Conseil de Paris de ses propres prérogatives après la lettre du président de la République au premier ministre concernant l'urbanisme parisien ». Les groupes de gauche demandent à être reçus par le président de la République.

### Vers une dissolution du Conseil de Paris ?

Vote express rive gauche, Cité fleurie, opération des Halles : les vœux présidentiels à l'encontre de ces projets avaient déjà ému les élus de la capitale. Plusieurs à gauche comme à droite, avaient dénoncé cette méthode « autoritaire ». En rendant publique la lettre qu'il s'adresse à M. Chirac, M. Giscard d'Estaing récidive.

On peut noter, tout d'abord, que l'actuel président de la République exprime tout haut ses opinions sur l'aménagement de la capitale que le général de Gaulle ou Georges Pompidou, ses prédécesseurs, préféraient, le plus souvent, réserver à l'usage interne des conseils interministériels. Mais au-delà de ce changement de style comment expliquer ce nouveau coup d'éclat ?

M. Giscard d'Estaing a sans doute voulu répondre aux objections de ceux qui lui reprochaient de s'être contenté jusqu'à maintenant d'arrêter des chantiers, en somme de pratiquer une politique purement négative et au coup par coup. Dans sa lettre, il exhorte que les nouvelles mesures étudiées soient rassemblées dans « un document connu de tous ». La mise au point en cours du schéma directeur de la capitale parisienne rendrait officiel malgré une première publication qui date de 1965, pourrait permettre d'examiner ce vœu. Ensuite, le schéma directeur de Paris intra-muros qui, lui, a été rendu officiel en 1973 devrait être mis en révision.

Une autre raison pourrait expliquer le geste du chef de l'Etat : la mauvaise conjoncture économique, il est facile de faire admettre aux contribuables la suppression d'opérations coûteuses et contestées qui sont financées par la Ville de Paris, mais aussi par l'ensemble du pays à travers le budget de l'Etat. Mais il faut, et dans le même temps, « préparer » l'opinion à accepter l'abandon d'autres projets qui paraissent plus justifiés, du moins en période de prospérité.

On ne peut manquer de s'interroger, enfin, sur les motifs politiques de l'opération. L'élection, en juin dernier, de M. Jacques Domenech, candidat républicain indépendant, à la présidence de l'Hôtel de Ville, n'a-t-elle pas laissé un goût amer ? En revanche, le succès remporté à l'occasion des élections présidentielles par le président de la République, qui a devancé ses concurrents dans la plupart des arrondissements de la capitale, n'autorise-t-elle pas de nouvelles espoirs pour la « nouvelle » majorité ?

Dans ces conditions, le président de la République peut estimer que les meilleurs moyens de mettre fin au divorce entre l'Hôtel de Ville et l'opinion est de dissoudre le Conseil de Paris et d'élire un nouveau conseil de Paris et d'un nouveau statut de la capitale et du District parisien peut lui en donner le prétexte.

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS

La Rue de Provence

ETAIT, COMME AUJOURD'HUI LA RUE DE

L'ARGENTERIE

BIJOUX D'OCCASION

2 Spécialités réputées vendent et achètent :

AU CUI BLANC n° 36 près St-Sauveur

HERMANN n° 46 près St-Sauveur

### A PROPOS DE... UNE SUGGESTION EN FAVEUR DES ESPACES VERTS

#### Que la S.N.C.F. cède du terrain...

Récupérer au profit d'un « plan vert » les terrains concédés à la S.N.C.F. dans la capitale et qui ne sont pas indispensables aux chemins de fer, c'est la seule d'une proposition de loi déposée sur le bureau de l'Assemblée par M. Bernard Lafay, député (app. U.D.R.) et conseiller de Paris.

Un plan vert ? Parce que les espaces de même couleur sont dramatiquement insuffisants à Paris. La surface des jardins, parcs et squares de la Ville couvre environ 524 hectares. Les jardins, propriétés de l'Etat et ouverts au public, s'étendent sur 92 hectares. Outre les terrains de sport (24 hectares), on peut ajouter à ces chiffres les surfaces du bois de Boulogne (945 hectares) et du bois de Vincennes (995 hectares) mais qui sont en vérité situés hors la capitale, à sa frontière.

Bien sûr, les projets existants ; et même les folles. Le plan d'urbanisme directeur de Paris, adopté en 1967, a prévu un grand nombre de terrains « de couleurs » en vue de leur aménagement en espaces verts. Mais l'argent fait défaut. Dans les quartiers les moins « cotés » de la capitale, le prix du mètre carré est tel qu'il renvoie aux paludes grecques les projets les plus urgents. Sans compter que la libération de ces terrains impose le relogement préalable de ceux qui sont chassés de leurs immeubles...

Il faut donc trouver des terrains non marchés. Ceux concédés à la S.N.C.F. dans un délai de six mois, « au recensement des sols occupés par cette dernière, et qui ne sont plus nécessaires au service, ainsi que des emplacements qui peuvent être couverts en tout ou en partie, sans nuire à l'exploitation, cette couverture devant permettre l'aménagement de squares et jardins. Ce recensement opéré, les sols et volumes seraient mis à la disposition de la Ville de Paris, grâce à des procédures adaptées, en vue de l'aménagement d'espaces verts ».

LEN organise le classement de vos DOSSIERS

petit tiré d'un plastique à transformé quelques années les méthodes de classement, maniable, muni d'une polargite exclusive, facile à réviser et à transporter, il devient très vite indispensable celui qui l'a utilisé.

PROFESSIONNEL

1500 1200 1000 800 600 400 200 100 50 25 10 5 2 1

2.540 F

FAMILIAL

138 F

Exposition - Information

15, av. FRIEDLAND

ARIS 8 - Tél. Paris : 901.16.73

bon à CLIN Direction et Vente : M. G. VIT-BENOIT-LA-FORÊT 17200 CHENON

Stand SICOB : CLIN IF 1515

TERRELS ET METHODES (C) 1311

A St. TROPEZ

Charles Bernholz vous propose, votre pied à terre, vue sur mer, dans les Jardins du Pinet. Piscine, tennis, club-house.

Renseignements et vente : AGENCE DE PAMPOLONNE 83350 RAMATUELLE tel. 97.10.67

LA VIN

Irez-vous à l'Opéra habillé de velours ?

VELOURS du soir pour une première à l'Opéra ou pour un dîner très habillé ? Nous vous proposons cet étonnant amoncellement de velours de soie et de soie, pantalon et gilet unis (1650 F). Cet autre croisé avec son pantalon noir et sa veste cramoisie (1300 F). Ou encore cet ensemble noir à rayures incrustées dans le velours de la veste (1400 F).

Velours du jour ? Pour la semaine ou les week-end, ils se déclinent aux harmonies de l'automne : châtaigne, rouge brique, vert cyprès, bordeaux, beige ou encore ce velours crème à larges côtes (de 950 à 1200 F).

2 rue Cambon Paris 1er



# CRC

## CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES DES CHEFS D'ENTREPRISE

### Pour les Dirigeants et Cadres Supérieurs

### Un perfectionnement à la mesure de leurs responsabilités

Pour un cadre dirigeant, se perfectionner, c'est acquérir des connaissances plus approfondies, des techniques plus affinées, qui lui permettront de participer plus efficacement à la stratégie de l'entreprise, mais c'est aussi rechercher ce qui l'aidera à mieux s'intégrer à l'équipe de direction.

Faire partie de l'équipe de direction, c'est détenir une part du pouvoir et être apte à suggérer des solutions conduisant aux objectifs fixés en commun. Tout membre d'une équipe de direction prend au sein de celle-ci des initiatives que les autres membres de l'équipe doivent être en mesure de comprendre et d'exercer des res-

pensabilités que les autres lui reconnaissent. Ceci suppose, pour avoir l'effet d'entraînement voulu, qu'une équipe de direction soit homogène, parle le même langage, et que les hommes qui la composent se sentent responsables collectivement. Ceci suppose également de savoir utiliser tous les moyens modernes qui facilitent le développement de l'entreprise, l'amélioration de sa rentabilité et de son climat.

An sein du Groupe d'Enseignement et de Recherche pour le Management Européen — GERME — les programmes de perfectionnement du C.R.C. — Centre de Recherches et d'Études des Chefs d'Entreprise — pro-

posent aux chefs d'entreprise, dirigeants et cadres supérieurs des méthodes permettant de mieux exercer leur fonction de direction. Ils mettent l'accent sur les évolutions économiques, technologiques et sociales, nationales et internationales, afin de mieux comprendre la période de mutation dans laquelle l'entreprise évolue.

Le C.R.C. organise des stages inter-entreprises de quatre et sept semaines de management général, et des sessions plus courtes en : marketing, finance, aspects humains et sociaux du management et production. Elles sont toujours placées dans une perspective globale de l'entreprise.

LES cadres supérieurs, appelés à une promotion, peuvent faire au C.R.C. l'effort personnel qui leur permettra de mieux comprendre les problèmes de direction générale, les relations entre les hommes et les « organisations » pour s'adapter à l'évolution sociale. Près d'un tiers des programmes du C.R.C. concernent les aspects humains et sociaux du management, et une nouvelle session, « Les conflits dans l'entreprise », d'une durée de quatre jours, débute le 26 novembre prochain.

Dans la vie professionnelle des dirigeants et cadres supérieurs, les sessions du C.R.C. se placent généralement à un tournant de leur carrière. Arrivés auprès de la direction générale, chargés de la gestion d'un département ou d'un établissement, il leur faut le plus souvent se « spécialiser », quitter l'« équilibre » technique, administratif, commercial, pour assumer des responsabilités plus étendues. Les ingénieurs, les spécialistes de la gestion administrative, appelés à des fonctions élargies, suivent avec grand profit le stage sur « Le marketing des biens et des services Industriels » (3x1 semaine). Début : 9 décembre prochain, qui les prépare à des responsabilités en marketing.

La session « Finance pour cadres dirigeants » (3x1 semaine). Début : 21 octobre prochain s'adresse à des cadres supérieurs désireux de former à la fonction financière, non pour devenir directeur financier, mais pour assurer la direction d'une filiale, prendre un poste de secrétaire général, par exemple.

Les programmes du C.R.C. sont conçus pour permettre à ceux qui participent ou vont participer à l'élaboration des stratégies de l'entreprise d'affirmer leur style dans leurs rapports avec autrui et d'épanouir leur personnalité. Diagnostiquer, aborder et résoudre les problèmes sont des réflexes qu'il est possible d'acquies et d'améliorer dans des sessions où les exemples illustrent les principes du management.

Les sessions du C.R.C. font entrer les participants dans un cercle de dirigeants d'avant-garde qui veulent comprendre les grands problèmes de notre époque et mettre en œuvre le changement plutôt que le subir. Peu de théorie, beaucoup d'applications pratiques, de savoir-faire. Les méthodes pédagogiques dépendent des thèmes étudiés et correspondent aux buts de perfectionnement : élargir ses connaissances, développer ses aptitudes, percevoir les attitudes, comprendre le comportement des autres hommes.

Des professeurs expérimentés, polyvalents, animent les sessions et présentent les témoignages de réalisations de pointe en France et en Europe, développant l'esprit de synthèse et le goût des réformes.

concrètes. La richesse des échanges dans les stages résidentiels qui font appel aux méthodes actives (50 % de la pédagogie du C.R.C.) vient de la variété des formations et des secteurs économiques représentés. Cette variété facilite l'atteinte des objectifs personnels des participants : éclairer les problèmes sociaux ou les nouvelles structures pour un cadre de haut niveau technique, faire comprendre le marketing à des financiers, la finance à des hommes de marketing, etc., préparer un plan d'investissement à long ou moyen terme, qui exige, comme l'on sait, une coordination, une compréhension des objectifs de chaque service.

Près de 9 000 personnes ont déjà suivi les stages résidentiels du C.R.C., et les anciens participants des sessions de management général ont décidé de créer cette année une association pour maintenir entre ses membres des relations amicales et apporter leur soutien et leur contribution aux méthodes modernes de gestion des entreprises et leur appui au C.R.C. dans ses orientations et ses recherches.

Un voyage aux États-Unis, avec une session au Massachusetts Institute of Technology — MIT — se déroulera en octobre prochain.

Des journées sont également organisées pour les anciens sessionnaires, qui, occupant des fonctions de direction, désirent se tenir au courant des dernières évolutions du management, qu'il s'agisse du « développement des organisations », du management stratégique ou de la co-gestion en Allemagne fédérale.

Les programmes du C.R.C. évoluent sans cesse. À la fin de chaque stage de plusieurs semaines, une évaluation très complète est demandée aux participants, qui expriment aussi bien leurs nouvelles attentes que leur satisfaction.

Des enquêtes sont faites également auprès des participants quelques mois après leur passage au C.R.C.

Un Conseil d'enseignement, composé de dirigeants d'entreprise et de responsables de formation, revêt régulièrement le contenu des programmes avec les professeurs du C.R.C. et suggère des modifications, ce qui permet d'assurer la cohérence de ces programmes par rapport aux besoins des entreprises et des participants.

### Problèmes actuels des présidents et directeurs généraux

Près de 300 présidents et directeurs généraux ont participé à la session de trois jours intitulée :

### Programme de management général (4 semaines)

Le « Programme de management général » (4 semaines) a subi en deux ans plusieurs modifications, en particulier pour tenir compte du fait que la planification à long terme doit être profondément révisée depuis la crise de l'énergie et des matières premières. Les plans doivent être plus flexibles, et on s'oriente désormais vers l'élaboration de scénarios à solutions multiples.

Il s'adresse à des cadres supérieurs et dirigeants ayant des responsabilités importantes de commandement et de gestion qui les amènent soit à participer à l'élaboration de la stratégie de l'entreprise, soit à intégrer leurs objectifs dans la stratégie de l'ensemble.

Ce programme, qui se déroule

en quatre semaines réparties sur quatre mois, a pour objectif principal d'aider les sociétés à créer des équipes de direction homogènes. Sa fréquence annuelle permet en effet à toute une équipe de direction de suivre le même programme dans un temps suffisamment court et sans absence massive hors de l'entreprise.

Les participants proviennent pour moitié de grandes entreprises et pour moitié d'entreprises moyennes. Leur moyenne d'âge se situe à quarante-trois ans.

Les études de cas et les jeux d'entreprise favorisent l'acquisition de véritables réflexes financiers et de « réactions marketing ». Jeux de rôle et exercices de simulation permettent à chacun d'analyser et d'apprécier son propre style de commandement.

Les prochaines sessions débutent les 21 octobre, 18 novembre et 9 décembre 1974.

### Programme avancé de management général (7 semaines)

Le « Programme avancé de management général », qui dure sept semaines réparties sur sept mois, s'adresse à des cadres supérieurs qui doivent développer leurs qualités d'analyse et de décision.

Il est du niveau des Programmes Exécutives qui existent aux États-Unis. La première session de ce nouveau type a débuté en mai. La seconde commence le 24 février 1975.

Le C.R.C., par la qualité de ses programmes, souhaite assister les hommes qui participent à la direction de l'entreprise dans leur désir de promotion et leur faire atteindre la juste mesure de leurs responsabilités.

Pour tous renseignements, téléphones à M. Jean BERNASSE : 887-31-39.

### La direction moderne de l'entreprise moyenne

Le C.R.C. reçoit régulièrement, dans toutes ses sessions, des chefs d'entreprises moyennes, mais il a mis au point tout particulièrement à leur intention un programme spécifique, en collaboration avec son partenaire dans le GERME, l'École du Chef d'Entreprise (E.C.E.). Par chefs d'entreprises moyennes, il faut également entendre les directeurs généraux de filiales de groupes décentralisés qui ont une part appréciable du pouvoir et décident de l'orientation de la société qu'ils dirigent. Ils ont donc les mêmes problèmes de communication avec la société mère.

Le chef d'entreprise moyenne, le plus souvent, est un homme seul qui ne peut parler de ses problèmes de direction à personne : auprès de ses cadres, il craint de se dégrader ; sa famille a des préoccupations financières à court terme ; et ses amis sont parfois ses concurrents. Cette session est une occasion de les sortir de cet isolement.

### Intuition et connaissances

Ce programme du C.R.C. a pour but d'aider des dirigeants à analyser les forces et les faiblesses de leur entreprise dans les différents domaines de la gestion afin de mieux définir une stratégie adaptée à leurs moyens. La session, très intensive, comprend cinq périodes de trois jours réparties sur cinq mois. Elle permet aux participants d'appuyer leur intuition (qui a permis l'essor de leur société) sur des connaissances objectives en finance, marketing, informatique, etc. Elle entraîne à faire des plans et à connaître le sens optimum de développement de l'entreprise sans risque mortel.

Le programme suit un processus logique pour atteindre cet objectif : d'abord un diagnostic financier, commercial et humain, puis une analyse des techniques de production adaptées à des entreprises qui ne sont pas dotées d'un état-major important. Dans une troisième période, des spécialistes du marketing exposent la manière de trouver des idées, de gérer des produits nouveaux en utilisant par exemple les techniques nouvelles de créativité. Les stratégies sont ensuite familiarisées avec des méthodes simples, permettant de préparer un plan à moyen terme et tenant compte des risques. La phase de synthèse étudie enfin les problèmes d'organisation et de structure et propose la cons-

truction d'un plan à plus long terme.

Deux formules sont proposées :

— l'une résidentielle au grand château de Jouy-en-Josas. Elle facilite les échanges de vues entre les sessionnaires et permet un approfondissement et un meilleur entraînement pratique, avec un élargissement des problèmes grâce à des conférences de haut niveau intervenant en fin de journée ou en soirée. Prochaine session le 13 novembre.

— l'autre, qui a lieu à Paris en coopération avec l'E.C.E. Son horaire (8 h 30-10 h 30) a été spécialement étudié pour faciliter aux participants de rompre avec leur activité professionnelle. Prochaine session le 7 novembre.

### LE C.R.C. PARTENAIRE DU GERME

C'est il y a deux ans sous la présidence de M. Chevalier, président-directeur général de la Société française des pétroles S.F.P., le Groupe d'Enseignement et de Recherche pour le Management Européen (GERME) (1) a un double but :

— l'entend, d'une part, en coordonnant des programmes nouveaux distincts faciliter et simplifier l'information des responsables de formation et des cadres en matière de perfectionnement ;

— l'entend, d'autre part, et surtout, accroître les échanges entre les établissements fondateurs :

• Le C.N.O.F. (qui comprend deux divisions : l'Association française de management et le Centre d'enseignement du management) ;

• L'E.C.E. (École du Chef d'Entreprise) ;

• L'ISAGE (Institut Supérieur des Sciences Économiques et Commerciales) ;

• Et enfin le C.R.C. (Centre de Recherches et d'Études des Chefs d'Entreprise).

Cette initiative permet un enrichissement des corps professionnels par des échanges d'expériences nombreux. Elle facilite une collaboration de plus en plus étroite entre des institutions d'enseignement qui, depuis plus de vingt-cinq ans, se consacrent à la formation continue.

(1) et le Monde des 5, 10, 12, 17, 19 et 24 septembre 1974.

GERME, 16, rue du Filâtre, 75004 Paris. Tél. 887-31-39.

## Le grand château de Jouy-en-Josas



Le château du C.R.C., construit au XVIII<sup>e</sup> siècle, situé dans l'une des plus belles vallées de l'Ile-de-France, a été spécialement aménagé pour accueillir des séminaires de perfectionnement au management. Des installations modernes, parfaitement intégrées au paysage, réalisées entre 1969 et 1971, complètent cet ensemble.

Toutes les salles de groupes et les nouvelles chambres sont de plain-pied sur les pelouses du parc. Les salles sont éclairées par d'immenses baies vitrées. Des parois escamotables permettent d'adapter les locaux à la taille des groupes.

Les salles de réunion disposent toutes des appareils audio-visuels communs et peuvent être dotées de consoles d'ordinateurs, de magnétoscopes, etc. Des films peuvent être projetés dans plusieurs d'entre elles.

La site remarquable de Jouy-en-Josas permet aux sessionnaires d'oublier la vie urbaine, de retrouver un contact avec la na-

ture, et offre la tranquillité indispensable au déroulement harmonieux des échanges et à la réflexion personnelle.

Pour visiter le Centre, téléphones à M. Jean BELLON : 886-25-75.

M. ....  
Rue .....  
Code postal ..... Ville .....  
désire recevoir les programmes 74/75 ☐  
désire recevoir plus particulièrement les programmes :  
Problèmes actuels des présidents et directeurs généraux ☐  
Programme avancé de management général : 7 semaines ☐  
Programme de management général : 4 semaines ☐  
La direction moderne de l'entreprise moyenne ☐  
Aspects humains et sociaux du management ☐  
Marketing ☐ Finance ☐ Production ☐  
A retourner au **CRC**, 16, rue du Filâtre 75004 PARIS. — Tél. : 887-31-39

السلامة في العمل



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AGRICULTURE

### A LA CONFÉRENCE ANNUELLE

#### Chirac se prononcera sur un projet d'organisation des marchés

Les représentants des quatre grandes organisations paysannes se réunissent ce jeudi 26 septembre à Paris pour la dernière phase de la conférence annuelle agricole. À l'ordre du jour : le revenu des agriculteurs et les moyens financiers et financiers de la soust... (le Monde du 21 septembre). Mais aussi un dossier qui engage l'avenir : l'organisation des marchés.

La détérioration du revenu agricole en 1974 a été d'autant plus sensible que la hausse des prix de production s'est greffée sur une situation du marché généralement mauvaise pour les productions animales, porcines, volailles, pour les fruits et légumes, pour le vin.

Cette situation n'est que la dernière manifestation d'un processus chronique, la fluctuation des prix, auquel il importe de remédier et l'on peut prévoir la survenue de crises préjudiciables aux intérêts des producteurs et consommateurs, et donc, pour l'économie nationale.

Les deux paragraphes servent de préambule à un document relatif à l'organisation économique des producteurs agricoles. Ce document a été remis au premier ministre M. Chirac à la veille de la conférence annuelle, tenue ce jeudi 26 septembre à l'hôtel Matignon.

Le ministre de l'Agriculture et les directeurs des quatre grandes organisations paysannes (FNSEA, A.P.C.A., C.N.J.A., C.N.M.O.C.A.), ce document est d'abord un constat d'échec : les groupements de producteurs dans les secteurs de production de fruits et légumes et du vin n'ont pas réussi à éviter l'effondrement des cours, en dépit des « sauvegardes » de crédits et subventions diverses dont ils ont bénéficié ces dernières années. Ainsi dès 1969 un rapport avait alerté les pouvoirs publics, mais le ministre de l'Agriculture d'alors, M. Boulin, n'avait pas donné de suites. Ni ses successeurs. Aujourd'hui M. Bonnet ouvre le dossier. Ses grandes lignes n'ont pas changé. À cela près : la crise n'est plus une hypothèse d'école.

Concrètement, le schéma proposé par les cinq experts comporte deux étapes : un premier sur les objectifs, un second sur les moyens.

● ASSURER LA TRANSPARENCE DES MARCHÉS. — Mais, les producteurs ne peuvent pas se passer de la transparence des marchés. — Mais, les producteurs ne peuvent pas se passer de la transparence des marchés.

#### Vaincre un certain nombre de résistances

● CRÉER DES ORGANISATIONS INTER-PROFESSIONNELLES. — Les professionnels et l'administration pensent qu'il est nécessaire de passer à un organisme unique une mission d'orientation pour l'ensemble des productions animales et végétales. Cette fonction pourrait être confiée au F.O.R.A. (Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles) après que son conseil d'administration a été élargi à toutes les professions intéressées par la production et la commercialisation. Ce fonds servirait de relais financier à des « organisations verticales » qui seraient les marchés par produits. Celles-ci seraient d'une part les organismes qui existent pour la viande bovine et ovine (ONIBEV), le sucre (FIRS), les céréales (ONIC), de l'autre des agences spécialisées qui seraient créées pour les autres produits.

Ces agences, constituées sur le modèle de l'organisation interprofessionnelle laitière, seraient nommées par le ministre, publiques et agiraient grâce à des cotisations professionnelles obligatoires.

L'ensemble des organismes spécialisés aurait pour objectifs de définir et de garantir un prix minimum au producteur, dans le cadre de la réglementation communautaire.

« Les professionnels se sont mobilisés », estime le conseiller agricole de M. Chirac à propos de ce document. D'autant que les syndicats demandent que toutes les aides soient désormais attribuées exclusivement aux agriculteurs appartenant à des groupements. Mais le gouvernement souhaite-t-il seulement se donner les moyens de lutter contre les fluctuations chroniques des marchés ?

En fait, les suites qui seront

de la consommation ne sont pas connus suffisamment à l'avance. Les experts proposent donc de contrôler l'offre : chaque producteur devra être identifié, soit par l'apposition de vignettes, soit par la généralisation des « bons de remis ». Cette dernière obligation, qui devrait permettre de connaître à tout moment l'origine et la qualité du produit, pourrait être très stricte : le texte envisage que les produits non identifiés soient interdits à la vente.

Il s'agit en outre de maîtriser la production elle-même en encourageant la mise en place de poulaillers ou de porcheries (afin d'éviter le renouvellement des élevages de la production de dinde qui a été multipliée par six en un an). Le contrôle de l'offre s'accompagnerait d'une réforme des cotisations dont la responsabilité reviendrait à l'administration.

Enfin certaines réglementations — la taxation des marges de la viande bovine par exemple — seraient aménagées pour ne pas peser sur les prix à la production.

données à ce texte par le premier ministre seront un test. En effet, plusieurs points de résistance se sont fait jour. Les professionnels qui interviennent en aval de la production n'ont pas encore été consultés. Or certaines sont directement concernées : il est prévu que le statut des marchands de bestiaux sera modifié, ce qui devient les commissionnaires des éleveurs. De plus, la rue de Rivoli ne souhaite pas une organisation des marchés trop puissante, car l'indigne des prix ne pourrait plus « bénéficier » de l'effondrement des cours.

Quoi qu'il en soit, les organisations professionnelles sont optimistes et unanimes sur l'intérêt du « projet », qui pourrait voir le jour dès la session parlementaire du printemps 1975. Mais le « débroussaillage » juridique entre le domaine législatif et le domaine réglementaire sera long à faire. Enfin, il reste encore à prendre l'avis des organisations qui ne sont pas invitées le 26 septembre à l'hôtel Matignon.

ALAIN GIRAUD.

#### TITAN-CODER : UN MILLIER DE PERSONNES ONT MANIFESTÉ A VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

(De notre correspondant régional)

Lyon. — Après Maubeuge et Marseille, Villefranche-sur-Saône a eu, à son tour, le 24 septembre un jour de grève. Sa manifestation de rue a rassemblé trois cent cinquante salariés de l'établissement Titan-Coder de cette ville. Organisés par les syndicats locaux C.F.D.T., C.G.T. et F.O., soutenus par les unions départementales de ces formations, ainsi que par les partis de gauche, ce rassemblement d'un millier de personnes, s'il n'a pas eu l'ampleur qu'espéraient ses organisateurs, du moins en un caractère assez singulier du fait que le député républicain indépendant de la circonscription, M. Serge Mathieu, qui a succédé à M. Gérard Ducey depuis que ce dernier est devenu secrétaire d'Etat au tourisme, avait estimé de son devoir d'y participer ainsi qu'une délégation de la municipalité, qui réunissait, autour du maire, M. Georges Germain, des conseillers U.D.R., républicains indépendants et centristes.

Les manifestants ne devaient pas se contenter de manifester, ils devaient aussi faire entendre leur voix. Ils ont donc fait passer un message à la direction de l'établissement de Villefranche-sur-Saône sans qu'aucun signe d'écoute n'ait été enregistré. Pour le reste, la situation demeure sans changement. On laisse entendre que des entreprises de la région Rhône-Alpes pourraient envisager une reprise de l'établissement de Villefranche-sur-Saône sans qu'aucun signe d'écoute n'ait été enregistré. Pour le reste, la situation demeure sans changement. On laisse entendre que des entreprises de la région Rhône-Alpes pourraient envisager une reprise de l'établissement de Villefranche-sur-Saône sans qu'aucun signe d'écoute n'ait été enregistré.

## EMPLOI

### APRÈS PORTER, TITAN-CODER

#### La lente hémorragie industrielle de la vallée de la Saône

De notre correspondant

Lille. — La vallée de la Saône est celle des inquiétudes, sinon de l'angoisse. On en parle peu. Quand elle surgit au premier plan de l'actualité régionale ou nationale, c'est toujours au son du tocsin accompagnant d'importantes cohortes de travailleurs réclamant un emploi. Cela est vrai depuis près de dix ans. Les derniers sursauts ont nom M. K. Porter et Titan-Coder : deux entreprises s'effondrant comme bien d'autres avant elles, mais avec plus de fracas parce que plus importantes. La lente hémorragie industrielle se poursuit et l'avenir semble à tous plus sombre que jamais. Comment s'atomiserait-on alors d'exister à la mobilisation des salariés de toutes obédiences syndicales, des cadres, des commerçants, des élus de droite ou de gauche. Lundi encore, M. Albert Denvers, député (P.S.), président du conseil général du Nord, s'est rendu, accompagné par les membres du bureau du conseil général, chez MM. d'Ornano et Durafor pour attirer leur attention sur la situation du personnel des établissements Titan-Coder de Maubeuge et l'aggravation générale du marché de l'emploi dans le bassin de la Saône.

La Saône, avec ses vingt-deux communes et ses cent vingt mille habitants, représente la moitié de l'arrondissement d'Avannes. Sur 25 kilomètres le long du cours d'eau sinueux, de Berailmont à Jeumont, l'industrie et les cités ouvrières, la plupart construites avant 1914, s'étirent quasiment sans coupures. Image classique du dix-neuvième siècle. Seul Maubeuge, détruite en 1940 à 90 %, offre ses nouveaux quartiers aux têtes populaires et aux grandes fermes de la bière.

La sidérurgie régnait depuis longtemps dans cette vallée : les premiers hauts fourneaux à coke y firent leur apparition en 1840 ; le premier, celui d'Usinor-Louvroil, s'est éteint en 1963. Et depuis, c'est la lente dégradation. A n'en pas douter, le déplacement d'Usinor vers le mar est l'événement majeur de ces dernières années, non seulement pour la Valenciennaise et la Saône, mais aussi pour tout le Nord dont la carte économique traditionnelle s'est trouvée soudainement ébranlée. La décision prise en 1963, appliquée méthodiquement, a fait de Dunkerque un nouveau « Far-West », alors qu'à l'autre extrémité de la région, tout ce qui vivait du fer et de l'acier est devenu très vulnérable.

Des usines ont disparu peu à peu, et la courbe de l'emploi s'est effondrée. A Usinor-Louvroil, on employait encore en 1967 deux mille cinq cents

ouvriers. On n'en compte plus que mille aujourd'hui. Seule implantation spectaculaire, l'usine Chausson (constructeur de voitures), installée à Maubeuge, occupe maintenant deux mille cinq cents personnes, dont sept cents travailleurs immigrés. Mais sa progression est freinée par la crise du pétrole, et l'objectif de trois mille cinq cents emplois fin 1975 ne sera pas atteint.

Un délégué syndical de la C.F.D.T. constate : « En moins de dix ans, une vingtaine d'entreprises ont fermé leurs portes. Le nombre d'emplois était tombé de 50 900 à 46 900 de 1962 à 1968, et depuis lors, c'est la stagnation. Mais les centaines de licenciements chez H. K. Porter et à Titan-Coder aggraveront brutalement la situation. Actuellement, cinq cents chômeurs sont indemnisés... »

L'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie et constructions électriques), qui couvre 80 % des emplois secondaires, a freiné le développement du tertiaire. Dans la Saône, on ne compte que 115 emplois tertiaires pour 1 000 habitants contre 138 à Dunkerque et 176 à Lille. C'est dire que les jeunes se précipitent sur le marché du travail nantis de C.A.P. très variés, mais souvent inutilisables. Il faut aller de plus en plus loin pour trouver du travail, et un mouvement s'annonce vers la Belgique toute proche.

#### Désenclaver la région

Tous ces faits accumulés, l'impression générale que la lente hémorragie ne peut être stoppée, suscitent l'amertume et la colère. Au plan régional, les interventions se multiplient mais, ainsi que l'affirmait récemment le préfet, M. André Chadeau, « leur efficacité est très limitée ». « Il faut désenclaver la Saône. C'est une priorité. » Ce slogan signifie qu'il convient de ne pas laisser cette zone industrielle enclavée dans la région rurale du Hainaut et de la Thiérache, à l'écart des grands axes de communication et des grands courants économiques. Et qu'il convient en premier lieu de le relier au Nord. Cela semble un paradoxe, et pourtant...

Si le schéma d'aménagement de la région du Nord étudié par l'O.R.E.A.M. et approuvé par le gouvernement a mis en évidence la nécessité de l'axe ouest-est de Dunkerque à Maubeuge, il y a loin du projet à la réalité. Alors que les grandes liaisons vers Paris se multiplient, l'auto-route Lille-Valenciennes est toujours en chantier. En 1968 déjà

le Comité d'aménagement de la Saône protestait auprès de M. Marcelin, alors ministre délégué à l'aménagement du territoire : « Éliminée à l'ouest de l'aire métropolitaine, butant au nord sur la frontière franco-belge, ouverte à l'est et au sud sur des territoires agricoles, cette région (la vallée de la Saône) se trouve perdue... »

En dépit de promesses abondamment dispensées, rien n'a guère changé depuis. Comment faire de la vallée de la Saône un pôle de conversion, remplacer les vieilles usines qui disparaissent par des activités nouvelles, créer un emploi féminin dont l'absence se fait cruellement sentir, si le Nord ne joue pas lui-même la carte de la Saône ? Et si la région n'agit pas efficacement et rapidement, s'étonnera-t-on encore des revendications pour un nouveau découpage départemental ?

Pour l'instant, les habitants de la Saône se sentent à peine plus proches de Lille que de Paris.

GEORGES SIEUR.

## FAITS ET CHIFFRES

● UN ACCORD A ÉTÉ SIGNÉ le 24 septembre entre la société algérienne SONELEC (société nationale d'électrique) et la firme américaine C.T.E. Aux termes de cet

accord, G.T.E. contrôlera à Sidi-Bel-Abbès une usine qui produira annuellement cent quatre-vingt-dix mille récepteurs de télévision en noir et blanc, cinquante mille en couleurs, quatre cent cinquante mille postes de radio, soixante-dix mille magnétophones et divers autres appareils. — (Corresp.)

● LA SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE SPERICHIM vient de signer à Moscou un contrat avec la centrale d'achat Technostim-port. Ce contrat, d'un montant de 145 millions de francs, porte sur la vente d'une usine complète pour la fabrication d'azurants optiques destinés à servir les couleurs et teintures, tant pour les textiles et plastiques que pour les détergents, la cellulose et le papier. — (A.F.P.)

#### République Algérienne Démocratique et Populaire Ministre de l'Industrie et de l'Energie **SONAREM**

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA RÉALISATION D'UNE UNITÉ DE RAFFINAGE DE SEL GEMME ET DE CONDITIONNEMENT DE SEL

La Société Nationale de Recherches et d'Exploitations Minières, SONAREM, lance un appel d'offres pour la réalisation selon la formule « clés en main » d'une unité de raffinage de sel gemme et de conditionnement de sel.

L'unité sera implantée à EL-OUTAYA (Wilaya de BISKRA) et aura une capacité de production totale de 140.000 T/An sel environ.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le dossier d'appel d'offres correspondant auprès de :

**SONAREM**  
Division Engineering et Développement  
1, rue Bernard-Amiot  
CINQ-MAISONS, EL HARRACH - ALGER (ALGÉRIE)  
Tél. : 52.910 Minsab ALGER

ou de :  
**TRACTIONNEL**  
31, rue de la Science  
1040 BRUXELLES - BELGIQUE  
Tél. : 21.514 et 25.394 TRALEX BRUXELLES

Les offres doivent être remises au plus tard le 30 novembre 1974.

## PRIX

En octobre

#### OPÉRATION « BAISSÉ DE % » TOUCHERA L'ALIMENTATION, L'HABILLEMENT, L'ÉQUIPEMENT DE LA MAISON.

Opération « frein sur les prix » poursuivra en octobre. Voici la liste des articles sur lesquels les gasus qui participent à l'opération réduiront leurs prix de 5 % :

● PRODUITS ALIMENTAIRES : les aliments, chocolat en tablettes, conserves de viande, vins à décollation d'origine contrôlée, jus, café.

● HABILLEMENT : sous-vêtements, hommes, chemise pour hommes et femmes, chaussettes.

● ÉQUIPEMENT DE LA MAISON : bibels de cuisine (autres que sacs), articles de ménage en plastique, petits appareils ménagers électriques, aspirateurs, appareils électriques de toilette, articles d'hygiène base de papier, papiers peints, les liquides, auto-lustrants, savons (sauf et toilette), détergents, verres de table, vaisselle (porcelaine faïence), linge de maison, cycles.

(PUBLICITÉ)

#### COMMENT CHOISIR UN APPARTEMENT ?

Le choix d'un appartement neuf, pour ceux qui désirent le louer ou acheter un logement, constitue une opération dont il est inutile de souligner le caractère délicat et l'importance.

Si certains risques ont été de leur côté, d'autres subsistent. Et le développement du nombre de logements offerts à la vente, s'il multiplie les possibilités, rend plus difficile le choix pour ceux qui ne sont pas suffisamment informés.

C'est pourquoi l'action entreprise par la C.N.E.I.L., voilà plus de dix ans en vue de donner au public une sélection importante de quelques logements, rend plus difficile le choix pour ceux qui ne sont pas suffisamment informés.

Association sans but lucratif, placée sous l'égide de l'administration, la C.N.E.I.L. présente au public une sélection importante de quelques programmes comportant 20.000 logements qui, tous, ont fait l'objet d'un agrément après examen par des spécialistes et des représentants de la plupart des banques spécialisées, des éléments juridiques, techniques et financiers essentiels dont dépend le bon déroulement des programmes de construction. En possession des données de l'opération — suivie au jour le jour — cet organisme peut à tout moment renseigner l'acquéreur et l'interlocuteur, si besoin, en cas de difficultés (conciliation, arbitrage).

La liste des programmes agréés, dans lesquels des logements restent encore disponibles est adressée sur simple demande : C.N.E.I.L., 10, Chausée d'Antin, 75009 PARIS. Tél. : 878-88-80.

Le bureau d'information de la C.N.E.I.L. reçoit aussi (sur rendez-vous) et transmet à tout visiteur une documentation détaillée sur les programmes agréés de la région parisienne, faisant apparaître leur localisation, leur catégorie et leurs prix.

Paris 8<sup>e</sup>, au cœur du Paris des affaires,

48, rue de Miromesnil (métro "Miromesnil" à 50 m)

**il reste encore 700 m<sup>2</sup> de bureaux neufs à louer.**  
\* divisibles à partir de 100 m<sup>2</sup>.

**HERRING DAW** 63, rue Pierre Charron • 75008 PARIS • tél. : 256.11.10



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## EUROPE

### La France et l'Allemagne tentent de retarder le versement de l'aide des Neuf aux pays sous-développés

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Les ministres des Neuf responsables de la politique d'aide au développement qui étaient réunis mardi 24 septembre à Bruxelles, ont longuement débattu des modalités de la participation de la Communauté au fonds spécial créé sous l'égide des Nations unies au profit des pays sous-développés les plus touchés par la hausse des prix des matières premières.

Le conseil se réunira à nouveau le 3 octobre pour décider si la Communauté effectue immédiatement un premier versement de 150 millions de dollars, comme accorde sur les 500 millions de dollars qu'elle se propose au total de fournir. Dans l'intervalle, le 27 septembre, se tiendra à New-York, au siège de l'ONU, une conférence ministérielle rassemblant les donateurs éventuels qui devront enfin permettre de connaître les intentions des États-Unis.

En juin dernier, le conseil des ministres avait fait savoir à M. Waldheim, le secrétaire général des Nations unies, que la C.E.S. était prête à apporter une contribution substantielle à l'aide envisagée (un sixième du total, soit en principe 500 millions de dollars sur un fonds d'urgence de 3 milliards de dollars), à la condition que les autres pays industrialisés et les pays producteurs de pétrole agissent dans le même sens. La Commission de Bruxelles, constatant le caractère de plus en plus aigu des difficultés économiques au milieu desquelles se débattaient les pays du tiers-monde les plus touchés par la crise, proposait mardi, afin d'accélérer la mise en œuvre de ce programme, que la Communauté alloue un premier acompte de 150 millions de dollars.

#### Un rôle moteur

La Commission faisait alors valoir qu'un tel pas en avant supplémentaire, annoncé avant la conférence de New-York, pourrait avoir un heureux effet d'entraînement sur les pays nantis tels les États-Unis, apparemment encore hésitants. Par ailleurs, ajoutait-elle, ne serait-il pas souhaitable sur le plan politique que la Communauté qui est à l'origine de ce programme d'urgence (l'idée en a été lancée par M. Claude Cheysson au nom de la Commission au printemps dernier), conserve un rôle-moteur dans cette affaire plutôt que d'apparaître, par excès de prudence parvenue, comme un facteur de retardement.

Faisant leur raisonnement de la Commission, les représentants du Royaume-Uni et des Pays-Bas, appuyés par ceux du Danemark, de l'Irlande et du Luxembourg, se prononcèrent avec force en faveur d'une première intervention immédiate de 150 millions de dollars. En revanche, la France et l'Allemagne, faisant preuve d'un légalisme pointilleux peu en rapport avec l'idée de

solidarité réfléchie qui inspire cette opération, estimèrent qu'il fallait s'en tenir scrupuleusement aux conditions posées par le conseil en juin dernier.

Une telle pusillanimité fut très vivement critiquée par les représentants britanniques et néerlandais qui firent valoir que des engagements et promesses formés avaient déjà été donnés par le Canada (100 millions de dollars), le Japon (100 millions de dollars), la Suède (20 millions de dollars), l'Autriche (15 millions de dollars), la Norvège (11,4 millions de dollars), la Finlande (10,3 millions de dollars) et même l'Islande (400 000 dollars).

En ce qui concerne les pays producteurs de pétrole, la Commission note que pour le seul premier semestre 74, les pays arabes et l'Iran ont apporté aux pays les plus touchés par la crise des sommes supérieures à 1 milliard de dollars.

Irrités par les attitudes françaises et allemandes, les représentants britanniques et néerlandais indiquèrent que leurs pays annonceraient de manière unilatérale, le 27 septembre, leur intention d'effectuer un premier versement de 150 millions de dollars. Mais étant entendu cependant que cet engagement reste encore conditionnel.

La décision sur ce premier acompte sera prise par les Neuf le 3 octobre à la lumière des informations recueillies à la conférence de l'ONU.

PHILIPPE LEMAITRE.

## A L'ÉTRANGER

### En Allemagne fédérale

#### L'EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE A DIMINUÉ EN AOÛT

Wiesbaden (Aref). — L'excédent de la balance commerciale ouest-allemande en août s'établit à 315 millions de DM, en baisse de 29,8 % sur juillet dernier (449 millions de DM), et en baisse de 2 % par rapport à août 1973. Pour les huit premiers mois de l'année l'excédent commercial a atteint 2 848 millions de DM contre 2 822 millions de DM au cours de la même période de 1973, soit une progression de près de 73 %. Durant ces huit mois, les importations ont augmenté de 23,8 % par rapport à août 1973, tandis que les exportations croissaient de près de 32 %.

● HAUSSE RECORD DES SALAIRES EN GRANDE-BRETAGNE. — L'indice des salaires hebdomadaires de base a augmenté de 4,8 % en août, par rapport à août 1973, au début de 1974, la progression an-

### En Italie

#### LE GOUVERNEMENT EMPRUNTE 855 MILLIONS DE DOLLARS AU F.M.I.

Washington (Aref). — Le gouvernement italien envisage d'emprunter 855 millions de dollars au Fonds monétaire international. Le F.M.I. a approuvé la demande d'emprunt de 314,9 millions de dollars faite par l'Italie pour l'aider à faire face à la hausse du prix du pétrole. D'autre part, l'Italie aura l'équivalent de 540 millions de dollars, en diverses devises, sur le crédit standby que lui avait accordé le F.M.I. en avril dernier. C'est la seconde fois que le gouvernement italien utilise ce crédit depuis cette date.

nuelle était de 13 % à 14 %. Les accords d'indexation sur le coût de la vie et diverses augmentations « exceptionnelles » en faveur de certaines catégories de travailleurs (installations) sont à l'origine de cette très forte accélération.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SICOMI - EUROBAIL

La situation d'EUROBAIL au 30 juin 1974 fait apparaître un profit net de 4 850 947,50 F contre 1 million 532 663,50 F au 30 juin 1973. Pour apprécier cette évolution, il convient de rappeler que le capital d'EUROBAIL, qui était de 30 millions de francs au 1<sup>er</sup> janvier 1973, est passé à 4 millions de francs le 1<sup>er</sup> mars 1974. Les provisions arrêtées pour le deuxième semestre de l'exercice font apparaître une perspective de profit équivalente. Les engagements de la société, contre l'ensemble des contrats en cours de signature, s'élevaient, au 30 septembre, à plus de 110 millions de francs contre 52,7 millions au 31 décembre 1973.

Leur répartition fait ressortir une forte progression des acquisitions immobilières à titre définitif (près de 65 millions de francs en 1974 contre 17,6 millions à la fin du dernier exercice). Les engagements de crédit-bail, passent, en 1974, de 2,1 millions de francs à 47,7 millions de francs. Les loyers des immeubles donnés tant en location simple qu'en crédit-bail sont indexés à plus de 80 %. Dans sa séance du 16 septembre 1974, le conseil d'administration a décidé la mise en paiement, à compter du 1<sup>er</sup> octobre, d'un acompte sur dividende de 3,50 F par action ancienne et de 2,04 F par action nouvelle portant jouissance du 1<sup>er</sup> mars 1974.

### LA PRÉSERVATRICE S.A.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie sous la présidence de M. Raymond Meynard, le 20 septembre 1974, et a approuvé les comptes du dernier exercice, qui s'est terminé exceptionnellement sur une durée de 18 mois.

Il est rappelé qu'en raison de la transformation de l'ancienne Préservatrice A.I.R.D. la société devenue société de portefeuille sous la dénomination de La Préservatrice S.A., détiennent des participations dans un certain nombre de sociétés, principalement d'assurances, tant en France qu'à l'étranger.

Le bénéfice net de l'exercice arrêté au 30 juin 1974 se monte à 17 540 494,97 F, dont 8 247 977 F de plus-values de cessions d'actions, chiffres à comparer à ceux de 1973, qui étaient respectivement de 15 810 130 F et 6 918 172 F.

L'assemblée générale a décidé la mise en paiement d'un dividende net par action de 20 F, le revenu global atteignant 20 F, compte tenu d'un impôt (avoir fiscal) de 10 F déjà payé au Trésor.

Les mandats de MM. Claude Tadier et Dominique Leca, respectivement administrateur et censeur, venant à expiration, l'assemblée a décidé leur réélection. Elle a également ratifié la cooptation de M. Nathan H. Wentworth, président du conseil de la société The Continental Corporation, en remplacement de M. Louis Gache, décédé.

Dans son allocation, le président après avoir donné des indications sur l'exploitation des filiales au cours des derniers mois de 1974, a fait état des problèmes posés aux compagnies d'assurances par l'inflation et la baisse des marchés financiers.

En cours du conseil qui a suivi, l'assemblée, il a été décidé que le dividende serait mis en paiement le 26 septembre 1974.

Il est rappelé qu'au cours de la séance du 4 juillet 1974, le conseil faisant usage de l'autorisation qui lui avait été donnée par l'assemblée du 30 décembre 1973 avait pris la décision de porter le capital de la société de 50 375 000 F à 55 312 500 F par incorporation d'une somme de 5 937 500 F prélevée sur la prime d'apport, cette opération devant être réalisée par la création de quarante-sept mille cinq cents actions nouvelles portant jouissance à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1974 et réparties dans la proportion d'une action gratuite pour dix anciennes.

### B.I.S. S.A.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1974 a atteint 245 200 F, contre 200 078 530 F pour le premier semestre 1973, ce qui représente un accroissement de 22,6 %.

Pour la même période, les résultats provisionnels avant impôts et avant participation s'élevaient à 19 522 572 F, alors qu'ils étaient de 15 823 822 F pour le premier semestre 1973.

L'augmentation des résultats d'une année sur l'autre aura donc été de 23,3 %, légèrement supérieure à nos provisions. Le résultat net au 30 juin 1974 de 5 330 102 F est obtenu après affectation d'une somme de 1 434 442 F, représentant la moitié de la contribution exceptionnelle de 18 % de l'impôt Société de 1973, contre un résultat provisionnel du premier semestre 1973 de 5 974 878 F.

quand vos employés "chèques-déjeuner" le plaisir est pour eux...

un avantage pour le salarié  
une économie pour l'entreprise

93, rue Lamoignon, B.P. 340.16 75767 Paris Cedex 16 Tél. 727.49.53 +

mais l'efficacité est pour l'entreprise.

A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1975, relèvement de la contribution de l'employeur au paiement des chèques-déjeuner (ou "three restaurants").

## MONNAIES

### LE DOLLAR AUSTRALIEN ET LE DOLLAR NÉO-ZÉLANDAIS SONT DÉVALUÉS

Le dollar australien a été dévalué, mercredi 25 septembre, de 12 %. Il vaut désormais 1,389 dollar américain et il « flottera ». M. Whitlam, premier ministre, a déclaré que cette mesure, demandée par l'opposition conservatrice pour freiner l'inflation, donnera un coup de foudre à l'industrie. Elle permettra aussi de résorber de la sorte le chômage et bénéficiera aux secteurs travaillant pour l'exportation dans les domaines agricole, minier et industriel. A la suite de la décision prise par Canberra, le gouvernement de Wellington a décidé une dévaluation de 9 % du dollar néo-zélandais. — (Reuters).

### UNE AUTRE MANIÈRE DE VIVRE

par le contrôle de la RESPIRATION la pratique du HATA-YOGA la prise de conscience du HARA TANDEN et la RELAXATION ACTIVE ou CENTRE DE CULTURE PSYCHOSOMATIQUE Albert Léon MEYER UN « LIEU » DES « MOYENS » à la disposition de L'HOMME soucieux de son équilibre et de son capital FORGE VITALE-ÉNERGIE-SANTÉ Pour entretien de contact et d'informations, téléphoner à 265-20-66, 3, rue d'Anjou, PARIS (2<sup>e</sup>).

# ACHETEZ avant la reprise de la Bourse. VOUS N'Y CROYEZ PAS? Lisez donc le Journal des Finances!\*

Soyez le premier à réagir avec intelligence : vous ferez d'excellentes affaires. Les initiés s'y préparent déjà. Avec le Journal des Finances, ne vous laissez pas devancer. Achetez!

Nous n'avons jamais cessé de nous battre pour vous. Soyez lucide. Profitez de nos conseils, de nos analyses, de nos dossiers, de nos interviews. Écrivez-nous. Vous gagnerez, avec nous, la bataille de la Bourse.

\* Adressez-nous simplement votre carte de visite pour recevoir un service gracieux d'un mois (4 numéros). Journal des Finances, service M 122, rue Réaumur 75002 PARIS - Téléphone : 508.42.75.

## JOURNAL DES FINANCES

POUR GARDER LA TÊTE FROIDE

L.M. Olivier

صكنا من الامل







